

L'intérêt général.

L'expression «intérêt général» désigne les intérêts, valeurs ou objectifs qui sont partagés par l'ensemble des membres d'une société. Elle correspond aussi à une situation qui procure un bien être à tous les individus d'une société.

En France, l'intérêt général n'a pas de valeur constitutionnelle. C'est une notion floue et mal définie. Il est néanmoins le fondement du droit public qui en définit le cadre et notamment ses corollaires comme l'utilité publique, l'ordre public, le domaine public, les services publics....

L'action administrative trouve dans sa justification et sa finalité la recherche de l'intérêt général et s'exerce dans le respect de celui-ci et sous le contrôle de la justice.

RAPPORT D' ENQUÊTE

● I/ GÉNÉRALITÉS

Les bassins versants du Sornin et du Jarnossin se situent sur les régions d' Auvergne-Rhône-Alpes et de la Franche-Comté.

Ce territoire regroupe 59 communes, réparties sur 6 intercommunalités.

Les deux bassins versants du Sornin et du Jarnossin sont limitrophes et délimités :

- A l'est : par les massifs du haut-Beaujolais ;
- Au nord -ouest : par les massifs du haut-Beaujolais ;
- A l'ouest par les vallons du Brionnais ;
- Au sud-est par la plaine du Roannais



- Le Sornin est une rivière qui coule dans les départements du Rhône, de la Loire et de Saône-et-Loire.

C'est un affluent direct de la Loire en rive droite.

Il prend sa source dans le Haut Beaujolais à environ 1000m d'altitude

La longueur de son cours d'eau est de 47 km100.

Le Sornin se jette dans la Loire (rive droite) à Pouilly-sous-Charlieu, à une douzaine de kilomètres en aval de Roanne.

Communes et cantons traversés

Dans les trois départements de la Loire, Rhône et Saône-et-Loire, le Sornin traverse dix-huit communes :

- dans le sens amont vers aval :

Saint-Bonnet-des-Bruyères (source), Aigueperse, Saint-Racho, Varennes-sous-Dun, La Clayette, Baudemont, La Chapelle-sous-Dun, Chassigny-sous-Dun, Saint-Maurice-lès-

Châteauneuf, Châteauneuf, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Edmond, Saint-Denis-de-Cabanne, Charlieu, Chandon, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Pouilly-sous-Charlieu, Briennon.

Soit en termes de cantons, le Sornin prend sa source dans le canton de Monsols, traverse les cantons de la Clayette, de Chauffailles, de Charlieu et conflue dans le canton de Roanne-Nord, le tout dans les trois arrondissements de Villefranche-sur-Saône, arrondissement de Charolles et arrondissement de Roanne.

Affluents :

Le Sornin a vingt affluents référencés, ou plutôt huit bras, et douze affluents.

Son principal affluent est le Boret 23,4 km qui prend sa source à 700 m d'altitude au col des Ailletts sur la commune de Belleroche (Loire). Il rejoint le Sornin au pont de Char sur la commune de Saint-Denis-de-Cabanne à 278 m d'altitude.

- Ses autres affluents d'amont en aval sont :

- le ruisseau le Sornin homonyme, 11,9 km, sur les quatre communes de Saint-Clément-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers, Saint-Racho, et Propières.

- x le ruisseau le Bief, 3,3 km, sur les deux communes de Châtenay, et Saint-Racho.

- x le ruisseau de la Proie , 12,7 km, sur la seule commune de Varennes-sous-Dun.

- x la Genette ou ruisseau du Fourneau ou ruisseau de la Bazolle, 15,6 km, qui prend sa source dans la montagne de Saint-Cyr, sur la commune de Montmelard (Saône et Loire), et traverse cinq communes.

- x le ruisseau le Grinçon, 3,5 km, sur les deux communes de Varennes-sous-Dun, et La Chapelle-sous-Dun.

- x les Barres ou ruisseau des Monts, 7,9 km, sur les cinq communes de Vareilles, Baudemont, Saint-Maurice-lès-Châteauneuf, Chassigny-sous-Dun, et Saint-Laurent-en-Brionnais.

- x le Mussy ou ruisseau de Mousset, 20,3 km, qui prend sa source au Cul du Loup sur la commune de Propières (Rhône), et traverse neuf communes.

- x le ruisseau des Equetteries (rd), 11,1 km, qui prend sa source au bois de la Jugnon sur la commune de Vauban (Saône-et-Loire), et traverse six communes.

- x le Bezo, 18,6 km, qui prend sa source aux Bassets sur la commune de Saint-Christophe-en-Brionnais (Saône-et-Loire).

- x le Chandonnet, 16,6 km, qui prend sa source à Chabas sur la commune du Cergne (Loire), et traverse sept communes.

- x l'Aillant (rg), 7,8 km, sur les deux communes de Pouilly-sous-Charlieu, et Saint-Hilaire-sous-Charlieu.

- Le Jarnossin : est une rivière qui coule dans les départements de la Loire.

C'est un affluent direct de la Loire en rive droite.

Il prend sa source à Cuinzier sur le piémont du Haut-Beaujolais à environ 600 d'altitude.

La longueur de son cours d'eau est de 20 km.

Le Jarnossin se jette dans la Loire (rive droite) à Pouilly-sous-Charlieu, à une douzaine de kilomètres en aval de Roanne.

Les bourgs traversés sont :

Boyer, Briennon, Coutouvre, Jarnosse, Nadax, Villers et Vougy avant de confluer à Pouilly-sous-Charlieu.

L'ensemble des cours d'eau, objet de la demande, sont non-domaniaux : les berges et le fond du lit sont des propriétés privées.

II / PRÉSENTATION DU TERRITOIRE :

Le territoire concerné par le contrat de rivière recoupe 59 communes structurées en 6 intercommunalités elles-mêmes situées sur 3 départements -La Loire, La Saône et Loire et le Rhône) et 2 régions (Auvergne-Rhône-Alpes et la Franche-Comté).

Il est délimitée à l'est et au nord-est par les massifs du Haut Beaujolais, à l'ouest par les vallons du Brionnais et au sud-est par la plaine du Roannais.

II.1 Localisation du territoire et situation administrative

Bassin versant du Sornin -50 communes-

Le Symisoa est un syndicat mixte intercommunal créé le 1^{er} janvier 2008 par arrêté inter-préfectoral. Son périmètre recouvre l'intégralité du bassin versant du Sornin . Il est composé de 4 établissements publics de coopération intercommunale -EPCI- :

Communauté de communes Brionnais-Sud- Bourgagne -23 communes-

x	ANGLURE-SOUS-DUN	SAINT-IGNY-DE-ROCHE
x	BAUDEMONT	SAINT-EDMOND
x	CHASSIGNY-SOUS-DUN	SAINT-LAURENT-EN-BRIONNAIS
x	CHATEAUNEUF	SAINT-MARTIN-DE-LIXY
x	CHATENAY	SAINT-MAURICE6LES-CHATEAUNEUF
x	CHAUFFAILLES	SAINT-RACHO
x	COUBLANC	SAINT-SYMPHORIEN-DES-BOIS
x	CURBIGNY	TANCON
x	GIBLES	VAREILLES
x	LA CHAPELLE-SOUS-DUN	VARENES-SOUS-DUN
x	LA CLAYETTE	VAUBAN
x	MUSSY-SOUS-DUN	

Communauté de communes Charlieu-Belmont-Communauté -16 communes-

x	ARCINGES	MAIZILLY
x	BELLEROCHÉ	MARS
x	BELMONT de la LOIRE	POUILLY-SOUS-CHARLIEU
x	CHANDON	SAINT-DENIS-DE-CABANE
x	CHARLIEU	SAINT-GERMAIN-LA-MONTAGNE
x	CUINZIER	SAINT-HILAIRE-SOUS-CHARLIEU
x	ELOCHES	SAINT-NIZIER-SOUS-CHARLIEU
x	LECERGNE	VILLERS

Communauté de communes Saône-Beaujolais -6 communes-

x	AIGUEPERSE	SAINT-BONNET-DES-BRUYERES
x	AZOLETTE	SAINT-CLEMENT-DE-VERS

x PROPIERES

SAINT-IGNY-DE-VERS

Communauté de communes Semur en Brionnais -5 communes-

x FLEURY-LA-MONTAGNE

SAINT-BONNET-DES-BRUYERES

x LIGNY-EN-BRIONNAIS

SAINT-JULIEN-DE-JONZY

x SAINT-BONNET-DE-CRAY

• **Bassin versant du Jarnossin -10 communes-**

Communauté de communes Charlieu-Belmont-Communauté occupe la majeure partie du territoire -9 communes-

x BOYER

SAINT-HILAIRE-SOUS-CHARLIEU

x CUINZIER

SEVELINGES

x JARNOSSE

VILLERS

x NANDAX

VOUGY

x POUILLY-SOUS-CHARLIEU

Roannais Agglomération est concernée avec une seule commune

x COUTOUVRE

La population est estimée à environ 35 000 personnes intégralement réparties sur un territoire à dominante rurale.

Elle se concentre au niveau de secteurs urbains et péri-urbains proche de la région roannaise, principal bassin d'emploi du secteur (Charlieu , Pouilly-sous-Charlieu...) et au niveau de quelques bourgs sensiblement plus importants (Chauffaille, La Clayette).

Les secteurs agricoles ou de montagnes (Brionnais - Haut-Beaujolais) sont plus délaissés avec des densités de populations souvent inférieures à 25 habitants/km².

Sur les zones à plus fortes densités de population, la dynamique démographique est limitée.

Elle est plus active sur le département de La Loire avec une tendance à l'augmentation de la population et du nombre de logements en pourtour des centres urbains.

Les politiques d'urbanisme sont encadrées par trois SCOT -Schéma de cohérence Territoriale- :

- Le SCOT du bassin de vie du Sornin approuve le 17/05/2011 ;
- Le SCOT du Beaujolais approuvé le 20/06/2009 ;
- Le SCOT du pays Charolais-Brionnais approuvé le 30/10 2014.

II.2 Topographie et contextes géologique :

Le contrat de rivière concerne 2 bassins versants limitrophes, affluent rive droite de la Loire dans la plaine du roannais :

➤ **Le Sornin**

- bassin versant de 520 km² pour une rivière principale d'environ 60km ;
- sources situées dans le Haut Beaujolais à une altitude d'environ 1 000m ;
- confluence avec la Loire à Pouilly-sous-Charlieu à une altitude d'environ 300m.

➤ **Le Jarnossin**

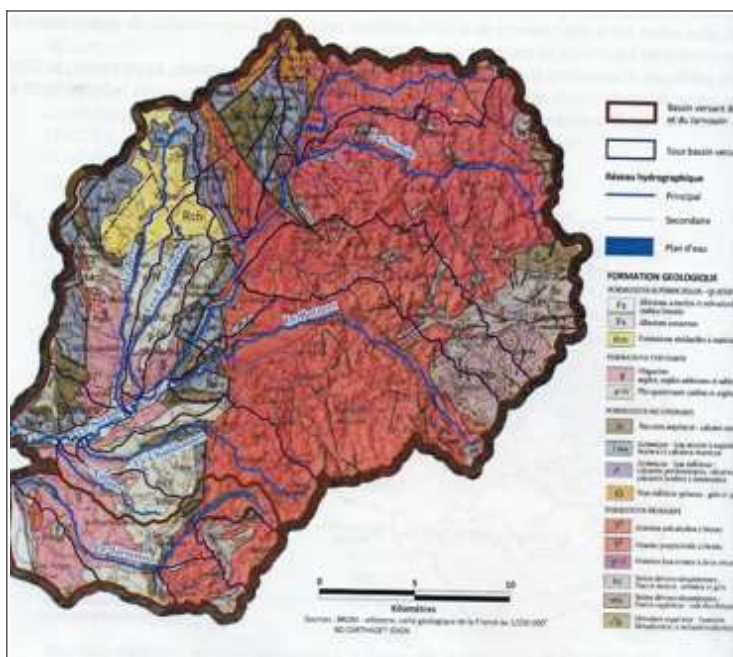
- bassin versant de 68 km² pour une rivière principale d'environ 20km ;

- sources situées dans le piémont du Haut Beaujolais à une altitude d'environ 600m ;
- confluence avec la Loire à Pouilly-sous-Charlieu à une altitude d'environ 300m.

Les deux cours d'eau prennent leurs sources dans le Haut-Beaujolais, secteur globalement dominé par un substrat de roches cristallines majoritairement granitiques et des reliefs pentus.

Sur le secteur du Jarnossin aval et du Sornin médian et aval, ils évoluent dans des alluvions récentes sablo-graveleuses au sein de larges vallées alluviales.

Les vallons du Brionnais et le sud du territoire se distinguent par des sols plus épais issus de colluvions sableux et/ou argileux,



Contexte topographique et géologique

II.3 Contexte climatique et hydrologique

Le climat du secteur présente des tendances océaniques-montagnardes.

La pluviométrie moyenne est de l'ordre de 900mm par an.

Des zones sourceuses à des altitudes de plus de 1 000m à l'est dans les Monts du Beaujolais et environ 400m à l'ouest, l'étagement altitudinal engendre un fort gradient pluviométrique entre le haut du bassin versant, très arrosé, et la partie sud-est du territoire beaucoup plus sèche.

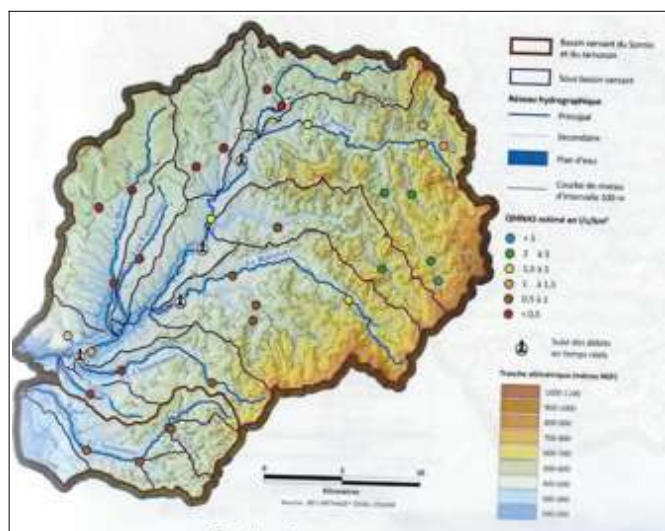
Cette séparation n'est pas compensée par le contexte géologique qui est globalement peu propice à la formation d'aquifère important à l'exception des bords de Loire.

Il existe donc une forte disparité de la répartition de la ressource en eau.

La ressource en eau la plus importante est logiquement située sur les affluents du Haut-Beaujolais tandis que les affluents rive droite du Sornin et les affluents du Jarnossin sont soumis à des étiages très sévères voir des 'assecs' récurrents.

1 seule station DREAL située à l'aval du Sornin suit les débits versants qui présentent des milieux ou espèces de fort intérêt patrimonial (tourbière du Mont-Saint-Rigaud, zones humides de tête da bassin versant...)

3 autres stations ont été installées par le Symisoa dans le cadre du contrat de rivière Sornin.



Contexte climatique et hydrologique

II.4 Espaces naturels et milieux sensibles répertoriés :

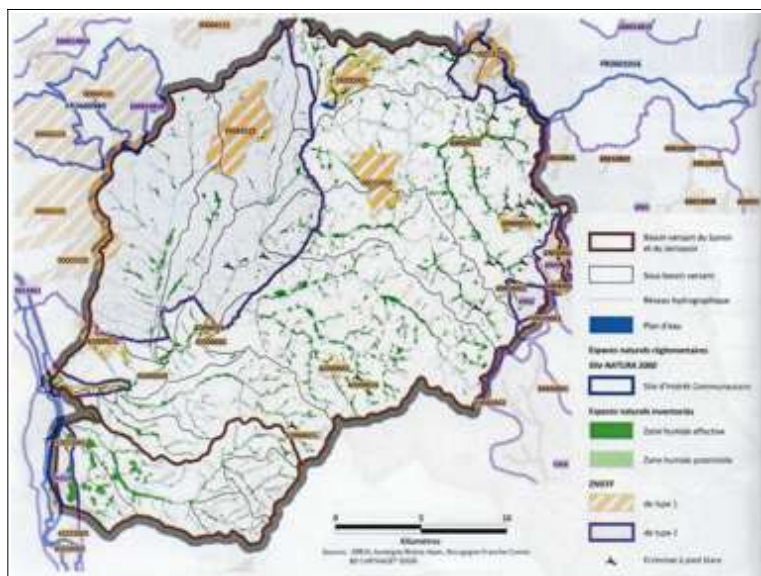
Le territoire présente une grande diversité de milieux naturels :

- ➔ les hêtraies-sapinières et les forêts de sapins du Haut-Beaujolais qui se distinguent par leur richesse biologique et par la présence d'espèces animales ou végétales d'affinités montagnardes ;
- ➔ les ensembles associés aux hydrosystèmes remarquables où l'on peut différencier :
 - les ruisseaux de tête de bassin qui présentent des milieux ou espèces de fort intérêt patrimonial (Tourbière du Mont-Saint-Rigaud, zones humides de tête de versant...)
 - les ensembles d'étangs et de milieux humides de La Clayette ;
 - les zones humides recouvrant 2 390 ha dont 733 à confirmer par des prospections sur le Sornin -4,6 % du territoire- et 676ha sur le Jarnossin 9,8 % du territoire- ;
 - les ensembles fonctionnels de la Loire circulation piscicole, avifaune ...) qui sont directement concernés par le Sornin -dernier affluent majeur à l'aval du barrage de Villerest- ;
- ➔ les ensembles bocagers, de petits massifs boisés, de mares et de prairies qui constituent un réseau écologique fonctionnel spécifique sur le Brionnais,

Sur certains cours d'eau, on recense de nombreuses espèces patrimoniales :

- ➔ pour les espèces piscicoles holobiotiques effectuant leurs cycles de vie en eau douce : la truite fario, le chabot, la lamproie de Planer, la vandoise et le brochet -Sornin aval- ;
- ➔ pour les espèces piscicoles amphibiotiques grandes migrateurs : l'anguille et la lamproie marine ;
- ➔ pour les espèces astacicoles : l'écrevisse à pieds blancs est présente dans certaines têtes de bassin versant du Haut-Beaujolais ;
- ➔ pour les mammifères : la loutre et le castor d'Europe.

20 ZNIEFFs de **type 1** dont 10 sont directement liées à la présence de milieux aquatiques ;
 6 ZNIEFFs de type 2 recouvrent le territoire sur environ 33 % de sa surface ;
 1 site NATURA 2000 n'est présent que pour une très faible part sur le territoire -site limitrophe de milieux limitrophes de la Loire-.



Espaces naturels et milieux sensibles répertoriés

II.5 L'agriculture et l'utilisation des sols :

Le bassin Sornin et Jarnossin est un territoire largement dominé par les espaces agricoles qui occupent près de 75 % des surfaces. La SAU estimée en 2021 est d'environ 36 800ha vs 37 200ha en 2012.

Les forêts représentent la majorité des surfaces restantes (21%) avec une majorité de conifères.

L'espace agricole est dominé par les prairies permanentes dédié à l'élevage bovins -production de viande charolaise-.

En 2020, 650 exploitations agricoles ont été recensées avec une baisse significative d - 25 % par rapport à 2010, couplé à une augmentation de la taille des exploitations.

La sylviculture occupe une place significative dans le paysage et l'économie locale du bassin du Sornin, dont les espaces boisés occupent 1/5^{ème} de la surface.

Il s'agit d'une activité majoritairement privée, encadrée par une charte forestière du territoire.

Outre les 8 scieries recensées sur le territoire, une trentaine d'établissements industriels -abattoirs de Charlieu, salaisons...- sont identifiés dans le fichier de redevance de l'agence de l'eau au titre des pollutions industrielles.



Agriculture et utilisation des sols

II.6 Les prélèvements sur la ressource en eau superficielle :

➤ L'alimentation en eau potable

Les prélèvements pour l'alimentation en eau potable sur les affluents rive gauche représentent un volume global de 1,5Mm³/an. Une importation spécifique pour l'alimentation des populations est effectuée depuis la nappe alluviale de la Loire.

Une étude prospective réalisée il y a une dizaine d'années mettait en évidence des déficits à l'horizon 2030 pour toutes les collectivités du territoire liées également à des fuites importantes sur le réseau de distribution.

➤ L'agriculture

Les besoins pour l'abreuvement des 65 000 UGB représentant le cheptel bovins sur le secteur peuvent être rapprochés d'une consommation moyenne journalière de 50l/jour, ce qui représente un volume de 1,2Mm³ dont les 2/3 sont prélevés directement dans les rivières ou dans les sources pendant 8 mois de l'année. Le solde est prélevé principalement sur les réseaux AEP collectifs.

➤ Les plans d'eau

Le territoire se caractérise par la présence de très nombreux plans d'eau privés sans usage ou avec un usage de pêche ou d'agrément, particulièrement sur les affluents rive droite du Sornin et le Jarnossin -250 plans d'eau uniquement sur le b.v. du Sornin- Ils constituent un fort attachement par leurs propriétaires, rendant un dialogue difficile. Les pertes par évaporation dues à ces plans d'eau représentent environ 1,1 m³ /an.

II.7 Les rejets dans le milieu :

➤ L'assainissement collectif

Le bassin versant du Sornin et du Jarnossin comporte 50 stations d'épuration, représentant une capacité épuratoire globale de 40 000 Equivalents-Habitants.

Plus de 70 % des stations ont une capacité < à 500EH et une majorité des stations sont en lagunage (40 %) et en filtres plantés (30%). Pour mémoire, la population est d'environ 35 000 habitants sur le secteur.

L' étude bilan réalisée en 2013 à la fin du dernier contrat de rivière a fait ressortir la nécessité au travers des schémas directeurs d'assainissement pour le renouvellement de stations sur 8 communes et une réhabilitation.

4 nouvelles stations ont été mises en service entre 2016 et 2020 sur les 16 identifiés comme prioritaire.

2 projets prioritaires de réhabilitation ou de renouvellement de station d'épuration sont en cours.

➤ L'assainissement non collectif

Le territoire dispose d'environ 7 600 dispositifs d'assainissement non-collectif.

Sur le Sornin, l'ANC représente entre 38 et 47 % de la population communale du bassin avec un taux de raccordement intégral sur le bassin versant.

Certains secteurs du Haut-Beaujolais présentent des taux proches de 100 %.

➤ L'agriculture

Aucun rejet ponctuel direct n'est inventorié dans la base de données des émissions polluantes -IREP- malgré la présence des 70 ICPE sur le secteur, dont la réglementation garantit généralement un encadrement spécifique des aménagements et des pratiques limitant les risques de nuisance.

Les rejets liés à l'activité agricole sur le territoire sont majoritairement diffus -apport diffus de nutriments en période de ressuyage des sols- et accès diffus du bétail au cours d'eau par absence de clôture le long des rivières et ruisseaux.

➤ L'industrie

Les rejets industriels sont limités et bien connus . Ils concernent exclusivement le bassin versant du Sornin dont 5 établissements ont un rejet identifié dans le fichier de l'agence de l'eau.

III SYNTHÈSE SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES

➤ La ressource en eau

Les débits d'étiage des cours d'eau sont naturellement faibles et en baisse sous l'effet du changement climatique.

Les sécheresses de ces dernières années ont provoqué des étiages sévères sur de nombreux cours d'eau voire des 'assecs', y compris sur les «Sornin» amont pourtant relativement épargnés jusque-là.

Les prélèvements influent plus ou moins fortement sur l'hydrologie naturelle des cours d'eau, ce qui peut avoir des répercussions potentiellement significatives sur la fonctionnalité écologique des milieux notamment en période d'étiage.

Ces prélèvements visent à satisfaire 3 usages principaux :

- ✓ l'alimentation en eau potable ;
- ✓ l'abreuvement du bétail ;
- ✓ l'interception par les plans d'eau pour compenser l'évaporation en période estivale.

Les fonctions de soutien d'étiage des cours d'eau par les zones humides sont limitées du fait d'un degré de dégradation assez important des zones humides, notamment dû au drainage.

➤ La qualité de l'eau

Un bilan de la qualité de l'eau des cours d'eau a été réalisé en 2022 dont les résultats sont influencés par une sécheresse provoquant un étiage très sévère. 4 n'ont pu être mesuré en août pour 'assec'.

Sur les 22 stations évaluées :

- la moitié est en bon état écologique ;
- les autres en état moyen ;
- 1 en état médiocre -la Genette à la Clayette-.

Sur le bassin versant du Sornin, le déclassement écologique se rencontre principalement sur la partie aval du Sornin et sur ses affluents situés en partie médiane.

Les paramètres mis en cause :

- la dégradation des indicateurs hydrobiologiques sur la Genette, le Ru des Barres, le Ruisseau des Equetteries, le Chandonnet, le Ru d'Aillant ;
- l'oxygénation de l'eau sur le ruisseau des Equetteries, le Ru d'Aillant ;
- la température de l'eau sur le Bottoret, le Sornin aval ;
- la matière organique sur la Genette, le Rau des Equetteries ;
- les composés phosphorés sur l'Aron, le Bottoret, le Sornin aval ;
- les nitrites sur le ruisseau d'aillant.

Sur le bassin versant du Jarnossin, les 3 stations présentent une altération de la qualité physico-chimique et de l'hydrobiologie.

Les éléments physico-chimique déclassant sont :

- les composés phosphorés sur le Jarnossin à Villers et Coutouvre ;
- les nitrites sur le Jarnossin à Villers ;
- la température de l'eau sur le Jarnossin à Jarnosse.

Ces déclassements sont souvent observés en période de basses eaux, lorsque les conditions hydrobiologiques sont les plus défavorables.

L'état biologique médiocre sur la Genette ou moyen sur 7 autres stations peut être causé par des altérations de la qualité physico-chimique ou autres non évaluées mais révélées par les analyses hydrobiologiques :

- piétinement du bétail ;
- colmatage ;
- faiblesse des débits d'étiages ;
- anthropisation

Une altération de l'état biologique dès l'amont du bassin versant du Jarnossin. L'instabilité hydrologique et les pesticides sont les pressions les plus probables.



État écologique des cours d'eau en 2022

Les facteurs d'altérations

- l'assainissement collectif : parmi les principales pressions de pollution, sur le bassins versants du Sornin et du Jarnossin figurent les rejets des systèmes d'assainissement collectif.
- l'assainissement non collectif : du point de vue de l'assainissement non collectif, le niveau de pression est moindre vs l'assainissement collectif. Il est à remarquer que les 2/3 des 8000 installations d'assainissement non collectif du secteur ne sont pas conformes. Les taux de non-conformité le plus élevé concernent les communes en tête du bassin du Sornin et du Mussy, ainsi que le Sornin médian, le Mussy, le Bottoret, les affluents rive droite du Sornin.
- l'activité industrielle : une dizaine d'établissements industriels ou agro-alimentaires présentent des rejets potentiellement polluants. Certains disposent de systèmes de traitements spécifiques, d'autres sont raccordés à des stations d'épuration et en particulier les industries agro-alimentaires -abattoir de Charlieu, salaisons de St-Nizier-sous-Charlieu- avec des prétraitements en place.
- l'activité agricole : elle est l'activité dominante du secteur. Elle peut impacter la qualité de l'eau via les apports diffus des nutriments azotés et phosphorés principalement en période de ressuyage des sols ; ponctuellement via les effluents de la ferme ou via les bovins au cours d'eau entraînant d'une part une pollution directe par les déjections, et d'autre part par une destruction des berges ; avec une remise en suspension des sédiments fins et des phénomènes de colmatage.
- les plans d'eau : majoritairement situés en travers des cours d'eau, les plans d'eau accentuent fortement le réchauffement des eaux à l'aval entraînant une perturbation de l'oxygénation du milieu en contribuant au stockage et au relargage des sédiments fins de colmatage.

- le ruissellement en zone urbaine : dès lors que les surfaces sont imperméabilisées, le risque de ruissellement des pollutions vers le milieu récepteur ne peut être exclu. Il est particulièrement localisé sur les différents centres urbains qui concentrent les véhicules et les infrastructures de stockage potentiellement à risque. - La Clayette, Charlieu, Chauffailles ... et notamment au droit des zones d'activités.
- l'altération des capacités d'autoépuration des milieux : il s'agit là non pas d'une source de pollution mais d'une forte réduction de la capacité du milieu à la «digérer» naturellement. La présence de bandes tampons végétalisées, de zones humides, de débits soutenus et de faciès d'écoulements dynamiques et diversifiés sont autant de facteurs favorables à la dégradation naturelle des pollutions -production végétale, limitation des ruissellements, oxygénation.-

IV ÉTAT ÉCOLOGIQUE DES COURS D'EAU ET PRINCIPALES ALTÉRATIONS MORPHOLOGIQUES :

IV.I État écologique des cours d'eau et principales altérations morphologiques

♦ État hydromorphologique des cours d'eau :

On peut distinguer 4 grands contextes hydromorphologiques sur le territoire

- Les plateaux d'altitude et les têtes de bassins versants avec des zones de vallées plus ouvertes présentant des pentes modérées et des zones humides au sein des prairies et des zones sourceuses pentues et encaissées aux versants boisés sur les zones amont du Haut-Beaujolais.
- Les affluents rive gauche du beaujolais. Ils dévalent des pentes granitiques avec des pentes relativement importantes. Le profil est naturellement contraint à l'encaissement tandis que dans les vallons prairiaux, l'augmentation de l'épaisseur des sols favorise le développement de petits méandres selon l'emprise de la végétation sur les berges.
- Les affluents rive droite du Sornin et le Jarnossin médian sont les rivières du Brionnais s'écoulant le long des vallons généralement ouverts sur des colluvions argileux ou sablo-argileux avec des pentes modérées à faibles.
- Le Sornin en aval du Bottoret et le Jarnossin aval : sur leur partie aval, le couvert en prairie, la faible emprise de la végétation et le substrat relativement tendre dans les alluvions récentes permettent au cours d'eau de développer de larges méandres au sein d'un lit relativement large et peu encaissé.
- La puissance spécifique du Sornin, malgré une pente plus faible à l'aval de Charlieu permet de bonnes capacités d'ajustement jusqu'à sa confluence avec la Loire.

Aucun dysfonctionnement géomorphologique majeur n'est mis en évidence sur de grands linéaires.

Des problèmes localisés étaient toutefois observés, pouvant impacter les usages et la qualité écologique des cours d'eau.

- Sur le Sornin à l'aval du Bottoret : des érosions peuvent représenter plus de 15 % du linéaire sur certains tronçons sans être nécessaire de la stabiliser. Seul la réimplantation d'une végétation adaptée avait été envisagée.

- Sur le Jarnossin médian et aval : des phénomènes d'érosion régressive et des dépôts aval liés à la suppression d'anciens seuils, engrainaient un important encaissement du lit sur environ 1km et une stabilisation des berges.
- Plusieurs secteurs localisés présentaient également des problématiques d'incision et de déstabilisation de talus. Certaines érosions mettent en péril une infrastructure et nécessitant un aménagement adapté.

◆ **Les boisements rivulaires et les espèces invasives :**

L'ensemble du bassin est caractérisé par des boisements rivulaires vieillissants et de faible densité au démarrage du contrat. Le taux de linéaire dépourvu ou quasiment dépourvu de ripisylve était estimé entre 40 et 50 % voire 70 % dans certains secteurs.

L'absence de ripisylve est problématique du fait de la perte de l'habitat induite de la faune inféodée aux cours d'eau et de l'absence d'ombrage qui contribue au réchauffement des eaux en tête de bassins et les cours d'eau sensibles aux étiages.

La problématique des espèces invasives est différentes sur les deux cours d'eau.

- Sur le Jarnossin, la Renouée du Japon n'est présente que sous forme de petits foyers localisés (30).

- Sur le Sornin, la situation est beaucoup plus préoccupante. Le taux de colonisation et la dynamique de propagation sur ce territoire, où l'on recense 250 foyers sur une surface d'environ 13 ha. L'enrayement de la dynamique de propagation de la Renouée du Japon est devenue un enjeu fort.

Les populations surdensitaires de ragondins et de rats musqués sont observées de manière diffuse sur l'ensemble du territoire. Il s'agit d'une problématique secondaire pour l'atteinte du bon état écologique.

• **La continuité écologique et les ouvrages en rivière :**

Le Sornin est le dernier affluent important de la Loire avant le barrage de Villerest . Le rétablissement de la connexion avec le fleuve est un enjeu majeur pour les espèces des grands migrateurs -Lamproie marine et Anguille-. C'est dans ce cadre que le Sornin est historiquement classé.

Par ailleurs, la majorité des cours d'eau du bassin versant sont classés au titre de la continuité écologique en liste 2 -où il convient d'assurer ou de rétablir la libre circulation des poissons et le transit des sédiments-

Sur le bassin du Sornin : dans le cadre du précédent contrat, il avait été permis une amélioration significative de la continuité piscicole avec des linéaires reconnectés avec la Loire de 10 km sur le Sornin, 4km sur le Chardonnet et 4 km sur le Bottoret.

75 ouvrages présentent encore des problèmes de franchissabilité et altérant plus de 60 % du linéaire de cours d'eau.

Sur le Jarnossin ; dans le cadre du précédent contrat 11 ouvrages ont été effacés ou aménagés -dont le contournement du Moulin de Jarnosse- et 5 autres devraient faire l'objet de travaux dans les deux prochaines années.

La continuité piscicole est désormais presque rétablie sur l'ensemble du Jarnossin pour ce qui est des linéaires de classe 1 et 2. Seul deux ouvrages sur le Jarnossin principalement reste à terminer :

- à Nandax (vers le centre équestre)
- deux buses à Cuinzier.

- **État des populations piscicoles :**

Les populations piscicoles sont régénératrices des caractéristiques du milieu, la qualité des peuplements est un indicateur du fonctionnement écologique des rivières.

Une tendance à la dégradation est observée en particulier sur les cours d'eau en tête de bassin du Sornin et du Botoret, principalement dû aux régimes thermiques de plus en plus élevés, d'étiages de plus en plus sévères et du colmatage lié au piétinement des bovins.

Bassin versant du Sornin :

Les Sornins amont et les affluents rive gauche du Sornin :

- Tendance à la dégradation de l'indice poisson observé en 2023 sur les Sornins amont, liée à une perturbation toujours plus forte du régime thermique.

Pas d'effet visible des plantations et des mises en défens jugé trop récentes.

- Indice poisson sur l' Aron médian impacté par l'étang du Cadollon
- Bonne qualité piscicole sur le Mussy et le Botoret amont.

Les affluents rive droite du Sornin :

- Indice poisson moyen à très mauvais.

- Persistances de peuplement piscicole très dégradé sur les trois cours d'eau en lien avec un régime thermique élevé, présence de plans d'eau, étiages sévères et 'assecs', colmatage par piétinement des bovins, absence de ripisylve ;

Pas d'effet visible des plantations et des mises en défens sur le Bézo

L'axe Sornin :

- Indice poisson semble indiquer une bonne qualité piscicole ;
- Les migrateurs amphihalins se font de plus en plus rares.

Bassin versant du Jarnossin

- Indice poisson moyen ;

- Densités et biomasses de truites Fario en dessous des potentialités théoriques du milieu.

- Conditions hydrologiques estivales de plus en plus drastiques.

Pas d'effet visible des plantations et des mises en défens jugé trop récentes.

- **Le risque inondation :**

Les principaux bourgs du Pays de Charlieu et du canton de Chauffailles sont traversés par le Sornin et le Botoret à l'origine d'inondations fréquentes.

Ces secteurs font l'objet de plans de prévention du risques inondation :

- Le PPRNI du Botoret approuvé par arrêté préfectoral du 29/12/2005 sur les communes de Chauffailles et de St-Igny-de-Roche

- Le PPRNI du Sornin, du Botoret et du Bézo approuvé par arrêté préfectoral le 22/02/2005 couvre les communes de St-Nizier-sous-Charlieu, Pouilly-sous-Charlieu, Charlieu, Chandon, St-Denis-de-Cabane.

Concernant le Jarnossin, le risque inondation est peu présent hormis sur le Fuyant dans la traversée de Vougy et dans une moindre mesure l'aval du Jarnossin au niveau de Rajasse.

◆ Le patrimoine et la valorisation des milieux aquatiques

Le territoire du contrat offre une importante richesse écologique et paysagère

De sa confluence avec la Loire dans la plaine du Roannais à ses zones de sources sur les massifs du Haut-Beaujolais, le bassin versant offre une forte diversité de paysages associée à deux facteurs ;

- les variations du contexte environnemental avec des climats doux et des reliefs vallonnés ;
- les activités agricoles et sylvicoles qui façonnent les paysages.

Un patrimoine naturel et paysager à découvrir au travers de nombreuses randonnées avec plus de 450km de chemins balisés dont 40 % fortement associés aux milieux aquatiques.

En héritage de son histoire médiévale, le Pays de Charlieu, la ville de Charlieu et le pays Clayettois abritent un patrimoine bâti exceptionnel.

Le territoire présente une large gamme de savoirs faire locaux

- production de viandes bovine (AOC bœuf de Charolles, marché aux bovins de St- Christophe-en-Brionnais)
- AOC fromage Charolais ;
- Brasserie du Sornin ;
- Andouille de Charlieu...

En ce qui concerne la pêche, la diversité des milieux aquatiques offre la possibilité de pratiquer de nombreuses techniques de pêche avec des parcours reconnus :

- le Botoret à l'amont de Chauffailles ;
- le Sornin à l'amont de la Clayette.

IV.II Enjeux, objectifs et stratégies du programme d'actions

◆ Qualité des eaux

Enjeux	Objectifs	Stratégies	Sornin amont	Sornin aval	Botoret	Chardonnet	Alliant	Equetteries	Bezo	Gentette	Jarnossin
Suivi de la qualité des eaux	Poursuivre la surveillance de la qualité des eaux des cours d'eau des B.V. Sornin et Jarnossin	Suivre la qualité physico-chimique, thermique et biologique, à minima suivi avant / après contrat, et suivi des stations d'impacts des travaux. Évaluer la contribution des pollutions agricoles.	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Anticiper les effets du changement	Évaluer la pertinence d'une démarche de	X	X	X	X	X	X	X	X	X

	climatique sur la qualité de l'eau	détermination des flux maximum admissibles									
Réduction des pollutions issues des collectivités	Poursuivre les travaux sur les systèmes d'assainissement prioritaires (réseaux et STEP) <i>Chauffailles, Baudemant, la Clayette Cuinzier, Villers, Ressins, St Bonnet-de - Bruyères, Vougy, Belmont s/Loire, Le Cergne</i>	Assurer un rôle de veille sur la qualité de l'eau et d'alerte sur les pollutions	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		Suivre et accompagner les opérations de l'assainissement collectif études : schémas directeurs et travaux)	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Poursuivre la réduction de l'utilisation des phytosanitaires par les collectivités et les particuliers	Partage d'expérience sur les techniques alternatives. Sensibilisation, opérations de collecte des produits auprès des particuliers, ateliers	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Enjeux	Objectifs	Stratégies	Sornin amont	Sornin aval	Botoret	Chardonnet	Alliant	Equetteries	Bezo	Gentette	Jarnossin
Réduction des pollutions d'origine agricole	Améliorer la connaissance des impacts des pratiques agricoles	Étude de suivi des nitrates sur 2 sous-bassins Bézo et ruisseau des Monts	X						X		
	Réduire l'impact des drains agricoles rigoles /drains	Recensement et réduction des impacts des drains dans le cadre de la mise en défens	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Développer les points d'abreuvement limitant l'impact sur la qualité de l'eau	Créer des abreuvoirs en dehors des lits de cours d'eau, diversifier les points d'abreuvement	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Développer la restauration de haies en zones agricoles	Développer la restauration de haies en zones agricoles	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Accompagner les exploitations agricoles sur des évolutions pratiques	Accompagner un / des groupes expérimentateurs : pâturage tournant, gestion de	X	X	X	X	X	X	X	X	X

		l'abreuvement, gestion des épandages, pratiques liées aux zones humides									
--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

◆ **Ressources en eau**

Enjeux	Objectifs	Stratégies	Sornin amont	Sornin aval	Botoret	Chardonnet	Alliant	Equetteries	Bezo	Gentette	Jarnossin
Suivi hydrologique	Évaluer et anticiper les effets du changement climatique sur la ressource	Poursuivre le suivi hydrologique pour évaluer les effets du changement climatique sur le B.V. Sornin. Instaurer un suivi sur le Jarnossin	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Maîtrise des prélèvement des collectivités	Suivi et maîtrise des consommations sur les réseaux des collectivités	Suivi des prélèvements des collectivités	X	X	X	X	X	X	X	X	X
		Amélioration des rendements des réseaux AEP, actualisation des schémas AEP, tarification progressive, prescriptions des PLU sur le stockage des eaux de pluie...	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Sensibilité des usagers à la sobriété	Campagne de sensibilisation des usagers à la sobriété : grand public, scolaires ; diffusion de kits hydroéconomes aux abonnés	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Adaptation des activités agricoles à la ressource disponible	Améliorer la connaissance des besoins en eau à l'agriculture	Évaluer les prélèvements sur les cours d'eau, les plans d'eau, les sources et sur les réseaux des collectivités	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Réduire l'impact sur la ressource en eau en développant des	Accompagner les exploitations agricoles sur des	X	X	X	X	X	X	X	X	X

	stratégies de gestion de l'eau dans les exploitations agricoles. Optimiser l'abreuvement et l'adapter à la ressource disponible	évolutions de pratiques pour réduire les prélèvements agricoles et leurs impacts : - Développer des solutions alternatives au recours de l'AEP des collectivités ; - Récupération de seaux de pluies sur les bâtiments agricoles ; - Aménagements des points d'abreuvements notamment dans le cadre de la mise en défens. - Pratiques favorisant le stockage de l'eau dans les sols, développement de l'agroécologie.									
Réduire l'impact des plans d'eau sur l'hydrologie	Améliorer la connaissance des usages des plans d'eau et leurs impacts sur l'hydrologie	Sensibilisation des propriétaires d'étangs aux enjeux de préservation de la ressource ; Création d'un groupe d'acteurs spécifiques dans le cadre du dialogue territoriales Prise en compte du rôle des plans d'eau dans la défense incendie.	X	X	X	X	X	X	X	X	X

◆ **Milieux aquatiques**

Enjeux	Objectifs	Stratégies	Sornin amont	Sornin aval	Botoret	Chardonnet	Alliant	Equetteries	Bezo	Gentette	Jarnossin
Préserver et restaurer les milieux aquatiques	Préserver et restaurer les cours d'eau via la mise en défens à gains multiples ; - qualité des eaux	Poursuivre les opérations de restauration de la ripisylve et de mise en défens, en visant des secteurs	X	X				X			X

	- restauration morphologique des cours d'eau, - ombrage, - biodiversité	prioritaires : - Intégrer les petits affluents dans les objectifs sous réserve de l'accord des riverains ; - Planification concertée des acteurs locaux									
	Amorcer une stratégie d'acquisition foncière	- Identifier les secteurs pertinents pour engager une démarche d'acquisition foncière : - Définir une stratégie foncière (espace de mobilité du Sornin aval et zones humides) ; - amorcer une politique de maîtrise foncière sur le secteur Sornin aval.	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Entretenir les cours d'eau de façon ciblée	Poursuivre l'entretien des cours d'eau dans les secteurs prioritaires (enjeux hydrauliques, amont des zones urbaines) et pour assurer la maintenance de la mise en défens ; grosses réparations, clôtures	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Améliorer les pratiques des riverains pour l'entretien et la maintenance de la mise en défens	Développer une stratégie de communication sur la question de l'entretien et du rôle de la ripisylve : - retours d'expérience entre agriculteurs ; - Élargir la communication aux élus, via les conseils municipaux, Associer les services de l'état et les collectivités au dialogue avec les riverains	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Préserver et	Poursuivre la restauration hydromorphologique	Réaliser des opérations de restauration		X						X	X

restaurer les milieux aquatiques	des cours d'eau	hydromorphologique localisées en visant à la fois un gain écologique, la réduction des risques et la valorisation paysagère - Traversée de Charlieu ; - Sornin à St Nizier / Pouilly ; - la Genette à la Clayette ; Jarnossin médian à Nandax ; - Restauration du lit du Grand Étang									
Préserver et restaurer les milieux aquatiques	Poursuivre le rétablissement de la continuité écologique	Rétablissement de la continuité sur les derniers ouvrages importants du Sornin - Pour les petits ouvrages : poursuivre la stratégie de rétablissement de la continuité sur les petits ouvrages couplé avec la mise en défens des berges ; - Priorité aux ouvrages dont l'effacement a été étudié au précédent contrat - Étang de Cadolon ;	X	X	X	X					X
Préserver et restaurer les milieux aquatiques	Restaurer les zones humides	Restaurer et gérer les zones humides - Élaborer une stratégie d'animation territoriale - Développer des formations, - Développer des actions vitrines avec des exploitants volontaires - Amorcer une stratégie d'acquisition foncière sur qq. zones humides prioritaires pour leur rôle hydrologique.	X	X	X	X	X	X	X	X	X

V DESCRIPTION DES OPÉRATIONS INSCRITES À LA D.I.G. :

V.1 Plan de gestion de la ripisylve

3 types d'intervention ont été définis afin de rétablir et de maintenir le bon état de la ripisylve :

- Entretien des cours d'eau (ripisylve)
- Mise en défens et reconstruction de la ripisylve
- Lutte contre la renouée du Japon

➔ Entretien des cours d'eau

Les objectifs des travaux d'entretien des cours d'eau portent sur la ripisylve. Ils visent la sauvegarde ou l'amélioration des boisements existants, la formation des risques de formation d'embâcle dans les secteurs sensibles aux inondations et à l'amélioration de la perception paysagère des rivières.

Les travaux d'entretien consisteront en l'abattage sélectifs des arbres morts (les arbres morts situés hors zone urbaine sensible aux inondations et ne présentant pas de risque pour les infrastructures sont systématiquement conservés pour préserver leurs fonctions écologiques), penchés, déstabilisés ou gênants, l'enlèvement sélectif des embâcles gênants ou susceptibles de le devenir, l'éclaircissement éventuel des strates arborées et/ou arbustives (branches basses encombrant le lit...) l'élagage, l'enlèvement des détritiques, voir très localement : essartement d'atterrissements gênants en cours de fixation par la végétation,... le broyage des débris végétaux de faibles diamètres qui sont répandus sur les parcelles avec accord du riverains, la mise hors de crue du bois valorisable, qui sera à la disposition du propriétaire pendant un temps donné puis récupéré par le SYMISOA ou l'équipe du Jarnossin.

Les travaux d'entretien intègrent le contrôle de la renouée du Japon : poursuite du fauchage répété (6x/an minimum) des foyers gérés pendant les précédents contrats.

Les travaux d'entretien seront gérés en régie, par l'équipe du SYMISOA pour le bassin versant du Sornin et celui du Jarnossin à partir de 2025, et par l'équipe rivière se Charlieu-Belmont-Communauté sur le bassin du Jarnossin en 2024.

Les secteurs de cours d'eau sont classés en 4 catégories pour les niveaux d'entretien :

- priorité 1 ; secteur à fort enjeux hydraulique, en zone urbanisée.

Fréquence d'entretien annuelle ;

- priorité 2 : secteur à enjeux humains modérés ou ponctuellement forts ou secteur avec gabarit de cours d'eau suffisamment important pour nécessiter un entretien régulier d'eau (axe Sornin, Jarnossin et principaux affluents).

Fréquence d'entretien tous les 2 ans ;

- secteur aménagé lors des précédents contrats (secteurs mis en défens, restauration de berges) : entretien, surveillance, interventions ponctuels en cas de dégradation ou de dysfonctionnement (sélection d'espèces, ajustements d'abreuvoirs, abattage d'arbres malades risquant de tomber sur les clôtures ...)

Fréquence d'entretien tous les 2 ans + intervention en cas de signalement de problème urgent.

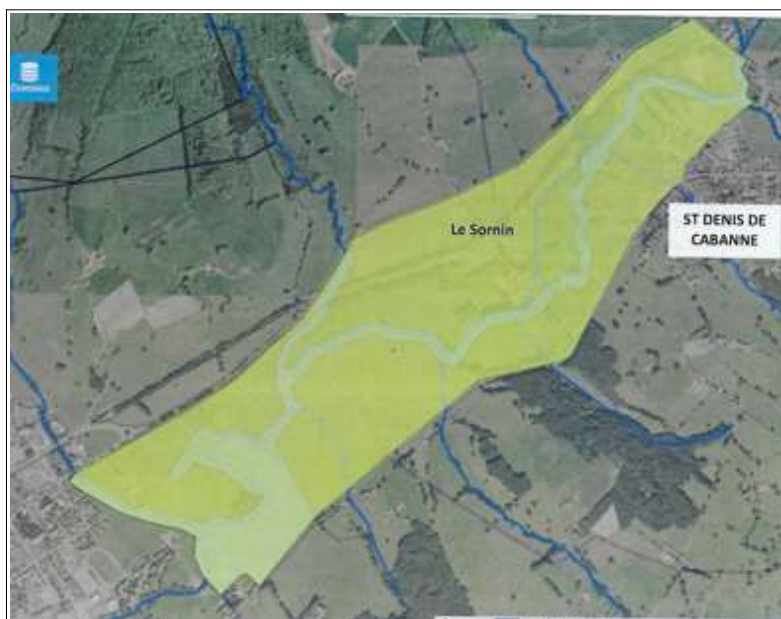
➤ Le reste du linéaire est classé en secteurs à «non intervention contrôlée» : secteur à faible enjeux humains, cours d'eau de petits gabarit, dont il est souhaitable de conserver un fonctionnement naturel.

Pas d'entretien systématique des linéaires, mais des interventions ponctuelles possibles uniquement si l'intérêt général le justifie (obstruction du lit sur un petit cours d'eau)

➔ Cas particulier ; entretien des cours d'eau dans le périmètre de protection des captages de Charlieu :

Les cours d'eau des 2 bassins versants ne traversent qu'un seul périmètre de protection de captage : il s'agit du périmètre de protection des captages de Charlieu.

Le périmètre de protection rapproché couvre le Sornin et ses berges depuis le lieu-dit «La Douze» à Charlieu à Saint-Denis-de-Cabanne, ainsi que le Bezo et ses berges à Charlieu depuis sa confluence avec le Sornin, jusqu'au pont de la RD 487.



Périmètres de protection des puits de captage d'eau potable de Charlieu

Toutes interventions d'entretien de la végétation des berges dans le périmètre de protection rapproché ou éloigné seront réalisées en respectant les prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral 2013-112 du 27 septembre 2013 instaurant et réglementant ces périmètres, et l'arrêté préfectoral 2023-142 portant sur les modifications mineures des périmètres de protections des puits P1 et P2 Pre de la Doux.

- Descriptions des interventions prévues :

Seuls des travaux d'entretien de la ripisylve sont prévus dans le périmètre de protection rapproché, et seulement si nécessaire abattage, élagage, enlèvements de bois ou d'embâcle).

Aucune intervention n'est programmée. Des travaux seront sans doute nécessaires en fonction de différents aléas (crues, mortalité d'arbres...) sans pouvoir définir précisément des lieux d'intervention.

Le périmètre de protection immédiat est exclu de la zone d'intervention.

- Conditions d'accès :

Les accès utilisés seront fonction des besoins effectifs d'intervention et des conditions du terrain au moment de l'intervention. Dans la mesure du possible, les engins choisiront des secteurs portants pour les déplacements, et en cas de création d'ornières, les sols seront remis en état afin d'éviter toute création d'écoulement préférentiel.

- Précautions particulières d'intervention :

- comme pour tous les travaux réalisés dans le cadre du contrat de rivière, **aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé :**

- Des mesures préventives et correctives seront systématiquement prises :
 - exigences de bon entretien des engins ;
 - utilisation d'huile bio,
 - absence de stockage de carburant à proximité des cours d'eau et dans les périmètres de protection des captages ;
 - présence de kits «pollution hydrocarbure».
- En cas de pollution accidentelle dans les périmètres de protection, le SYMISOA avertira immédiatement le maire de Charlieu (gestionnaire local du service d'eau potable), l'exploitant (Veolia) et l'ARS.
- Rappel des consignes préalables à tous prestataires intervenant pour le compte du SYMISOA ;
- Une notice d'intervention en périmètre de protection sera rédigée et adressée au service de l'Agence Régionale de Santé avant démarrage des opérations.

➔ Mise ne défens et reconstruction de la ripisylve :

Les objectifs de ces opérations sont la restauration active des berges et du lit dans les secteurs stratégiques, la limitation du réchauffement des eaux, la restauration des habitats, l'organisation du ralentissement naturel des ruissellements par la ripisylve et l'amélioration paysagère des cours d'eau.

Les diagnostics effectués sur le lit et les berges mettent en évidence des secteurs où le niveau de pression sur la ripisylve et les berges est important (absence de ripisylve sur près de 50 % du linéaire, sur-entretien, abrutissement et piétinement des berges...) ce qui est à l'origine des dysfonctionnements multiples (dégradation de l'habitat des berges, homogénéisation et colmatage des substrats, altération du régime thermique, sur-érosion des berges...).

Ces dysfonctionnements affectent particulièrement les petits cours d'eau, soumis à des étiages sévères, qui accueillent des espèces patrimoniales (écrevisses à pattes blanches ou truite fario) ;

Cette action concernera les tronçons où la divagation du bétail dans le cours d'eau impacte fortement le milieu rivulaire, et sera réalisée sous réserve de l'accord des riverains dans les secteurs prioritaires :

- les Equetteries, dont la masse d'eau est en bon état ;
- le Sornin dans le secteur de Charlieu
- l'amont du Mussy ;
- affluents du Jarnossin : Fond Bonnet, Tesche, Jarnossin de Cuinzier, Grand Étang et Jarnossin amont.

Ces aménagements sont proposés aux propriétaires et exploitants concernés.
La mise en œuvre des travaux est subordonnée à l'accord de chaque propriétaire et exploitant par une convention tripartite entre le propriétaire, l'exploitant SYMISOA ou Charlieu-Belmont-Communauté.

Les travaux consisteront :

➤ **Pose de clôture**

Les clôtures seront choisies, fournies et posées par le maître d'ouvrage selon les paramètres retenus (largeur du cours d'eau, hauteur de la berge, retrait en fonction de la taille du cours d'eau...)

Plusieurs solutions peuvent être retenues :

- clôtures électriques (plus facile d'entretien) ;
- clôtures barbelées 3 fils avec piquets espacés de 4/5m pour une orientation agricole en contexte laitier ;
- clôtures barbelées 4 fils avec piquets espacés de 4/5m pour une orientation agricole en contexte allaitant .

➤ **Aménagement d'abreuvoir et de dispositifs de franchissement :**

La pose de clôture s'accompagnera d'aménagement d'abreuvoirs et de passerelles si nécessaire, voir de passage à gué afin de permettre la poursuite de l'exploitation agricole des parcelles dans de bonnes conditions.

Les abreuvoirs seront de préférence déconnectés du cours d'eau.

Ils pourront toutefois être de type «descente aménagée au cours d'eau» si les autres systèmes ne semblent pas adaptés.

Les passerelles seront réalisés en bois et dimensionnées en fonction de leur usage (passage de bétail ou d'engins)

les passages à gué ne seront aménagés que lorsque le contexte ne permet pas l'installation d'une passerelle sur une largeur de 3 à 4m, afin de réduire l'érosion des berges consécutives au passage répété des engins et/ou du bétail.

➤ **Plantations :**

Les plantations seront réalisées pour dynamiser/densifier les boisements existants, voir pour reconstituer un cordon boisé (composés exclusivement d'un mélange adapté aux berges) fonctionnel si la ripisylve est absente.

La fourniture des plants, se fera autant que possible au travers des pépiniéristes labellisés «végétal local».

La plantation sera réalisée de novembre à mars. Les jeunes plants (taille 50/80cm) seront favorisés par souci d'économie et plus résistants.

Les travaux de mise en défens seront réalisés en régie, par l'équipe du SYMISOA pour le bassin versant du Sornin et du Jarnossin dès 2025, et par l'équipe rivière de Charlieu-Belmont-Communauté sur le Jarnossin en 2024, avec l'appui occasionnel d'un pelleleur pour les terrassements (abreuvoirs, passages à gué...) ou la location d'engins adaptés de type mini-pelle.

➤ **Cas particulier de l' Ambroisie :**

L'Ambroisie est une plante dont le pollen allergisant constitue un risque réel pour la santé publique. A ce titre, l'arrêté préfectoral n° 2019-039 du 18/07/2019 prescrit des mesures de destruction obligatoire de l'Ambroisie et des mesures préventives visant à limiter sa prolifération.

A ce jour et en l'état des connaissances, les secteurs de travaux envisagés ne sont pas colonisés par l'Ambroisie.
Néanmoins, si un foyer d'Ambroisie était détecté sur les secteurs de travaux lors des interventions, les prescriptions de l'arrêté préfectoral seront respectées.

V.1 Sensibilisation et préservation des zones humides prioritaires

Cette action met l'accent sur la sensibilisation et la négociation.

La mise en œuvre des précédents contrats de rivière a mis en évidence la difficulté à faire émerger des projets de travaux de restaurations principalement sur les zones humides.

Il est donc prévu au présent programme un important travail de partenariat avec le CEN (conservatoires d'espaces naturels) Bourgogne et Rhône-Alpes pour sensibiliser les acteurs locaux –élus, exploitants, propriétaires fonciers– ainsi qu'une animation foncière dans l'objectif de faire émerger des projets concrets de restauration des zones humides.

Les interventions types de restaurations de zones humides pourraient être :

- Travaux de réouverture du milieu pour les zones humides en cours de fermeture du milieu.
- Restauration des zones humides sensibles en secteurs forestiers ;
- Restauration des zones humides par réhabilitation du fonctionnement hydraulique : suppression de petits ouvrages, réhabilitation du sens des écoulements naturels, réhabilitation des mares atterries,....
- Mise en défens et plantations des berges de cours d'eau sur les zones humides prioritaires à cette action ;
- suivi des zones humides prioritaires ;
- Établissement d'un plan de gestion.

Les négociations seront réalisées par les CEN à partir de la 2^{ème} année du contrat.
Pour la 1^{ère} phase du contrat (2024-2026), aucune intervention sur zone n'est budgétée.
L'objectif est d'intégrer des travaux en 2^{ème} phase du contrat 2027-2029

Ces zones à enjeux forts feront l'objet de négociations en priorité.

Ident- ZH	Surface Ha	Toponyme	SOUS-BV	Com1	Com 2	Dpt 1	Action préconisée
ZH0011	9,65	Grande prairie de la Douze	Sornin aval	Charlieu	Chandon	42	Restauration des berges de l'étang / mise en valeur pédagogique
ZH0024	4,75	Le Sornin à	Sornin aval	Charlieu	Chandon	42	mise en valeur

		Charlieu – La Douze					pédagogique / lutte contre la renouée
ZH0174	11,24	Le Equetteries à Charlieu Forêt alluviale sous Montrochet	Equetteries	St Bonnet- de-Cray	Charlieu / St Denis de Cabane	42	A conserver en l'état / sensibilisation propriétaires et exploitants
ZH0180	6,21	Le Bézo à Ligny en Brionnais – Bois des Miussands	Bezo	Ligny en Brionnais	Vauban	71	Maintenir l'ouverture du milieu
ZH0194	9,84	La Genetet à Curbigny Étang de la Basolle	Genette	Curbigny	/	71	Reconnexion hydraulique / continuité
ZH0201	11,87	La Genette à la Clayette – Grand Étang de la Clayette	Genette	La Clayette	Curbigny	71	Poursuivre la gestion des prairies / mise en défens des zones tourbeuses
ZH0210	17,44	Le Botoret à Chauffailles – Les Acacias	Botoret	Chauffailles	/	71	Réduction du pâturage et du drainage / retrait remblai et espèces envahissantes
ZH0215	6,85	Les Botoret à St Germain la Montagne – Montveneur	Botoret	St Germain la Montagne	Belleroche	42	Plantation de ripisylve / retrait de bosquets / lutte espèces envahissantes
ZH0231	7,77	Prairie humide sous le Chemier (ruisselet du bois de la Garde)	Sornin des Popieres	St Clément de Vers	/	69	Mise ne défens des zones à sphaignes
ZH0243	3,74	L'Aron à Belmont de la Loire – Marais des grandes Combes	Aron	Ecoche	/	42	Retrait souches et arbres morts / Mise ne défens des zones à sphaignes
ZH0263	8,48	La Genetet à Montmelard – Étang des Claies	Genette	Montmelard	/	71	Poursuite des pratiques de fauche / retrait des bambous
ZH0412	0,54	Ruisseau du Foumoux – Marais de Fond Levvreaux	Bezo	Ligny en Brionnais	/	71	Mise en défens / plantation de ripisylve
ZH0452	18,19	Le Botoret à Tancon – Ancien	Botoret	Tancon	/	71	Poursuite des pratiques

		étang de Bourvier					
ZH0460	2,51	Prairies humides de Jean Bonnet	Botoret	Belleroche	/	42	Poursuite des pratiques
ZH0452	5,87	La Genette à Gibles - Prairie humide de Champ Sauvignon	Genette	Gibles	/	71	Poursuite des pratiques
ZH0538	1,79	Sources de La Genette – Prairies humides sous les Vernes Nord	Genette	Montmelard	/	71	Poursuite des pratiques
ZH0664	9,71	Le Sornin de Propières – Sous la Haye du Pont	Sornin des popieres	St-Igny de Vers	St-Clement de Vers	69	Poursuite des pratiques

Les interventions envisagées sur chacune de ces zones ne relèvent pas de la rubrique 3310 de la nomenclature loi sur l'eau, relative à la destruction de zones humides par assèchement, mise en eau, imperméabilisation ou remblais.
Tous les autres travaux prévus dans le plan de gestion ne sont pas de nature à altérer les zones humides du bassin versant.

V.3 Gestion des atterrissements aux points stratégiques :

Il existe sur le bassin du Sornin, des atterrissements constituant des points d'étranglement hydraulique lors des crues en plusieurs points :

- sur le Sornin au niveau du pont entre St Maurice-les-Châteauneuf et Châteauneuf ;
- sur le Sornin au niveau du pont de Pierre et en aval du seuil des pompiers à Charlieu.
- d'autres atterrissements gênants peuvent se constituer à l'occasion de nouvelles crues, et pourraient nécessiter d'autres interventions.

Cette action consistera en l'arrasement des atterrissements gênants par la suppression de la partie superficielle des dépôts jusqu'à une côte correspondant au niveau moyen des eaux .

Conformément à l'article L 215-15 du code de l'environnement, ces interventions de curage d'atterrissement seront ponctuelles.

V.4 Restaurer les mares, gestion des atterrissements aux points stratégiques :

La restauration de mares permet d'améliorer le stockage naturel d'eau dans les parcelles agricoles et de soulager les milieux aquatiques en fonction de la localisation de la mare :

- A proximité du cours d'eau ; permet de substituer un point d'abreuvement au cours d'eau souvent accompagné de piétinement de berges par un point d'abreuvement à la mare ;
- Hors proximité d'un cours d'eau : permet de diminuer la pression sur le réseau d'eau potable en période de sécheresse lorsque le bétail est aujourd'hui abreuvé par l'eau du réseau.

Les mares étaient autrefois utilisées pour l'élevage(abreuvement). Elles ne sont plus entretenues dans leur grande majorité. Ainsi, elles se comblent et se végétalisant, avec pour conséquence directe : un assèchement précoce, une forte dégradation de leurs fonctions naturelles et une utilisation non optimale pour l'abreuvement du bétail.

A la frontière entre milieux aquatiques et terrestres, les mares sont de véritables réservoirs de biodiversité au sein desquels une faune et une flore riche et variée foisonnent.

Plusieurs secteurs seront priorisés en phase 1 -2024/2026-

- sur le secteur du Brionnais : Equeteries, Bézo, et Sornin médian, Sornin aval, Chandonnet.

Plusieurs secteurs seront priorisés en phase 2 -2027/2029-

- les conclusions de l'étude HMUC -Hydrologie Milieux Usages Climat- et de la stratégie qui en découlera ;

Cette action comprendra :

- x le diagnostic préalable aux travaux avec la définition des interventions de restauration nécessaire ;
- x les travaux de restauration :
 - débroussaillage, abattage si nécessaire ;
 - curage, remodelage ;
 - Mise en défens ;
 - Installation d'un dispositif d'abreuvement si nécessaire.
- x Le suivi à N+1, et N+3 de l'évolution de la mare.

Les travaux seront réalisés en régie par l'équipe du SYMISOA..

Cas particulier du moustique tigre :

Les travaux d'entretien ou de restauration de cours d'eau objet de la présente D.I.G. ne constituent pas de risque de création de conditions favorables au développement de cette espèce. La majorité des interventions concernent des eaux vives courantes.

Les travaux de restauration de mares portent sur des mares de prairie existantes (en général situé loin des habitations) et visent la préservation de ces écosystèmes particuliers. La biodiversité naturellement présente dans une mare en bon état (batraciens, libellules...) représente une prédation très importante pour les larves de moustiques, et n'en fait pas une zone de prolifération des moustiques .

Les propriétaires de ces mares seront par ailleurs sensibilisés à la nécessité de ne pas introduire de poissons dans leurs mares, afin de préserver cet équilibre naturel.

VI DEMANDE DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL :

VI.1 Rappel des objectifs :

Plan de gestions de la ripisylve :

- ✓ Sauvegarder ou améliorer les boisements existants ;
- ✓ Limiter le réchauffement des eaux ;
- ✓ Restaurer les habitats ;
- ✓ limiter la dynamique de propagation de la renouée du Japon.

Programme de restauration morpho-écologique des cours d'eau :

- ✓ Restaurer activement les berges et le lit dans les secteurs stratégiques ;
- ✓ Limiter le réchauffement des cours d'eau ;
- ✓ Restaurer les habitats.

Programme de préservations ou restaurations les zones humides :

- ✓ Préserver et restaurer les zones humides et les zones de navigation à fort intérêt fonctionnel ou patrimonial.

VI.2 Calendrier prévisionnel et estimations financière globale du programme :

Le tableau récapitulatif présentant les actions (linéaire et coûts, par année, par cours d'eau, par département et par commune) est joint au présent rapport en annexe 4.

L'ensemble des travaux présentés à la D.I.G. (entretien des berges, mise en défens, restauration des zones humides et des mares) sera intégralement financés par les porteurs du contrat de rivière (SYMISOA et Charlieu-Belmont-Communauté), avec le soutien financier de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté et du Conseil départemental de la Loire, **sans participation financière des riverains**

VI.3 Justification de l'intérêt général :

La prise en charge des travaux relevant de la responsabilité des propriétaires riverains par les collectivités au titre de l'intérêt général est prévue par l'article L.211-7 du Code de l'environnement révisé dans le cadre de la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Loi n°2024-58 du 27 janvier 2014) :

« I. - Les collectivités territoriales et leurs groupements, tels qu'ils sont définis au deuxième alinéa de l'article L. 511-1 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que les établissements publics territoriaux de bassins prévus à l'article L. 213.12 du présent Code peuvent, sous réserve de la compétence attribuée aux communes par le I bis du présent article, mettre en œuvre les articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude ; l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, s'il existe et visant :

1. *l'aménagement d'un bassin ou d'une fonction de bassin hydrographique ;*
2. **L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal , à ce lac ou à ce plan d'eau ;**

3. *L'approvisionnement en eau ;*
4. *La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellements ou la lutte contre l'érosion des sols ;*
5. *La défense contre les inondations et contre la mer ;*
6. **La lutte contre la pollution ;**
7. **La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;**
8. **La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;**
9. *Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;*
10. *L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;*
11. *La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;*
12. *L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ... »*

En complément de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, plusieurs dispositions générales du Code de l'environnement traitent du caractère d'intérêt général des opérations :

- Article L.110-1 du Code de l'environnement :

« I. Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation.

II. Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre à la capacité des générations futures à répondre aux leurs... »

- Article L.210-1 du Code de l'environnement :

'L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

- Article L.430-1 du Code de l'environnement :

La préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole sont d'intérêt général. La protection de patrimoine piscicole implique une gestion équilibrée des ressources piscicoles dont la pêche, activités à caractère social et économique, constitue le principal élément.

En considérant :

- ◆ Les articles de loi précédemment citées et l'article L. 211-7 du Code de l'environnement ;
- ◆ L'état de dégradation des cours d'eau qui rend impératif la mise en place d'opérations de restauration puis d'entretien pour la sécurisation des biens et des personnes et l'amélioration/préservation de la qualité écologique des milieux ;
- ◆ Les objectifs réglementaires émanant directement de la Directive Cadre sur l'Eau relatifs à l'amélioration de l'état écologique des milieux ;
- ◆ Qu'une forte proportion des linéaires des cours d'eau appartient à des propriétaires privés et que les pratiques d'entretien de nombreux riverains sont inadaptés voir inexistantes ;
- ◆ Le coût, l'envergure et la nature des opérations (abattage, désencombrement du lit, intervention sur des ouvrages en génie civil...) qui rendent difficiles une prise en charge par les riverains ;
- ◆ La nécessité d'interventions cohérentes qui rentrent dans le cadre d'une politique de gestion globale (contrat de rivières) intégrant aussi les enjeux locaux
- ◆ Le morcellement des parcelles rendant difficile l'application par les riverains de cette politique d'intervention globale ;
- ◆ La plus-value apportée par le plan de gestion pour l'amélioration/ préservation de la qualité écologique des milieux en conciliation avec la sécurisation des biens et des personnes et la gestion des usages ;
- ◆ La nécessité de procéder à un entretien régulier des aménagements réalisés et des travaux engagés ;
- ◆ L'expérience et la compétence du SYMISOA et de Charlieu-Belmont-Communauté en terme de gestion des cours d'eau suite aux précédents contrats de restauration entretien.

Les travaux programmés dans le cadre du contrat de rivière SORNIN JARNOSSIN, repris précédemment, relèvent de l'intérêt général

Dans le cadre du contrat de rivière SORNIN JARNOSSIN, le SYMISOA et Charlieu-Belmont-Communauté souhaitent intervenir en lieu et place des propriétaires riverains sur les problématiques de gestion du lit et des berges de rivières.

Les opérations envisagées, notamment les travaux d'entretien et de restauration de la végétation, la préservation de la qualité écologique des milieux, la lutte contre les espèces invasives et la sécurisation des biens et des personnes, relèvent clairement de l'intérêt général.

VII INCIDENCES DES TRAVAUX ET MESURES DE RÉDUCTION

VI.1 Prise en compte de la réglementation «loi sur l'eau»

Rappel des travaux inscrits dans la D.I.G. ;

- ✓ entretenir les cours d'eau dans les départements 42,71,69 ;
- ✓ mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve, dépt. 42,71, 69
- ✓ réaliser une animation foncière pour préserver les zones humides, dépt. 42,71,69 ;
- ✓ gérer* les atterrissements aux points stratégiques, dépt. 42 et 71 ;
- ✓ restaurer les mares , dépt. 42,71,69

*Les travaux «gérer les atterrissements aux points stratégiques» dépt :42 et 71 est soumis à la loi sur l'eau

Les dossiers de déclaration loi sur l'eau correspondant à ces travaux seront complétés juste avant les interventions pour apporter les dernières précisions nécessaires -dates de travaux, localisation de réinjection de sédiments...- conformément à l'article R214-32 du Code de l'environnement.

VI.2 Incidence des travaux

VI.2.1 Incidence sur la ressource en eau et l'écoulement des eaux :

Intitulé de l'action	Incidence sur l'hydrologie des cours d'eau
entretenir les cours d'eau	<p>Les travaux concernent uniquement la gestion du milieu physique (lit et berges) du cours d'eau. Aucune opération ne prévoit la mise en place, la modification ou la suppression d'un prélèvement ou d'un rejet.</p> <p>Les travaux n'auront aucun impact sur l'hydrologie des cours d'eau.</p> <p>La restauration / préservation des zone humides et des mares contribue à préserver leur rôle de régulation hydrologique (soutien d'étiage et écrêtement des crues) et réduction de la pression de prélèvement direct sur les cours d'eau pour l'abreuvement.</p> <p>Les interventions sur la végétation des berges n'auront pas d'influence sur les écoulements . Seul l'enlèvement sélectif de certains embâcles importants, provoquant un obstacle aux écoulements, aura un impact positif en rétablissement le libre écoulement des eaux.</p>
mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	<p>La mise en défens des berges et la réalisation de plantations permet l'amélioration des conditions d'écoulement en supprimant les clôtures parfois installées au travers des cours d'eau qui sont à l'origine de fréquents embâcles.</p>
restaurer les zones humides prioritaires	<p>La mise en défens des berges et des secteurs de sources sont de nature à préserver de bonnes conditions d'écoulement.</p>
restaurer les mares	<p>Ces travaux n'ont pas d'effet direct sur les conditions d'écoulement</p>

Gérer le atterrissements aux points stratégiques	L'arasement des obstacles à l'écoulement (atterrissements) sera favorable au rétablissement du libre écoulement des eaux.
---	---

Les travaux n'auront aucune incidence temporaire sur l'hydrologie des cours d'eau.
Les travaux seront favorables au maintien ou au rétablissement du libre écoulement des eaux, notamment dans les secteurs à enjeu hydraulique

VI.2.2 Incidence sur la qualité de l'eau et des sédiments:

Intitulé de l'action	Incidence sur l'hydologie des cours d'eau
entretenir les cours d'eau	<p>Au regard de l'occupation du sol et les usages historiques du bassin versant, et en l'absence de sensibilités particulière connue, les analyses de sédiments ne sont pas nécessaires.</p> <p>La mise en œuvre des travaux implique des risques de pollution temporaire (imprévus de chantier liés à l'utilisation d'engins en bord de cours d'eau ou mobilisation de sédiments).</p> <p>Les travaux prévus sur la végétation ou l'arasement localisés n'auront pas d'impact permanent sur la qualité de l'eau et des sédiments.</p> <p>La reconstruction d'une ripisylve fonctionnelle et la préservation des zones humides seront favorables à l'amélioration de la capacité d'autoépuration des milieux aquatiques (filtrations des ruissellements, installation du réchauffement, MES, azote...)</p>
mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	
restaurer les zones humides prioritaires	
restaurer les mares	
gérer le atterrissements aux points stratégiques	

Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur la qualité de l'eau, et participeront à son amélioration.

La mise en œuvre des travaux est susceptible de provoquer des nuisances temporaires (pollution par les engins, mobilisation des sédiments). Des mesures préventives seront prises ;

- exigences de bon entretien des engins ;
- utilisation d'huile bio ;
- absence de stockage de carburant à proximité des cours d'eau et mise en rétention ;
- présence de «kits pollution hydrocarbure ;
- mise en place de dispositifs limitant le départ de sédiments en cas de travaux dans le lit de la rivière....

VI.2.2 Incidences sur le milieu naturel :

VI.2.2 Incidences sur la qualité de l'eau et des sédiments:

Le bassin versant comporte :

x 5 ZNIEFF de type 2

x 21 ZNIEFF de type 1

x une fraction très faible d'un site NATURA 2000 (milieux alluviaux et aquatiques de la Loire).

Parmi ces sites, 12 sites sont en lien direct avec les milieux aquatiques, dont 9 sites présentent plus de 95 % de leur superficie sur le bassin versant.

Le site NATURA 2000 concerné à la marge par le territoire du projet -0,1 % de sa superficie-, porte sur le fleuve Loire et ses annexes.

La zone de travaux la plus proche concerne des travaux d'entretien, située à 800m à vol d'oiseau du site, et n'aura aucun impact sur ce dernier

La liste des espaces naturels inventoriés sur le territoire est récapitulée dans le tableau ci-dessus :

NOM	Surface en km²	Surface sur le BV	% du site sur le BV	% du BV	Bassin versant concerné
ZNIEFF de type 2					
Haut Clunysois	149	7	5	1,4	Genette, Sornin amont
Bassin versant du ruisseau des Propières	4	4	97	0,7	Sornin amont
Brionnais	335	152	45	29,2	Sornin médian, Botoret, Mussy, Barres, Bézo , Equetteries
Massif de Saint-Rigaud	335	4	41	0,8	Mussy, Sornin amont, Rau de St-Igny
Ensemble fonctionnel du fleuve Loire et de ses annexes à l'aval du barrage de Villerest	38	7,55	20	1,3	Sornin aval, Rau d'Aillant, Chandonnet, Fuyant, Jarnossin aval
ZNIEFF de type 1					
Bocage entre Vareilles et Vauban, bois de cru	11	11	100	2,1	Bézo, Barres, Equetteries
Vallée de la Besse et des Moines	4	1	29	0,2	Bézo
Étangs de la Clayette et des planchettes et bois de Sarre	6	6	100	1,2	Genette, Sornin,médian
Montagne de Dun et ruisseau de Grincon	7	7	100	1,3	Mussy, Sornin median

Montagne de St-Cyr	6	3	41	0,5	Genette , Sornin amont nord
Bois et bocage de St-Pierre la-Noaille et de St-Nizier/Charlieu	3	3	79	0,5	Bézo , Sornin aval
Héronnière de Vougy,	0,04	0,04	100	0,1	Fuyant, Jarnossin aval
Bords de Loire de Roanne à Briennon	9	1,04	11,6	0,2	Sornin aval, Fuyant, Jarnossin aval
Ruisseau du Trémontet	0	0	100	0,0	Aron
Sources du Chardonnay	0	0	100	0,0	Chandonnet
Gîtes à chauve-souris en bordure du Sornin	0	0	100	0,0	Sornin médian
Plateau monoclinal et falaises de Rochement-Barnay	1	1	100	0,1	Botoret, Sornin médian
Gîtes à chauves-souris de St-Denis-de-Cabane	0	0	100	0,0	Botoret
Pont de Pont de Pierre	0	0	100	0,0	Sornin aval
Bois et prairies humides du Châtelet et de Vatron	1	1	100	0,1	Aron
Monts des Michels	2	2	100	0,4	Rau de St-Igny
Ruisseau du Sornin et ses affluents	1	1	100	0,2	Rau de St-Igny, Sornin amont nord, Sornin médian
Ruisseau des Propières	0	0	100	0,0	Sornin amont
Mont St-Rigaud	2	1	57	0,2	Rau de St-Igny, Sornin amont
Combe du Sornin	0	0	100	0	Sornin amont
NATURA 2000					
Milieux alluviaux et aquatiques de la Loire	22	0,04	0,1	0,06	Fuyant, Jarnossin aval

* sur fond tramé : sites directement en lien avec les milieux aquatiques

Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur les enjeux écologiques identifiés dans les espaces naturels inventoriés sur le territoire.
La mise en œuvre des travaux (utilisation d'engins, bruit, vibrations,...) pourra temporairement déranger les espèces animales présentes à proximité des chantiers, mais ce dérangement sera de courte durée.

VI.2.3 Incidences sur les périmètres de captage :

Les cours d'eau des 2 bassins versants ne traversent qu'un périmètre de protection de captage : il s'agit du périmètre de protection des captages d'eau de Charlieu qui couvre le Sornin depuis le lieu dit «La Cabane Douze» à Charlieu, jusque St-Denis-de-Cabane.

Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur la qualité de l'eau et sur les périmètres de protection des captages de Charlieu.

La mise en œuvre des travaux comportent un risque de nuisances temporaires (risque de pollution par les engins), qui sera atténué par les mesures préventives et correctives qui seront prises.

VI.2.4 Incidence sur les milieux aquatiques :

Intitulé de l'action	Incidences sur les milieux aquatiques	Mesures de réduction associées
Entretien des cours d'eau	<ul style="list-style-type: none">• Les enlèvements d'embâcles ou l'abattage d'arbres penchés aura une incidence temporaire sur le milieu aquatique : colmatage possible de frayère, perte provisoire d'habitat et dérangement de la faune piscicole ;• Par ailleurs, les chantiers nécessitant l'usage d'engins auront un impact temporaire sur les terrains attenants : compactage des sols, ornières, dépose de clôtures. Ils occasionneront un risque de parution accidentelle.• Les travaux n'auront aucune incidence directe et permanente sur les milieux aquatiques. Ils permettront au contraire d'améliorer le fonctionnement écologique de ces derniers.	<ul style="list-style-type: none">• Travail des engins depuis la berge, circulation des engins dans les cours d'eau interdite, traversée de cours d'eau réduite au maximum.Les produits et résidus de coupe seront stockés autant que possible en dehors du champ d'expansion des crues. Les rémanents seront broyés et répandus sur la parcelle avec l'accord du riverain. Les déchets volumineux ou impropres seront exportés en déchetterie.• La remise en état des terrains sera systématique : régalinge, ensemencement et remise en place des clôtures.• l'état d'entretien des engins sera contrôlé au préalable. L'utilisation d'huile biodégradable est prévue ; Le stockage de produits polluants sera interdit à proximité des cours d'eau et ils devront être sur rétention, la présence de kits pollution hydrocarbure sera demandée.
Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	<ul style="list-style-type: none">• Les aménagements occasionnels de passages à gué peuvent localement avoir une incidence sur le cours d'eau en artificialisant par empierrement un très faible linéaire de cours d'eau, et perturber temporairement la faune piscicole. Il est cependant à noter que les gués aménagés sont la plupart du temps initialement déjà utilisés à même le lit, et que l'état initial du milieu est donc dégradé par le passage répété des engins. Ces aménagements ont donc une incidence positive en permettant d'améliorer la situation : la stabilisation et l'empierrement du passage limitent les dépôts récurrents des sédiments	<ul style="list-style-type: none">• Travail des engins depuis la berge, circulation des engins dans les cours d'eau interdite, traversée de cours d'eau réduite au maximum.• Adaptation de la période d'intervention aux cycles biologiques : ces travaux seront réalisés entre mai et septembre, et en période d'étiage.• La remise en état des terrains sera systématique : régalinge, ensemencement et remise en place des clôtures.• l'état d'entretien des engins sera contrôlé au préalable. L'utilisation d'huiles biodégradables est prévue ; Le stockage de produits polluants sera

	<p>et donc le colmatage du lit à proximité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par ailleurs, les chantiers nécessitant l'usage d'engins auront un impact temporaire sur les terrains attenants:compactage des sols, ornières, dépose de clôtures. Ils occasionneront un risque de parution accidentelle. • Enfin, la reconstruction de la ripisylve aura un effet très bénéfique sur la thermie des cours d'eau grâce à l'ombrage apporté par la végétation 	<p>interdit à proximité des cours d'eau et ils devront être sur rétention, la présence de kits pollution hydrocarbure sera demandée.</p>
Restaurer les zones humides prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux de mise en défens respecteront le même protocole que celui défini ci-dessus. • Les travaux de réouverture du milieu seront réalisés avec du matériel portatif. • Les petits travaux hydrauliques (suppression des petits ouvrages, réhabilitation des mares atterries) nécessiteront la présence d'engin. • Ces travaux occasionneront une perturbation temporaire du milieu et des espèces, et représenteront également un risque temporaire de pollution accidentelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Les périodes d'intervention seront adaptées en fonction du cycle biologique des espèces préalablement identifiées sur chaque zone. • L'état d'entretien des engins sera contrôlé au préalable. L'utilisation d'huiles biodégradables est prévue ; Le stockage de produits polluants sera interdit à proximité des cours d'eau et ils devront être sur rétention, la présence de kits pollution hydrocarbure sera demandée.
Restaurer les marres	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux de réouverture du milieu seront réalisés avec du matériel portatif. • Les interventions de curage seront réalisés à l'aide d'engin de type mini-pelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les périodes d'intervention seront adaptées en fonction du cycle biologique des espèces préalablement identifiées sur chaque zone, selon les préconisations issues des diagnostics préalables • L'état d'entretien du petit matériel et des engins sera contrôlé au préalable ; L'utilisation d'huiles biodégradables est prévue .Le stockage de produits polluants sera interdit à proximité des cours d'eau .et ils devront être sur rétention, la présence de kits pollution hydrocarbure sera demandée. Les engins travailleront exclusivement depuis la berge.
Gérer les atterrissements aux points stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux consistent en l'arasement si nécessaire de matériaux au droit des zones d'atterrissement restreintes en surface et chronique : le Sornin au niveau des ponts à Charlieu (Pont de Pierre et pont sur la RD4) et le Sornin au niveau du pont entre Saint-Maurive et Châteauneuf. • Les matériaux extraits seront réintroduits en aval, dans les secteurs en déficit sédimentaires, afin de ne pas perturber l'équilibre morpho- 	<ul style="list-style-type: none"> •Travail des engins depuis la berge, circulation des engins dans le cours d'eau interdite, traversée de cours d'eau réduite au maximum. • L'état d'entretien des engins sera contrôlé au préalable. Le stockage de produits polluants sera interdit à proximité des cours d'eau .et ils devront être sur rétention, la présence de kits pollution hydrocarbure sera demandée.

	<p>dynamique du cours d'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'extraction de matériaux à l'aide d'engins implique une perturbation temporaire de la faune piscicole et des zones de croissance ou d'alimentation potentiellement présentes, ainsi qu'un risque de pollution accidentelle. • De manière permanente, les travaux n'auront pas d'incidence significative. 	
--	---	--

Les interventions seront au minimum réalisées en dehors des périodes de crues afin d'éviter le risque de rafle du matériel et des matériaux par le cours d'eau.

Les interventions touchant au lit des cours d'eau -notamment pour les cours d'eau de 1^{ère} catégorie-, les travaux seront réalisés en dehors des périodes de fraie des poissons (absence d'intervention entre le 15 septembre et le 15 mars).

Une concertation préalable systématique avant toute intervention dans le lit aura lieu avec l'Office Français de Biodiversité .

VI.3 Mesures de réduction des incidences et moyens de surveillance :

les travaux se dérouleront conformément à la réglementation en vigueur, et en concertation systématique avec les services de l'état (DDT et OFB).

Dès leurs conceptions, les actions intègrent d'office des mesures de réduction des risques pour limiter les incidences sur les milieux aquatiques.

Concernant les moyens de surveillance :

→ En phase travaux :

Le maître d'ouvrage -SYMISOA ou Charlieu-Belmont-Communauté- et le prestataire éventuel assureront le bon déroulement du chantier et le respect des consignes de sécurité et des prescriptions environnementales définies pour chaque opération.

→ Après les travaux :

Des indicateurs de suivi ont été définis lors de l'élaboration du contrat de rivière, et seront mis en œuvre par le maître d'ouvrage.

VI.4 Compatibilité avec les documents cadres :

VI.4.1 Directive Cadre sur l'Eau (DCE) :

La DCE du 23 octobre 2000, transportée en droit français le 21 avril 2004, définit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau. Elle engage chaque état membre dans un objectif de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques, et renforce la politique de gestions des eaux par grand bassin hydrographique. Elle place l'écosystème au premier plan et favorise la participation de tous les acteurs.

Elle substitue l'obligation de moyens à l'obligation de résultat à atteindre, en fixant des objectifs ambitieux :

- ➔ atteindre le bon état des eaux et des milieux aquatiques ;
- ➔ stopper leur dégradation.

La DCE a été transcrite en droit français par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004, qui prévoit notamment la définition des objectifs de qualité dans le cadre des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestions des Eaux (SDAGE).

VI.4.2 SDAGE Loire Bretagne

Le SDAGE 2022-2027 étant entré en vigueur depuis le 18/03/2022. Il fixe l'objectif d'atteindre 2/3 des eaux du bassin en bon état écologique en 2027.

Le SDAGE comporte 14 orientations fondamentales et un programme de mesures :

- ✓ repenser les aménagements de cours d'eau dans leur bassin versant ;
- ✓ réduire la pollution par les nitrates ;
- ✓ Réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique ;
- ✓ Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;
- ✓ Maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants ;
- ✓ Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- ✓ Gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable ;
- ✓ Préserver et restaurer les zones humides ;
- ✓ Préserver la biodiversité aquatique ;
- ✓ Préserver le littoral ;
- ✓ Préserver les têtes de bassins versants ;
- ✓ Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;
- ✓ Mettre en place des outils réglementaires et financiers ;
- ✓ Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Le programme de travaux proposé dans le plan de gestion du contrat de rivières Sornin Jarnossin répond globalement aux orientations fondamentales précédemment citées, et plus particulièrement aux suivantes :

- ✓ Préservation et restauration du bassin versant ;
- ✓ Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux ;
- ✓ Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau et des annexes hydrauliques ;
- ✓ Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau ;
- ✓ Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues ;
- ✓ Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités ;
- ✓ Restaurer le fonctionnement des circuits de migration ;
- ✓ Contrôler les espèces envahissantes ;
- ✓ Restaurer et préserver les têtes de bassins versants.

Domaine	Intitule de la mesure	Sornin amont	Sornin aval	Botoret	Chardonnet	Alliant	Equetteries	Bezo	Gentette	Jarnossin
Assainissement	Réhabiliter un réseau d'assainissement des eaux usées dans le cadre de la Directive ERU			X						
	Réhabiliter et/ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors directive ERU	X	X	X	X					X
	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors directive ERU		X	X		X				X
Agriculture	Réduire la pression phosphorée et azotée liée aux élevages au-delà de la Directive nitrates							X		
Milieux aquatiques	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	X		X		X				X
	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes		X						X	
	Aménager, supprimer ou gérer un ouvrage qui contraint la continuité	X	X	X	X	X	X	X	X	X
	Réduire l'impact d'un plan d'eau ou de carrière sur les eaux superficielles ou souterraines								X	X
Industries et artisanat	Ouvrage de dépollution et technologie propre principalement substances dangereuses		X							
Ressource	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau				X	X				
	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau.				X					X

VI.4.3 SAGE

Les bassins versants du Sornin et du Jarnossin ne sont couverts par aucun SAGE.

VIII DÉCLARATION D'INTERVENTION EN RIVIÈRE AU TITRE DES ARTICLES L-214-1 à L-214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

VIII.1 Arrasement des atterrissement situé sur le Sornin à Charlieu au niveau du Pont de Pierre et à l'aval du seuil des pompiers (42) :

Étant donné les caractéristiques des interventions prévues, le projet est soumis à déclaration.

VII.1.1 Contexte :

Dans le cadre du programme d'actions du contrat de rivière Sornin Jarnossin-2018-2022-, des atterrissements constituant des points d'étranglement hydraulique lors des crues ont été identifiés sur plusieurs sites et doivent faire l'objet d'intervention pour restaurer le libre écoulement des eaux dans des secteurs urbanisés.

Les travaux objet du présent dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau répondent à l'objectif de réduction de l'aléa vis à vis des inondations et plus précisément de restaurer localement la section d'écoulement en supprimant 2 atterrissements qui constituent des points d'étranglements hydrauliques au niveau du Pont de Pierre et de l'aval des pompiers à Charlieu, dans un secteur fortement soumis au risque inondation.

Les travaux seront portés par le SYMISOA.

VII.1.2 Demandeur :

Maître d'ouvrage : SYMISOA

321 rue de Marcigny
42720 Pouilly/Charlieu
Tél : 04 77 60 97 91

Maître d'œuvre : Technicien de Rivière SYMISOA

321 rue de Marcigny
42720 Pouilly/Charlieu

VII.1.3 Propriétaires :

- Commune de Charlieu , place de al mairie, 42190 Charlieu
- Mr et Mme Couble Bernard, 29 rue du Pont de Pierre 42190 Charlieu

VII.1.4 Situation des travaux

Commune	Parcelles concernées par l'ouvrage	Cours d'eau concerné	Longueur du cours d'eau	Largeur du cours d'eau
CHARLIEU	AR 562 et AO 87 AR 384, AR 898, AR 568	Sornin	Environ 57 km au total ; Tronçon homogène N° 38 de 2.042km ; Longueur impactée des travaux environ 200m	Inférieure ou égale à 7,5 m

VII.1.5 Travaux :

x Nature des travaux :

Scarification au préalable de la végétation présente sur les atterrissements ;
Griffage, arrasage des matériaux graveleux sur une hauteur de 60cm et une surface de 1000m² pour l'atterrissement au Pont de Pierre et une hauteur d'environ 1m et une surface de 1000m² pour l'atterrissement de seuil des pompiers (point le plus bas au niveau d'eau moyen du cours d'eau).

x Impact des travaux sur l'environnement :

Impact sur les berges : aucun impact sensibles prévus ;
Impact sur le lit mineur : sans atteinte du niveau inférieur des eaux actuelles ;
Impact sur le lit majeur : les travaux restent en adéquation avec le SDAGE Loire Bretagne ;
Impact sur l'eau : turbidité accrue au moment des travaux

La zone de travaux n'est pas située sur une zone NATURA 2000. Ils seront effectués de l'aval vers l'amont

VII.1.6 Mesures envisagées pour éviter une pollution des eaux :

Une vigilance particulière s'attachera à ne rouler que sur la partie berge du cours d'eau.
Les travaux s'effectueront de l'aval vers l'amont de manière douce pour brasser le moins d'eau possible.

Les travaux n'occasionneront pas de départ de produits polluants dans le cours d'eau ;

VII.1.7 Mesures envisagées pour assurer la libre circulation des poissons et la préservation de la faune :

A aucun moment les poissons ne devraient plus pouvoir circuler > aucune mesure particulière

VII.1.8 Mesures compensatoires envisagées pour le réaménagement du site :

Un rétablissement de la forme, de la nature (réengazonement si nécessaire), de la nature des fonds et des berges sera réalisé a posteriori des travaux.

VII.1.9 Autres mesures :

L'entretien se limitera à l'enlèvement des sédiments déposés par les crues et le substrat ne sera pas creusé en dessous du niveau des eaux moyen.

Le sable retiré du cours d'eau sera laissé à la rivière afin d'assurer son équilibre dynamique et le respect de ses transports solides.

En cas d'incidents imprévus, l'agent de l' OFB sera impérativement averti et préalablement consulté.

VII.1.10 Pêche de sauvegarde :

Aucune pêche de sauvegarde n'est envisagée.

VII.1.11 : Période d'intervention : à définir

VII.1.12 Durée des travaux : les travaux devraient durer 3-4 jours .

VII.1.13 Engagements :

Les travaux ne seront en aucun cas entrepris avant notification de l'autorisation par les services de la police de l'eau.

10 jours avant le début des travaux, engagement de prévenir les services de la police de l'eau et l'agent de l'OFB en charge du secteur ;

Des photos en cours et après travaux seront effectuées et conservées afin d'assurer le suivi de l'intervention et du site.



Travaux aux abords de Charlieu

- **VIII.2 Arrasement des atterrissement situé sur le Sornin au niveau du Pont entre Saint-Maurice-les-Châteuneuf et Chauffailles (71)**

Étant donné les caractéristiques des interventions prévues, le projet est soumis à déclaration.

VII.2.1 Contexte :

Dans le cadre du programme d'actions du contrat de rivière Sornin Jarnossin -2018-2022-, des atterrissements constituant des points d'étranglement hydraulique lors des crues ont été identifiés sur plusieurs sites et doivent faire l'objet d'intervention pour restaurer le libre écoulement des eaux dans des secteurs urbanisés.

Les travaux objet du présent dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau répondent à l'objectif de réduction de l'aléa vis à vis des inondations et plus précisément de restaurer localement la section d'écoulement en supprimant 2 atterrissements qui constituent des points d'étranglements hydrauliques au niveau du Pont de Pierre et de l'aval des pompiers à Charlieu, dans un secteur fortement soumis au risque inondation.

Les travaux seront portés par le SYMISOA.

VII.2.2 Demandeur :

Maître d'ouvrage : SYMISOA
321 rue de Marcigny
42720 Pouilly/Charlieu
Tél : 04 77 60 97 91

Maître d'œuvre : Technicien de Rivière SYMISOA
321 rue de Marcigny
42720 Pouilly/Charlieu

VII.2.3 Propriétaires :

- Deblois Aude : Laval Auteuil NTH 2A9/3 Val des bois Province du Québec CANADA (exploitant Boucaud Jean)
- Cornu Bernard : St Maurice les Châteauneuf (71)
- Guittat Henri : Châteauneuf (71)
- Commune de Châteauneuf : Mairie le Bourg Châteauneuf (71)
- Gensoul Joseph : 101 av. Barthélemy Lyon (69)

VII.2.4 Situation des travaux

Commune	Parcelles concernées par l'ouvrage	Cours d'eau concerné	Longueur du cours d'eau	Largeur du cours d'eau
Saint Maurice les Chateauneuf Chateauneuf	AB 31, AB 76, et AB 78 Ab 33, AB 95 et AB2	Sornin	Environ 57 km au total Tronçon homogène N° 18 de 3,8 km Longueur impactée 150m	Inférieure ou égale à 7,5 m

VII.2.5 Travaux :

Nature des travaux :

Scarification au préalable de la végétation présente sur les atterrissements ;
Griffage,

Arrasage des matériaux graveleux sur une hauteur de 50cm et une surface de 600m².

La quantité de matériaux manipulé est de l'ordre de 3 000 m³ maximum

Impact des travaux sur l'environnement :

Impact sur les berges : aucun impact sensibles prévus

Impact sur le lit mineur : sans atteinte du niveau inférieur des eaux actuelles

Impact sur le lit majeur : aucun impact sur le lit majeur

Les travaux restent en adéquation avec le SDAGE Loire Bretagne.

Impact sur l'eau : turbidité accrue au moment des travaux

La zone de travaux n'est pas située sur une zone NATURA 2000.

VII.2.6 Mesures envisagées pour éviter une pollution des eaux :

Une vigilance particulière s'attachera à ne rouler que sur la partie berge du cours d'eau. Les travaux s'effectueront de l'aval vers l'amont de manière douce pour brasser le moins d'eau possible. Les travaux n'occasionneront pas de départ de produits polluants dans le cours d'eau ;

VII.2.7 Mesures envisagées pour assurer la libre circulation des poissons et la préservation des la faune :

A aucun moment les poissons ne devraient plus pouvoir circuler > aucune mesure particulière

VII.2.8 Mesures compensatoires envisagées pour le réaménagement du site :

Un rétablissement de la forme, de la nature (réengazonnement si nécessaire), de la nature des fonds et des berges sera réalisé à posteriori des travaux.

VII.2.9 Autres mesures :

L'entretien se limitera à l'enlèvement des sédiments déposés par les crues et le substrats ne sera pas creusé en dessous du niveau de seaux moyen. Le sable retiré du cours d'eau sera laissé à la rivière afin d'assurer son équilibre dynamique et le respect de ses transports solides. En cas d'incidents imprévus, l'agent de l' OFB sera impérativement averti et préalablement consulté.

VII.2.10 Pêche de sauvegarde :

Aucune pêche de sauvegarde n'est envisagée.

VII.2.11 : Période d'intervention : à définir

VII.2.12 Durée des travaux : les travaux devraient durer 3-4 jours .

VII.2.13 Engagements :

Les travaux ne seront en aucun cas entrepris avant notification de l'autorisation par les services de la police de l'eau.

10 jours avant le début des travaux, engagement de prévenir les services de la police de l'eau et l'agent de l' OFB en charge du secteur ;

Des photos en cours et après travaux seront effectuées et conservées afin d'assurer le suivi de l'intervention et du site.



Travaux aux abords de Saint-Maurice-les-Châteauneuf et Chauffaille

• IX CADRE JURIDIQUE DE LA DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

L'article L.211-7 du Code de l'environnement habilite les collectivités territoriales, les groupements, les syndicats mixtes et les communautés locales de l'eau et à exploiter des travaux, ouvrages ou installations reconnues d'intérêt général ou d'urgence dans les conditions prévues par l'article L/151-36 à L.151- 40 du code rural.

Cependant, lorsque les collectivités effectuent l'entretien et la restauration des cours d'eau, elles interviennent sur des parcelles ne faisant pas partie de la domanialité publique . Elles doivent alors mettre en œuvre certain nombre de procédures leur donnant le droit d'agir sur des terrains privés.

➔ **La déclaration d'intérêt général.**

La mise en œuvre d'une déclaration d'intérêt général est une procédure instituée par la loi sur l'eau de 1992 qui permet à un maître d'ouvrage d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages et installation présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence visant l'aménagement et la gestion de l'eau. Cette procédure permet également à la collectivité de dépenser des fonds publics sur des terrains privés.

De plus, l'article L215-15 du Code de l'environnement précise : *«Lorsque les collectivités territoriales, leurs groupements ou les syndicats mixtes créés en application de l'article L.5721-2 du Code général des collectivités territoriales prennent en charge cet entretien groupé en application de l'article L..211-7 du présent code, l'enquête publique prévue pour la déclaration d'intérêt général est menée conjointement avec celle prévue à l'article L.214-4.*

La déclaration d'intérêt général a, dans ce cas, une durée adaptée à la prise en charge de l'entretien groupé».

➔ **Le plan de gestion au titre de la loi sur l'eau :**

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006 prévoit une procédure permettant aux propriétaires regroupés en association syndicale autorisée ou aux collectivités de mettre en œuvre des opération de restauration et d'entretien des cours d'eau. *«Les opérations groupées d'entretien régulier d'un cours d'eau, d'un canal ou plan d'eau et celles qu'impose en montagne la sécurisation des torrents sont menées dans le cadre d'un plan de gestion établi à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente et compatible avec les objectifs du SAGE lorsqu'il existe»,* article L215-15

➤ **La servitude de passage :**

L'exécution du plan de gestion donne lieu à une servitude de passage de 6 mètres en sommet de la berge pour la circulation des engins et du personnel pour la durée du programme . En application de l'article L. 215-18 du Code de l'environnement, la servitude oblige les propriétaires, pendant la durée des travaux, a laissé passer sur leurs terrains les fonctionnaires et les agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux, dans la limite d'une largeur de six mètres. Toutefois, les terrains bâtis ou clos de mur à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne les passages d'engins.

L'article L.215-15 du Code de l'environnement précise de plus que *«le plan de gestion peut faire l'objet d'adaptations, en particulier pour prendre en compte des interventions ponctuelles non prévisibles rendues nécessaires à la suite d'une crue ou de tout autre événement naturel majeur et des interventions destinées à garantir la sécurité des engins nautiques non motorisés ainsi que toute opération s'intégrant dans un plan d'action et de prévention des inondations. Ces adaptations sont approuvés par l'autorité administrative.»*

Par ailleurs, les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement établissent un régime de demande d'autorisation ou de déclaration *«pour les ouvrages, installations, travaux ou activités susceptibles d'affecter la ressource en eau et le milieu aquatique»*. Certains des travaux réalisés dans le cadre de ce projet rentrent dans le champ d'application des ces articles L.214 à L. 214-6 du Code de l'environnement notamment du fait :

- ✓ de travaux dans le lit mineur de cours d'eau
- ✓ de travaux concernant les berges des cours d'eau et ripisylve.

Les travaux soumis à déclaration ou autorisation feront l'objet de dossiers de demande préalables, qui seront établis quand les projets seront suffisamment aboutis pour permettre d'exposer précisément l'ensemble des éléments examinés au titre des articles L.214 à L. 214-6 du Code de l'environnement.

➤ **Le droit de pêche :**

Le Code de l'environnement précise les dispositions et obligations qui s'appliquent concernant le droit de pêche :

✓ Article L. 432-1 (modifié par Loi n° 2006-1772 du 30 septembre 2006 -art.98 JORF 31 déc 2006-

Tout propriétaire d'un droit de pêche, ou son ayant cause, est tenu de participer à la protection du patrimoine, et des milieux aquatiques. Cet effet, il ne doit leur porter atteinte et, le cas échéant, il doit effectuer les travaux d'entretien , sur les berges et dans le lit du cours d'eau, nécessaires au maintien de la vie aquatique.

Avec l'accord du propriétaire, cette obligation peut être prise en charge par une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique qui, en contrepartie, exerce gratuitement le droit de pêche pendant la durée de la prise en charge de cette obligation. Cette durée peut être fixée par convention.

En cas de non-respect de l'obligation de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux, les travaux nécessaires peuvent être effectués d'office par l'administration aux frais du propriétaire ou, si celui-ci est déchargé de son obligation, aux frais de l'association ou de la fédération qui l'a prise en charge.

✓ Article L.433-3

L'exercice d'un droit de pêche emporte obligation de gestion des ressources piscicoles. Celle-ci comporte l'établissement d'un plan de gestion. En cas de non-respect de cette obligation, les mesures nécessaires peuvent être prises d'office par l'administration aux frais de la personne physique ou morale qui exerce le droit de pêche.

✓ Article R 435- 34-I

Lorsque l'entretien de tout ou partie d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, la personne qui en est responsable en informe le

Préfet au plus tard deux mois avant le début des opérations. «Les informations communiquées au Préfet sont les noms et prénom du représentant de cette personne, la nature des opérations d'entretien, leur réalisation et, le cas échéant, leur échelonnement ; un plan du cours d'eau ou de la section de cours d'eau objet des pas travaux y est joint .

«I Le Préfet peut mettre en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation de fournir ces informations dans le délai qu'il fixe.»

« Il Toutefois, lorsque les opérations d'entretien sont réalisées dans le cadre d'une opération déclarée d'intérêt général ou urgente sur le fondamental de l'article L. 211-7, le dépôt du dossier d'enquête prévu par l'article R . 214- 91 dispense de la communication des informations par le I. »

✓ Article R. 435-35

S'il ressort des informations communiquées ou du dossier d'enquête que le droit de pêche des propriétaires riverains du cours d'eau ou de la section objet des travaux doit, par application de l'article L. 435-5, être exercé gratuitement par une association de pêche et de milieux de protection du milieu aquatique, le Préfet en informe la ou les associations agréées pour ce cours d'eau ou pour la section de cours d'eau concernée.

«Celle-ci, dans un délai de deux mois, lui fait savoir si elle entend bénéficier de l'exercice de ce droit et assumer les obligations de participation à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques et de gestion des ressources piscicoles qui en sont la contrepartie.

✓ Article R. 435-36

A défaut d'association agréée pour la section de cours d'eau concernée ou en cas de renoncement de celle-ci à exercer le droit de pêche, le Préfet informe la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique que l'exercice de ce droit lui revient.

✓ Article R. 435-37

La date à compter de laquelle le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé gratuitement pour une durée de cinq ans par l'association ou la fédération est celle prévue pour l'achèvement des opérations d'entretien. Toutefois, lorsque ces opérations ont un caractère pluriannuel ou qu'elles doivent être échelonnées, cette date est celle prévue pour l'achèvement selon le cas de la première phase ou de la phase principale.

« Pendant la période d'exercice gratuit du droit de pêche, le propriétaire conserve le droit d'exercer la pêche pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et ses descendants.».

✓ Article R. 435-38

Un arrêté préfectoral qui reproduit les dispositions de l'article L. 435-5 :

- identifie le cours d'eau ou la section de cours d'eau sur lequel s'exerce gratuitement le droit de pêche du propriétaire riverain ;
- fixe la liste des communes qu'il ou qu'elle traverse ;
- «désigne l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique qui en est bénéficiaire» ;
- «fixe la date à laquelle cet exercice gratuit du droit de pêche prend effet, sous réserve que les opérations qui le justifient aient été entreprises à cette date ».

✓ Article R. 435-39

L'arrêté préfectoral est affiché, pendant une durée minimale de deux mois, à la mairie de chacune des communes sur le territoire desquelles est située le cours d'eau, ou les sections de cours d'eau, identifié.

« Il est en outre publié dans deux journaux locaux ».

« Il est notifié à l'association agréées de pêche et de protection du milieu aquatique ou la fédération de pêche départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique bénéficiaire. »

➤ **L'enquête publique environnementale ;**

✓ Textes régissant l'enquête publique :

L'enquête publique est régie par l'article R 214-100 du Code de l'environnement qui renvoie aux dispositions des articles R. 123-1 à R 123-27.

Elle porte sur la demande de déclaration d'intérêt général de l'opération et es travaux soumis à autorisation au titre de la Loi sur l'eau et des milieux aquatiques dans le cadre du programme concerné.

✓ Façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative ;

Le SYMISOA et Charlieu-Belmont-Communauté ont conclu un contrat de rivière dont l'objectif principal est la restauration du bon état des milieux aquatiques. Afin de mettre en œuvre les actions de ce contrat, notamment sur les cours d'eau et les zones humides, la collectivité doit financer sur fonds publics des interventions sur des terrains privés. Pour ce faire, il est indispensable que les actions et travaux soient déclarés d'intérêt général selon les dispositions de l'article L.211-7 du Code de l'environnement ; cette déclaration d'intérêt général est soumise à enquête publique.

✓ Autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation :

Le SYMISOA et Charlieu-Belmont-Communauté ayant compétence sur 3 départements, la décision d'accorder la déclaration d'intérêt général relève des Préfets de la Loire, de la Saône et Loire et du Rhône (article R 214-95 du Code de l'environnement). En application du R 123-3 III, une décision désignera l'autorité chargée de coordonner l'organisation de de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

➤ **Autres autorisations nécessaires ;**

Une partie du programme décrit dans le dossier d'enquête est soumise à autorisation ou déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l' environnement . Les dossiers "Loi sur l'eau" correspondant seront déposés au fur et à mesure de l'exécution du programme.

Le programme ne concerne pas de monuments naturels ou sites classées (aucun site recensé sur le secteur concerné), il n'y a donc pas d'autorisation spéciale à obtenir.

Il n'est pas envisagé de destruction d'espèces protégées ou de leurs habitats, les travaux programmés intègrent des mesures pour ne pas porter atteinte aux espèces présentes sur le secteur. Il n'est donc pas nécessaire d'obtenir une autorisation au titre du L. 411-2 4° . Les mesures prises sont présentées dans la parties IV2.4 du dossier d'enquête publique soumis au public.

Les articles L. 311-1 et 312-2 du Code forestier peuvent concerner ce programme, notamment les opérations de restaurations de zones humides enrésinés. Selon les

projets, des demandes d'autorisation préalables à des abattages pourront être nécessaires.

IX ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

IX.1 Désignation du commissaire-enquêteur :

Par arrêté Tribunal Administratif N° E24000073/69 du 13 juillet 2024, le Président du Tribunal administratif de Lyon m'a désigné commissaire-enquêteur pour conduire l'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.6217-7 du Code de l'environnement ayant pour objet la mise en œuvre des plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents, consistant principalement à la:

- Restauration et entretien de la ripisylve ;
- Mise en défens des berges, plantation de ripisylve et aménagements d'abreuvoirs et de franchissements ;
- Restauration de la continuité écologique des cours d'eau ;
- Restauration des zones humides ;
- Gestion des espèces de plantes envahissantes.
- La restauration des mares.

Ces opérations s'inscrivent dans l'objectif plus général d'atteindre un bon état écologique des eaux fixé par la Directive Européenne sur l'eau du 23 octobre 2000, et répondent aux missions de ces acteurs, porteur de la compétence GEMAPI. 'Gestion des Milieux Aquatique et Prévention des Inondations'.

IX.2 Arrêté portant ouverture de l'enquête publique :

Par arrêté inter préfectoral N° 2024- 206 PAT, Messieurs les Préfets de La LOIRE, et de la Saône et Loire et Madame la Préfète du Rhône, ont prescrit l'ouverture d'une enquête publique préalable, en vue d'obtenir une déclaration d'intérêt général pour procéder aux travaux de restauration et d'entretien des bassins versants des rivières Sornin et Jarnossin et de leurs affluents sur les départements de La Loire, la Saône et Loire et du Rhône.

Ce projet est situé 59 communes .

Arcinges, Belleroche, Maizilly, Mars, Bellemont-de-la-Loire, Chandon, Charlieu, Cuinzier, Ecoche, Le Cergne, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Germain-la-Montagne, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Villers, Boyer, Jarnosse, Nandax, Sévelinges, Vougy, Coutouvre, Anglure-sous-Dun, Baudemont, Chassigny-sous-Dun, Chateauneuf, Chatenay, Chauffailles, Coublanc, Curbigny, Gibles, La Chapelle-sous-Dun, La Clayette, Mussy-sous-Dun, Saint-Igny-de-Roche, Saint-Edmond, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Maurice-les-Chateauneuf, Saint-Racho, Saint-Symphorien-des-Bois, Tancon, Vareilles, Varennes-sous-Dun, Vauban, Fleury-la-Montagne, Ligny-en-Brionnais, Saint-Bonnet-de-Cray, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Jonzy, Aigueperse, Azolette, Propières, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clément-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers,

Cet arrêté fixe notamment :

- ◆ Le cadre juridique de l'enquête ;
- ◆ La durée de l'enquête- du jeudi 14 novembre 2024 à 8h45 au samedi 30 novembre à 11h45 soit 17 jours consécutifs ;
- ◆ Le nom et la qualité du commissaire-enquêteur ;
- ◆ Les dates et heures des permanences ;
- ◆ Les dates et heures d'ouverture de la mairie de Charlieu -siège de l'enquête où le dossier d'enquête peut être consultable ;
- ◆ Les dates et heures des différentes mairies où le dossier est consultable et de la mise à disposition du registre d'enquête «papier» :
- ◆ Les dispositions de mise à disposition du dossier numérique et du registre d'enquête numérique ;
- ◆ Les modalités d'information du public (annonces légales et affichages)

IX.3 Modalité de l'enquête

Le 6 août, dans les locaux de la préfecture de La Loire j'ai paraphé les dossiers d'enquête et pris possession du dossier.

Le 8 novembre, avec Monsieur Derigon Jérôme nous avons repéré quelques lieux significatifs sur lesquels vont être engagés les travaux soumis à la D.I.G. -restauration de zones humides, arasement des atterrissages de crêtes, passage à gué, pose de clôtures et mise en œuvre d'abreuvoirs...- ainsi que des réalisations effectuées dans le cadre du précédent contrat.

Après concertation avec les services de l'animation territoriale de la préfecture de la Loire, le SYMISOA et après vérification que les mairies concernées par la réception du public soit possible, il a été décidé que ;

L'enquête publique aura lieu du 14 novembre 2024 à partir de 8h45 au 30 novembre à 11h45.

Le siège de l'enquête sera établi à la mairie de Charlieu et abritera deux permanences.

Les mairies recevant le public seront Villers pour le département de La Loire ; Chauffaille et la Clayette pour le département de la Saône et Loire, et Saint-Igny-de-Vers pour le Rhône:

Chacune d'entre-elles ont reçu un dossier d'enquête complet paraphé et un registre d'enquête « papier». Le SYMISOA leur a fait parvenir une affiche jaune à utiliser pour un affichage extérieur .

Les mairies sont ouvertes :

- Charlieu : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h30 à 17h ; le mercredi de 8h45 à 11h45
- Villers : lundi de 10h30 à 12h et de 13h30 à 18h, mardi de 10h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, le mercredi de 10h30 à 12h, le jeudi de 8h30 à 12h, le vendredi de 10h30 à 12h ;
- Chauffailles : lundi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, le mardi et jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, le mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ;
- La Clayette les lundi, mercredi,et jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, le mardi de 8h30 à 12h , le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ;

• Saint-Igny-sur-Vers : lundi, mardi, vendredi de 9h à 12h et de 17h, le mercredi de 9h à 12h ;
pour une mise à disposition du dossier d'enquête paraphé ainsi que le registre d'enquête et pouvoir enregistrer les observations, propositions et contre-proposition en dehors des permanences du commissaire-enquêteur.

L'enquête publique a été déclarée ouverte le jeudi 14 novembre à 8h45, à la mairie de Charlieu, siège de l'enquête ; l'affichage (taille de l'affiche, format, couleur jaune, taille de police) était visible de l'extérieur de la mairie, le dossier d'enquête réputé complet sera disponible au public pendant 17 jours consécutifs aux heures normales d'ouverture..

- x Une affiche (taille, format, couleur jaune, taille de police visible) a été apposée au tableau d'affichage communal habituel dans toutes les mairies recevant le public : (Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers), et du Symisoa à Pouilly-sous-Charlieu ;

Les dossiers d'enquête publique mis à la disposition du public, dans les mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers sont réputés complets. Ils seront mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête 17 jours consécutifs du 14 novembre 2024 au 30 novembre.

La consultation du dossier d'enquête a été possible pendant toute la durée de l'enquête où les observations, propositions et contre-propositions ont pu être portées sur les registres d'enquête par les moyens suivants ;

- x au siège du SYMISOA (Porteur du projet, 321 route de Marcigny, 42270 Pouilly-Sous-Charlieu) ;
- x directement dans les mairies citées ci-dessus aux heures habituelles d'ouverture au public.
- x par voie postale : courrier adressé à l'attention du commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : mairie de Charlieu, 12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu.
- x par voie électronique sur le site internet à l'adresse suivante : dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr
- x par l'interface du site dématérialisé à l'adresse suivante : <https://registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu>.
- x à l'adresse mail suivante : [dig-pouilly-sous-charlieu.register -numeriqueu.fr](mailto:dig-pouilly-sous-charlieu.register-numeriqueu.fr)
- x un accès gratuit a été garanti par la mise à disposition d'un poste informatique à la préfecture de La Loire, sur rendez-vous au 04.77.48.48.36 ou au.77.48.48.59
- x lors de mes permanences :

Lieu	Date	Horaires
Charlieu (Loire)	Vendredi 15 novembre 2024	14h à 17h
	Samedi 30 novembre 2024	8h45 à 11h45
Chauffailles (Saône et Loire)	Mardi 19 novembre 2024	9h à 12h
Villers (Loire)	Jeudi 21 novembre 2024	10h30 à 12h
Saint-Igny-de-Vers (Rhône)	Lundi 25 novembre 2024	14h à 17h
La Clayette (Saône et Loire)	Jeudi 28 novembre 2024	14h à 17h

Ces six permanences se sont déroulées dans des conditions d'accueil de bonne qualité.

Pour être recevable, toutes les observations, propositions et contre-propositions, sur les registres papier ou numérique devaient être exprimées avant le 30 novembre 2024 à 11h45.

Toutes les contributions reçues, quelque soit leurs formes ont été consultables pendant toute la durée de l'enquête sur les registres papier ou numérique.

Le public a été informé de l'enquête publique par les moyens suivants :

- x L'avis d'enquête publique a été publiée sur le site de la préfecture de La Loire : (www.loire.gouv.fr), de la Saône et Loire (www.saone-et-loire.gouv.fr) et du Rhône (www.rhone.fr) et sur le site du SYMISOA
- x L'avis d'enquête publique a été publié dans les journaux suivants habilités à publier les annonces légales départementales, aux dates réglementaires fixées par le Code de l'environnement :

Départements	Titres	Date de parution	
		1 ^{er} avis	2 ^{ème} avis
LOIRE	Le Pays Roannais	31/10/2024	18/11/2024
	Le Paysan de La Loire	1/11/2024	15/11/2024
RHÔNE	Le Progrès	31/10/2024	18/11/2024
	Le Patriote Beaujolais	31/10/2024	14/11/2024
SAÔNE et LOIRE	Le Journal de Saône et Loire	31/10/2024	14/11/2024
	L'exploitant agricole de Saône et Loire	1/11/2024	15/11/2024

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête publique que ce soit dans le cadre de la consultation du dossier aux heures habituelles d'ouvertures mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers, au cours de mes permanences, ou sur le site dématérialisé.

Il n'y a eu aucun courrier postal réceptionné par la mairie de Charlieu ou au SYMISOA. Aucun courrier n'a été reçu dans les mairies de Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers.

Il n'y a eu une observation, proposition ou contre-proposition, reçue à l'adresse dédiée : dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr.

IX.4 Déroulement de l'enquête :

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions conformément à l'arrêté inter préfectoral des départements de La Loire, La Saône et Loire et du Rhône du 28 octobre 2024.

Les modalités exprimées dans l'arrêté ont été respectées pendant les 17 jours d'enquête prévus.

Durant cette période, toutes les personnes intéressées ont pu prendre connaissance du dossier d'enquête aux jours et heures d'ouverture normale, auprès du commissaire-enquêteur lors de ses permanences ou sur le registre dématérialisé mise en ligne pendant toute la durée de l'enquête.

Les registres d'enquête ont été mis à disposition dans les mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Ver, au SYMISOA, pendant toute la durée de l'enquête pour recevoir les observations, propositions et contre-propositions du public.

J'ai reçu au cours de mes permanences dans les mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Ver, les personnes souhaitant prendre connaissance du dossier ou obtenir les informations supplémentaires concernant celui-ci.

IX.6 Notification des observations :

- Prise de connaissance du dossier hors permanence : 0
- Prise de connaissance du dossier et transmission de courrier et/ou inscriptions d'observation hors permanence : 1
- Inscription d'observation pendant les permanences : 3
- Observations déposée sur le registre numérique : 1
- Observation orale : 1
- courrier adressé au siège de l'enquête ou dans les mairies : 0.

IX.7 Clôture de l'enquête :

L'enquête publique a été réputée close le 30 novembre 2024 à 11h30 en mairie de Charlieu.

Au terme de celle-ci, j'ai pris possession du dossier d'enquête ainsi que le registre d'enquête. Les 4 autres dossiers m'ont été remis au siège du SYMISOA le 4 décembre 2024 .

Les certificats d'affichage m'ont été transmis par mail par le SYMISOA les 9 et 10 décembre.

L'enquête publique s'est achevée comme l'arrêté le prescrit le 30 novembre à 11h30.

Le site dématérialisé mise en place à cet effet a été clos également la même date.

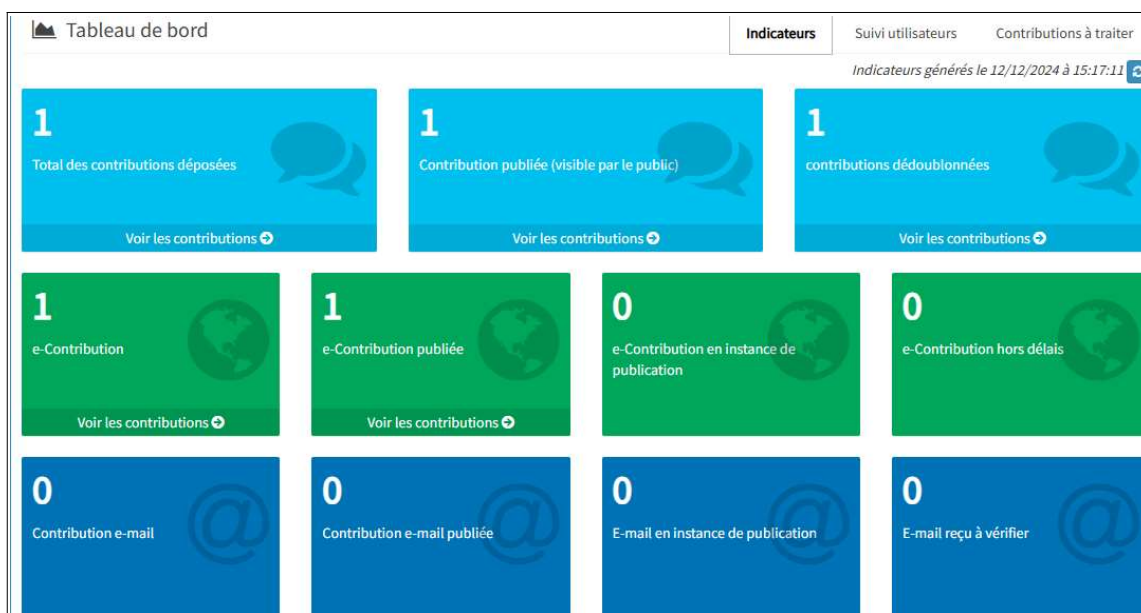
A compter de ce moment, aucune consultation, aucune observation, proposition et contre-proposition ne peut plus avoir lieu par le public.

IX.8 Le dossier dématérialisé

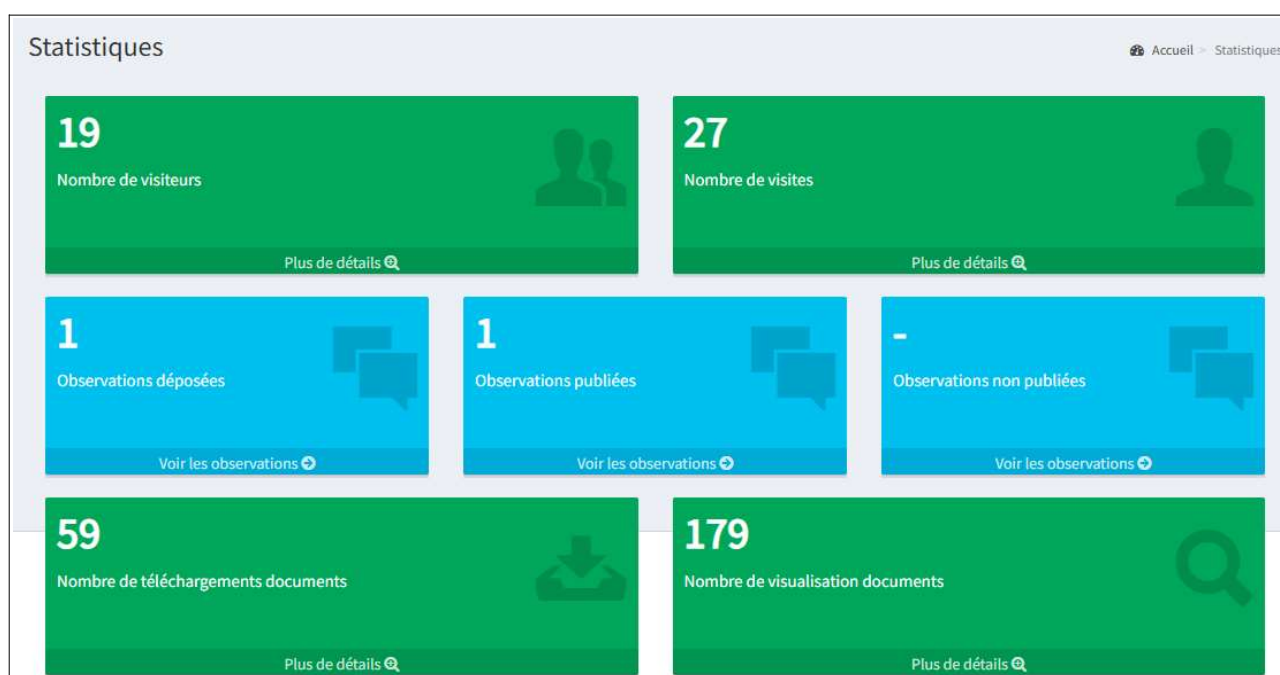
Le dossier complet dématérialisé à été mis en ligne et accessible au public à compter du 1^{er} jour de l'enquête à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu> ;

ainsi qu'une adresse pour envoi de courrier électronique : dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr.

IX.8.1 Analyse des contributions :



IX.8.1 Analyse des téléchargement et visualisations :



IX.8. 2 Visualisations et téléchargements par thème

THEME	ANNEXES	Téléchargements	visualisation
Rapport DIG			
	DIG SORNIN JARNOSSIN	7	10
Annexes du rapport			
	Annexes 1 :convention riverains		
	Convention relative au bassin du Jarnossin	4	5
	Convention relative au bassin du Sornin	4	5

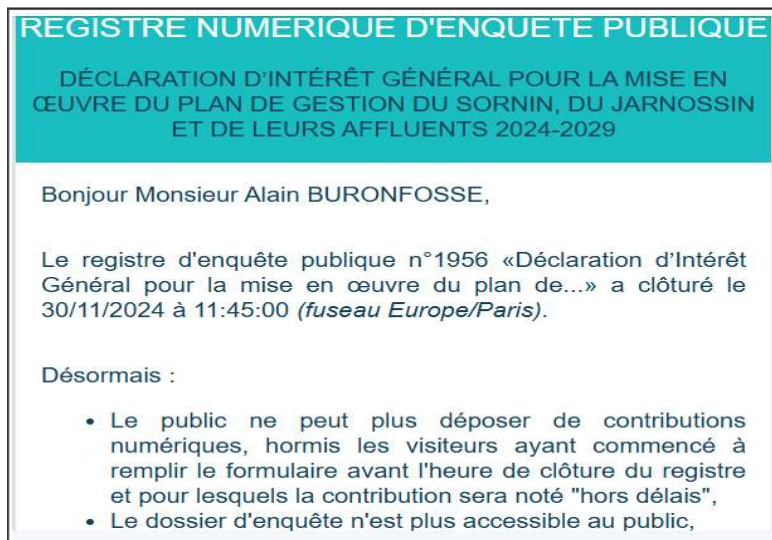
Cartes localisation travaux			
	Programme travaux 2024 ; carte 1	2	6
	Programme travaux 2024 ; carte 2	1	4
	Programme travaux 2024 ; carte 3	1	4
	Programme travaux 2024 ; carte 4	1	4
	Programme travaux 2025 ; carte 1	1	4
	Programme travaux 2025 ; carte 2	1	4
	Programme travaux 2025 ; carte 3	1	4
	Programme travaux 2025 ; carte 4	0	5
	Programme travaux 2026 ; carte 1	0	5
	Programme travaux 2026 ; carte 2	0	4
	Programme travaux 2026 ; carte 3	0	4
	Programme travaux 2026 ; carte 4	0	5
	Programme travaux 2027 ; carte 1	0	4
	Programme travaux 2027 ; carte 2	0	5
	Programme travaux 2027 ; carte 3	0	4
	Programme travaux 2027 ; carte 4	0	4
	Programme travaux 2028 ; carte 1	0	4
	Programme travaux 2028 ; carte 2	0	5
	Programme travaux 2028 ; carte 3	0	4
	Programme travaux 2028 ; carte 4	0	4
	Programme travaux 2029 ; carte 1	0	4
	Programme travaux 2029 ; carte 2	0	4
	Programme travaux 2029 ; carte 3	0	4
	Programme travaux 2029 ; carte 4	1	4
Cartes et fiches zones humides			
	Zones humides partie 1	3	4
	Zones humides partie 2	2	5
	Annexes 3 ZH carte 1	2	4
	Annexes 3 ZH carte 2	2	4
	Annexes 3 ZH carte 3	2	4
	Annexes 3 ZH carte 4	2	4
	Annexes 3 ZH carte 5	2	4
	Annexes 3 ZH carte 6	3	4
	Annexes 3 ZH carte 7	2	4
	Annexes 3 ZH carte 8	2	5
Annexe 4 Calendrier et estimatif financier des travaux			
	Calendrier et estimatif financier des travaux par cours d'eau et par communes	6	6
Annexe 5 DLE atterrissement			
	Dossier loi sur l'eau pour la gestion de l'atterrissement de Charlieu	2	4
	Dossier loi sur l'eau pour la gestion de l'atterrissement de S' Maurice	5	5

IX.8.3 Clôture du dossier dématérialisé

Le dossier dématérialisé a été clos le samedi 30 novembre 2024 à 11h 45, comme l'arrêté préfectoral le prescrivait

A cet instant, aucune personne ne pouvait consulter le dossier d'enquête, .

Aucune personne ne pouvait apporter sa contribution au projet, ses remarques, propositions et contre-proposition.



IX.9 Notification du procès verbal de synthèse des observations et remise du mémoire en réponse :

Une réunion a eu lieu, au siège du SYMISOA à Pouilly-sous-Charlieu le jeudi 5 décembre avec Madame Dechavanne.

Au cours de cette réunion, l'ensemble des observations orales ou écrites émises par le public au cours de mes permanences a été examiné ainsi que mes observations me permettant un regard complet sur le projet.

Je rappelle, qu'aucune consultation du dossier n'a eu lieu hors permanence, qu'aucun courrier postal ou électronique ne m'est parvenu.

Le procès verbal des observations a été remis en mains propres et commenté le 5 décembre 2024

Le SYMISOA m'a transmis un mémoire en réponse par mail, le 9 décembre 2024:

Le résumé non-technique et l'atlas cartographique ont permis au public d'appréhender de manière générale le programme de travaux et d'entretien susceptible d'être réalisé sur les bassins versants du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents au cours des années 2024 à 2029. Suffisamment bien détaillé et pour être compréhensible par les propriétaires / exploitants.

Les coûts prévisionnels communiqués doivent être une véritable prise de conscience des efforts entrepris par la collectivité au profit de Tous.

Rappelons que l'eau est le patrimoine commun de la nation qu'il est nécessaire de protéger et de préserver. A ce sujet, il me paraît peu explicite, contrairement à l'entretien des berges et des ripisylves.

X. ANALYSE DES OBSERVATIONS :

- Concernant les observations portées sur le site dématérialisé

«Une importante et pertinente réflexion se pose sur le devenir de l'étang de Cadolon. Cet ouvrage créé à l'époque pour la force motrice de l'usine de tissage en aval est situé sur deux communes : Ecoche (département Loire) et St Igny de Roche (département Saône et Loire) alimenté par la rivière l'Aron .

Cette importante réflexion doit associer le propriétaire, le SYMISOA, les communes précitées ci-dessus, la commune de Belmont de la Loire (3 kms en amont), le SDIS de Saône et Loire (pompiers de Chauffailles) et le SDIS de la Loire (pompiers de Belmont) afin que cette retenue d'eau en bordure de la RD4 soit dédiée à une réserve en cas d'incendie et également zone de puisage pour l'abreuvement du bétail en période d'étiage et sécheresse.

Sur ces trois communes limitrophes se situent de très grandes superficies boisées en résineux avec des habitations parfois en bordure . Cette retenue d'eau serait indispensable pour la défense incendie en période de sécheresse car le réseau adduction eau potable n'est pas en capacité de répondre à une utilisation sévère pour combattre ces sinistres.»

Réponse du SYMISOA

Aucune action concernant le devenir de l'étang de Cadolon n'est inscrite dans la DIG.

Cependant, le contrat de rivière 2024-2029 comporte dans le volet dédié à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, une fiche action intitulée « étudier la faisabilité de l'effacement de l'étang de Cadolon ». Il s'agira de mener une étude de faisabilité intégrant l'ensemble des enjeux du site : sécurité des populations en lien avec l'état de la digue, continuité écologique, enjeux de biodiversité et usages existants (principalement abreuvement du bétail et sécurité incendie). Un comité de pilotage sera mis en place associant largement l'ensemble des acteurs concernés, notamment ceux listés dans la remarque ci-dessus, dans l'objectif de prendre une décision collective partagée sur l'avenir de cet étang.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Ce point n'est pas pris en compte dans les travaux de la DIG présentés dans le dossier d'enquête.

Une réflexion est en cours dans un prochain projet.

- Concernant les observations portées sur les registres d'enquête :

« Nettoyage de la ripisylve au bord du Sornin.

Conséquences : énormes feux de bois mouillé et vert avec volute de fumée sur l'école maternelle de la Chapelle.

Restauration de la ripisylve ; élimination des végétaux pour replantations ? »

Réponse du SYMISOA

Suite à un épisode de tornade survenu en juillet 2024, des centaines d'arbres ont été mis en chablis dans le secteur de La Chapelle/Dun et La Clayette, bloquant des voies de circulation et obstruant les rivières sur de nombreux sites. A ce titre et afin de permettre un retour à la normal le plus rapidement possible, les riverains et le syndicat de rivière ont été autorisés à brûler les rémanents (branchages) après évacuation et tronçonnage des arbres.

En situation normale, le SYMISOA valorise les branchages par broyage. Le broyat est mis à disposition des exploitants ou des propriétaires riverains.

Concernant la restauration de la ripisylve par pose de clôtures et plantations, il est parfois nécessaire de supprimer quelques arbres morts ou dépérissants avant de réaliser les aménagements afin d'éviter qu'ils ne s'écraient sur les clôtures, les abreuvoirs ou les passerelles. Cependant, un maximum de végétation en place est conservé. Par ailleurs, le simple fait de protéger les berges du piétinement par une clôture permet à de nombreux végétaux présents avant plantations (souches broutées, graines présentes dans le sol) de se développer spontanément.

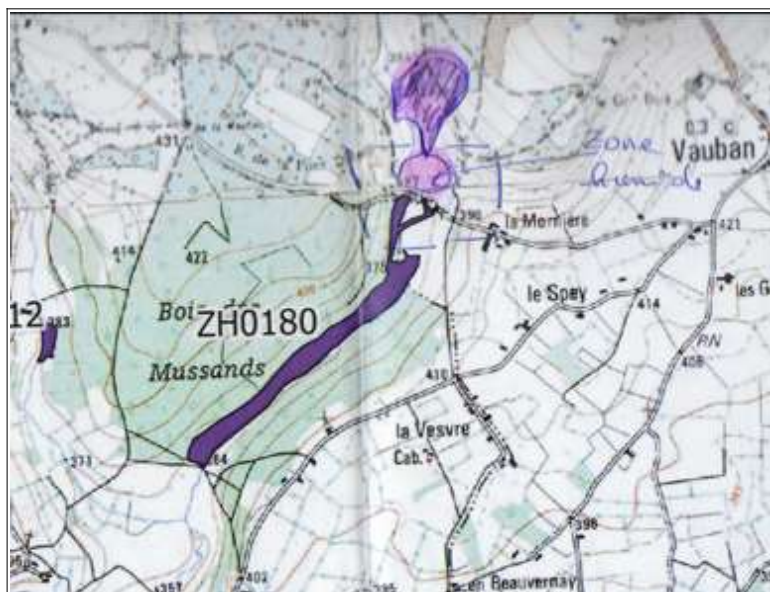
Avis du Commissaire-enquêteur :

D'un élément météorologique malheureux dans la région, il ne peut être fait une généralité. Exceptionnellement devant l'urgence des mesures ont été prises à l'encontre de ce qui est fait en temps normal. Ce point ne peut être retenu comme une mesure de progrès à prendre dans le futur.

Les travaux à venir inscrits dans la DIG sont des travaux de bons sens pour un entretien de la ripisylve et de fait un pour rétablir un cours d'eau en bon état écologique et biologique

---0---

«Je souhaite que soit intégrée la zone humide située en amont de la voie communale vers le pont entre le lieu-dit la Mornière et le bois du Font Dolent comme indiqué sur la carte ci-dessus »



Réponse du SYMISOA

Les zones humides listées et cartographiées dans le dossier de DIG correspondent aux zones repérées comme celles présentant des enjeux forts lors de l'inventaire réalisé de 2014 à 2017. Elles nous permettent de cibler les secteurs sur lesquels axer les efforts de sensibilisation, et à termes de négociation foncière pour la mise en place de convention d'usage, d'ORE (Obligations Réelles Environnementales) voir d'acquisition afin de réaliser des travaux de restauration. Si les discussions concernant cette zone humide en particulier permettent d'envisager concrètement des interventions, l'analyse plus fine du site et des environs immédiats sera réalisée, notamment la pertinence d'intervenir également sur la zone située en amont de la voie communale.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Dont acte. Seule une analyse plus précise des lieux et des environs immédiats permettra de satisfaire ou non la remarque.

---0---

Pour réguler les étiages importants, créé une réserve pour de l'irrigation en été, qui permettrait de réalimenter le ruisseau par son excédent.

Remarque du CE : Cette réserve serait à réaliser en tête de bassin versant.

Réponse du SYMISOA

La question de la création de retenues pour l'irrigation ou le soutien des débits d'étiage n'est pas inscrite dans la DIG.

Le SYMISOA porte actuellement une démarche (Eau'Défi) visant à définir collectivement une stratégie locale d'adaptation de la gestion de l'eau face aux changements climatiques. Cette démarche a pour objectifs de trouver un nouvel équilibre entre la ressource en eau qui se raréfie et devient plus aléatoire, d'adapter les usages et de renforcer la capacité des milieux naturels à réguler le cycle local de l'eau qui devient plus capricieux. Le sujet de la gestion de

Avis du Commissaire-enquêteur :

Les constructions des retenues d'eau en tête de bassin versant ne sont pas inscrites à la DIG. Il est impossible de retenir cette proposition de progrès dans ce programme.

---0---

A propos des démarches administratives envers les agriculteurs et/ou les propriétaires :

Le Code rural et de la pêche maritime prévoit dans ce cas d'intervention l'agrément du propriétaire et de l'exploitant.

Qu'en est-il :

- x Dans le cas où le propriétaire exploitant refuse le passage sur sa parcelle pour une intervention sur la berge ou le 1/2 ruisseau limitrophe de la dite parcelle, par les agents ou leurs ayants-droits (entreprises extérieures) du SYMISOA ?
- x Dans le cas où l'exploitant n'est pas propriétaire et que l'un ou l'autre refuse d'adhérer à la convention ?

Réponse du SYMISOA

Le syndicat n'intervient qu'avec l'accord du propriétaire ET de l'exploitant. Si l'un ou l'autre refuse les travaux qui sont proposés (entretien ou restauration de la ripisylve), l'intervention n'a pas lieu.

La seule exception concerne les interventions d'urgence traitant de questions de sécurité publique, à savoir la gestion d'embâcles pouvant mettre en péril directement un ouvrage de type pont ou toute autre infrastructure publique ou bâtiment. Dans ce cas, l'intervention est imposée au propriétaire et à son exploitant en associant le maire de la commune, au titre de son pouvoir de police générale visant notamment à assurer la sécurité de ses administrés.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Dont acte .

---0---

Concernant les plantes envahissantes :

La prolifération de ces plantes et en particulier la renouée du Japon semble être un véritable fléau environnemental. D'un petit foyer, souvent installé sur les ripisylves, elles présentent la particularité d'envahir toute une zone en étouffant la flore existante de proximité.

- x N'y a-t-il pas d'autres solutions et en particulier pour les petits foyers naissants que le fauchage, quand on sait que le moindre morceau peut, dans un milieu favorable comme les ripisylves, devenir un foyer vite incontrôlable dans ses dimensions ?

Concernant les actions contre les espèces exotiques envahissantes, des mesures complémentaires pourraient être prises pour éviter toute dissémination sur des sites vierges

- x Est-ce qu'une formation continue «spécifique» est dispensée auprès de vos agents et techniciens exécutant les nettoyages des bords de rivières, (environnement favorable au développement de cette plante) ?
Peut-il être envisager une sensibilisation auprès des agriculteurs, pêcheurs, usagers des bords d'eau face à ce fléau ?

Réponse du SYMISOA

Les agents du syndicat sont tous formés à la reconnaissance de cette plante et aux bonnes pratiques à tenir pour la contrôler ou la supprimer quand cela est possible. Les très petits foyers de renouée qui sont rencontrés par nos agents lors de leurs travaux sur berges sont supprimés par arrachage des plants avec leurs racines.

Une sensibilisation des principaux acteurs du bassin versant est réalisée par différents moyens : réunions de sensibilisation des agents communaux et des élus, diffusion d'une plaquette et d'informations spécifiques sur le site web du syndicat, interventions auprès d'entreprises de terrassement locales et lors des assemblées générales d'associations locales de pêche, sensibilisation des enfants lors des animations 'rivière' dans les écoles.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Dont acte.

Il semblerait que les exploitants (1^{er} usager en contact permanent avec les bords de rivière) des parcelles limitrophes au cours d'eau soient sensibilisés également par une pédagogie adaptée de la part des techniciens de rivières à travers leurs rencontres.

---0---

Concernant les maladies parasites des arbres (chalarose du frêne , ect...) :

Ces maladies dégénératrices de certaines variétés d'arbres vont inévitablement, en cas de chute, former dans les ruisseaux des embâcles importants défavorables à la faune aquatique et au transport sédimentaire.

- x Avez-vous prévu une mesure préventive pour ces arbres avant leur chute?
- x Font-ils partie des travaux à réaliser dans le cadre de la DIG ?
- x Qui évalue les arbres isolés ou non atteints de maladie irréversible,
Est ce que cette évaluation est réalisée en partenariat avec l'exploitant-riverain ,
- x Est-il envisagé d'abattre certains arbres prématurément, potentiellement malade ou en devenir, en évitant les périodes de reproduction aquatique et de nidification de la faune ?
- x Avez-vous prévu d'intervenir -pour les arbres isolés qui devront être abattus «à la marge»- et feront-ils l'objet d'une vérification par un écologue ou par une association dédiée au préalable ?

Réponse du SYMISOA

Il n'existe pas de mesure préventive pour protéger les frênes de la chalarose. Certains sujets parviennent à se rétablir après l'infection. La diversification des espèces (éviter les boisements monospécifiques de frênes) est un bon moyen de maintenir un état sanitaire satisfaisant.

Les arbres dépérissants sont abattus préventivement dans les secteurs à enjeu hydraulique fort (traversées urbaines) afin d'éviter la formation d'embâcles. En dehors de ces zones, les arbres morts ou dépérissants ne sont pas systématiquement supprimés car ils représentent un intérêt écologique pour de nombreuses espèces, que ce soit les arbres morts sur pieds (chauve-souris, oiseaux, insectes...) ou ceux tombés dans la rivière (zone de cache), s'ils n'obstruent pas complètement les écoulements.

Le marquage des arbres à abattre est systématiquement réalisé en présence du riverain afin de valider son accord préalable.

Dans les secteurs urbains, le syndicat travaille en collaboration avec les services 'espaces verts' des communes qui peuvent faire appel à des experts pour diagnostiquer l'état sanitaire du patrimoine arboré de la commune. Dans ce cadre, le syndicat peut être amené à réaliser des abattages préventifs sur des sujets particulièrement à risque.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Dont acte.

---0---

Concernant la faune aquatique :

En cas de présence d'espèces protégées et recensées localement (loutre , castor ...) ; quelles mesures seront prises pendant les périodes d'intervention et les modalités de mise en défens ?

En est-il de même particulièrement pour les écrevisses à pattes blanches- existantse très localement- ainsi que la truite sauvage ?

Réponse du SYMISOA

Les chantiers peuvent déranger momentanément les espèces présentes par les engins, le bruit et les vibrations générées, mais ce dérangement est de courte durée. La protection de ces espèces nécessite la préservation de leur habitat, qui est par ailleurs protégé du fait de leur statut. En cas d'intervention sur un tronçon présentant une hutte ou un barrage à castor, ces éléments sont identifiés et préservés.

Les rares secteurs présentant des populations d'écrevisses à pattes blanches sont connus grâce aux inventaires des Fédérations de Pêche et de la Société d'Histoire Naturelle d'Autun, partenaires du syndicat. Les facteurs limitants identifiés pour cette espèce dans les secteurs où elle encore présente sont le piétinement du bétail dans le lit et le passage d'engins forestiers dans les cours d'eau. Ainsi, les travaux de mise en défens répondent pleinement à la préservation de cette espèce. Sur ces tronçons, les aménagements sont réalisés en prêtant une attention particulière à tenir les engins le plus possible à l'écart du lit.

Concernant la truite sauvage et les espèces piscicoles en général, les enlèvements d'embâcles ou l'abattage d'arbres penchés peuvent avoir une incidence temporaire sur le milieu aquatique : perte provisoire d'habitat, colmatage partiel éventuel de frayère et dérangement de la faune piscicole. Les modalités de mise en œuvre permettent de réduire ces effets à leur minimum : Travail des engins depuis la berge, circulation des engins dans le cours d'eau interdite, traversée de cours d'eau réduite au maximum. Les aménagements occasionnels de passages à gué peuvent localement avoir une incidence sur le cours d'eau en artificialisant par empierrement un très faible linéaire de cours d'eau, et perturber temporairement la faune piscicole. Il est cependant à noter que les gués aménagés sont la plupart du temps initialement déjà utilisés à même le lit, et que l'état initial du milieu est donc très dégradé par le passage répété des engins. Ces aménagements ont donc une incidence positive en permettant d'améliorer la situation : la stabilisation et l'empierrement du passage limitent les départs récurrents de sédiments et donc le colmatage du lit à proximité. Enfin, l'adaptation de la période d'intervention aux cycles biologiques réduit également fortement le risque d'impacts sur les populations piscicoles (travaux réalisés entre mai et septembre, et en période d'étiage).

Avis du Commissaire-enquêteur :

D'un point de vue général les espèces protégées sont pris avec une grande attention par les techniciens de rivière pendant les travaux.

Les travaux prévus auront une incidence positive à moyen et long terme vis à vis des espèces protégées.

---0--

Concernant la rupture piscicole et la continuité écologique :

Vous prévoyez dans la DIG des travaux légers avec l'usage d'engins de puissance limitée. Pour éviter cette rupture piscicole ou rétablir la continuité écologique, l'emploi d'engins plus lourds, d'évidence en dehors des gabarits prévus dans la DIG, peuvent être déployés. Quelle convention est alors mise en place ?

Réponse du SYMISOA

Les travaux de restauration de la continuité écologiques ne sont pas inclus dans la DIG.

Ils font l'objet d'une procédure spécifique à chaque ouvrage, en termes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et de conventionnement avec les riverains concernés.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Dont acte.

Concernant l'entretien de bandes de terrain entre la clôture posée dans le cadre de la DIG pour une mise en défend par exemple et la berge :

Il est prévu dans le cadre de la DIG, l'entretien de cette bande de terrain et les clôtures de mise en défend par les agents du SYMISOA pendant une période n'excédant pas la durée de DIG.

Qu'en sera-t-il à la suite, si d'aventure le propriétaire et/ou l'exploitant de cette bande s'abstenait de l'entretenir (fauchage, évacuation des plantes envahissantes, et surtout entretien des clôtures - fils et piquets -

A qui en revient la charge : le propriétaire et /ou l'exploitant ou au SYMISOA ?

Réponse du SYMISOA

Réglementairement, une DIG a une durée de vie limitée (dans le cas présent, elle correspond à la durée de mise en œuvre du plan de gestion 2024-2029), et le SYMISOA s'engage donc à mettre en œuvre ses interventions sur cette durée. Il ne nous est pas possible de certifier aujourd'hui que les modalités de gestion et notamment d'entretien seront reconduites à l'identique par la suite. Dans l'absolu, la charge de l'entretien de la rivière et de ses abords reste en 1^{er} lieu au propriétaire riverain et à son exploitant le cas échéant, qui sont tenus par la loi sur l'eau de le réaliser conformément à l'article 215-14 du code de l'environnement qui stipule que « l'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives ». Dans ce cadre, les riverains ont vocation à maintenir les aménagements réalisés dans le temps pour contribuer au bon état écologique du cours d'eau.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Il y a lieu d'avoir beaucoup de pédagogie envers les particuliers riverains et les exploitants agricoles riverains des cours d'eau et de rappeler en tout état de cause l'article 215-14 du code de l'environnement et d'établir une relation constante avant toute contravention ;

---0---

Concernant les périodes de sécheresse :

Pendant les périodes de sécheresse importantes, il peut être interdit d'abreuver le bétail directement au cours d'eau en dehors des zones aménagées.

x Qu'en est-il pour les agriculteurs ayant refusés la convention pour effectuer ces travaux d'accès du bétail au cours d'eau ?

x Qu'en est-il pour les agriculteurs ayant acceptés la convention dont les travaux prévus sont en-cours ou non-réalisés avant cette période (principalement l'installation des abreuvoirs déportés ou les accès stabilisés à la rivière ?

Réponse du SYMISOA

Les exploitants peuvent être soumis à des contrôles de la police de l'eau dans les périodes de restrictions imposées par les arrêtés préfectoraux de limitation des usages de l'eau en situation de sécheresse. Ces contrôles consistent dans la majeure partie des cas en un rappel des obligations auprès de l'exploitant, qui peut à ce moment là justifier de travaux à venir convenus avec le syndicat, avec la convention de travaux signée à l'appui. Dans le cas où l'exploitant n'aurait pas accepté les aménagements proposés, il peut proposer la mise en conformité de ses pratiques et reste libre d'effectuer les travaux par lui-même.

Avis du commissaire-enquêteur :

Dont acte. Pour la pédagogie des enjeux et les rappels aux obligations.

---0---

Concernant la bonne exécution des travaux :

A la suite d'intervention par les équipes du SYMISOA ou par les entreprises extérieures, pendant combien de temps sont-ils responsable de la bonne exécution des travaux ?

Est-ce que le propriétaire assiste à la réception des travaux,

Est-ce que le propriétaire prend le relais à la fin de la DIG ou à l'issue des travaux ?

Réponse du SYMISOA :

Pour rappel, dans le cadre de la DIG, il ne s'agit que de travaux d'entretien des berges, de mise en défens (c'est-à-dire pose de clôtures, aménagement de passerelles et d'abreuvoirs, plantations) ou de restauration de mares (curage, mise en défens, installation d'un système d'abreuvement le cas échéant). Il n'y a pas de réception systématique des travaux après ce type de travaux, sachant que le SYMISOA s'engage sur un résultat (fonctionnalité des abreuvoirs et passerelles), et assure une réparation ou une adaptation des aménagements si nécessaire pendant toute la durée de la DIG. Pour la période post DIG, se référer à la réponse 10.

Avis du Commissaire-enquêteur

Dont acte .

---0---

Concernant l'effacement ou de restauration des plans d'eau et des zones humides :

Un plan d'eau est toujours alimenté par une source, une dérivation de ruisseau, un ruissellement.

Après l'effacement d'un plan d'eau ou d'une zone humide, des désordres peuvent intervenir au-delà de la zone concernée.

x Dans quel périmètre élargi de ces plans d'eau et/ou zones humides, prévoyez-vous l'étude d'impact (faune et flore) et quelles mesures de compensation envisagez-vous ?

x Qu'en est-il pour l'effacement d'une zone humide ou d'un plan d'eau dans une propriété privée,

Quelle convention est mise en œuvre dans ce cas ?

Réponse du SYMISOA

Ce type de travaux : effacement de plan d'eau ou de zone humide, n'est pas prévu dans la DIG
Par ailleurs, « l'effacement » de zones humides est contraire aux objectifs poursuivis dans le cadre du plan de gestion des milieux aquatiques, qui vise leur bon état, et donc notamment la préservation des zones humides.

Avis du Commissaire-enquêteur

Dont acte.

---0---

Concernant les prélèvements des eaux alimentant plans d'eau :

Avez-vous un débit réservé et dans quelles conditions sont-ils mis en œuvre, sachant que ces plans d'eau ont souvent des missions complémentaires -prélèvement d'eau pour le bétail, l'irrigation, poche tampon en cas de forts étiages.

Quelle convention sera mise en place ?

Réponse du SYMISOA

La DIG ne prévoit pas d'intervention sur les plans d'eau, qui sont très majoritairement des propriétés privées, dont les propriétaires sont tenus à titre individuel de respecter la réglementation en vigueur.

Avis du commissaire-enquêteur :

Le rôle du SYMISOA peut être éventuellement être un apport dans la réflexion et le conseil avec le propriétaire.

---0---

Concernant le droit de pêche :

Le propriétaire de la parcelle limitrophe au cours d'eau est de facto propriétaire de la berge mais également de la moitié de la largeur du lit du cours d'eau.

Une servitude dit « droit de passage du pêcheur » existe le long du cours d'eau.

Le droit de pêche revient naturellement aux propriétaires.

Toutefois, tous propriétaires ou ses ayant-droits (le locataire) est tenu de participer à l'entretien du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques.

Qu'en est-il dans le cas où ces ayants droits refusent la convention de la DIG ?

Ces dispositions sont-elles valables pendant le temps d'application de la DIG ou simplement pendant la durée des travaux sur l'endroit ?

x Qu'en est-il pour l'association de pêche exerçant son droit de pêche sur des berges 'en pointillées (accord alternées avec désaccord)' dans le cadre de la DIG, sachant qu'il existe un droit de passage du pêcheur le long du cours d'eau.

Avez-vous des conventions particulières avec les associations de pêche-communales, départementales ou régionales ?

Réponse du SYMISOA

En cas de DIG, lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins, gratuitement, pour une durée de cinq ans, par l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, conformément à l'article L435-5 du Code de l'Environnement.

Toutefois, le propriétaire peut réaliser par lui-même les travaux prévus dans la DIG ou rembourser la part de subvention correspondant aux travaux exécutés sur son fonds. Dans ce cas, les dispositions de l'article L435-5 ne lui sont pas applicables (Article L435-5 du code de l'environnement).

Le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé gratuitement pour une durée de cinq ans par l'association ou la fédération, à partir de la date prévue pour l'achèvement des opérations d'entretien. Toutefois, lorsque ces opérations ont un caractère pluriannuel ou qu'elles doivent être échelonnées, cette date est celle prévue pour l'achèvement selon le cas de la première phase ou de la phase principale.

C'est le Préfet qui demande à l'APPMA concernée par le cours d'eau si elle souhaite bénéficier du droit de pêche sur les sections entretenues. Si l'APPMA ne souhaite pas exercer le droit de pêche, le Préfet signale à la Fédération de Pêche que ce droit lui revient pour 5 ans. Un arrêté préfectoral identifie les sections de cours d'eau et communes concernées ainsi que les bénéficiaires du droit de pêche.

Le SYMISOA n'a pas de convention particulière avec les AAPPMA ou les FDPPMA. Un partenariat existe de longue date avec les FDPPMA, pour suivre l'état des cours d'eau et assurer la cohérence des interventions avec les objectifs de préservation de la faune piscicole.

Avis du Commissaire-enquêteur :

Dont acte.

Annexes :

Annexe 1 : Arrêté du Tribunal administratif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	
DECISION DU	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON
12/07/2024	
N° E24000073 /69	du tribunal administratif
 Décision désignation commission ou commissaire du 12/07/2024	
<p>Vu enregistrée le 02/07/2024, la lettre par laquelle le préfet de la Loire demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la déclaration d'intérêt général concernant la mise en œuvre de plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents ;</p> <p>Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;</p> <p>Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;</p>	
DECIDE	
<p><u>ARTICLE 1</u> : Monsieur Alain BURONFOSSE est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.</p> <p><u>ARTICLE 2</u> : Madame Cécile DEUX est désignée en qualité de commissaire enquêtrice suppléante pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.</p> <p><u>ARTICLE 3</u> : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.</p> <p><u>ARTICLE 4</u> : La présente décision sera notifiée au préfet de la Loire, à Monsieur Alain BURONFOSSE et à Madame Cécile DEUX.</p>	
<p>Fait à Lyon, le 12/07/2024</p> <p style="text-align: right;">Pour la Présidente et par délégation La première vice-présidente</p> <p style="text-align: right;"> Dominique Jourdan</p>	

Annexe 2 : Déclaration sur l'honneur

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON

184, rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03
Téléphone : 04.87.63.50.00
Télécopie : 04.87.63.52.50
Adresse courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Greffe ouvert du lundi au vendredi de
9h00 à 12h00 - 13h30 à 16h30

Lyon, le 12/07/2024

E24000073 - 69

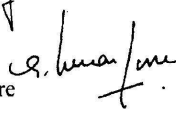
Monsieur Alain BURONFOSSE
169, rue Ampère
42153 RIORGES

Dossier n° : E24000073 / 69
(à rappeler dans toutes correspondances)

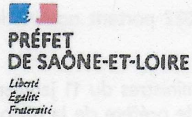
DECLARATION SUR L'HONNEUR

Enquête publique : la déclaration d'intérêt général concernant la mise en oeuvre de plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents

Je soussigné(e), Monsieur Alain BURONFOSSE, demeurant 169, rue Ampère, RIORGES (42153), désigné(e) pour l'enquête publique susvisée, déclare sur l'honneur ne pas être intéressé(e) à l'opération à titre personnel ou en raison de mes fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre ou le contrôle de l'opération soumis à enquête au sens des dispositions de l'article L. 123-5 du code de l'environnement.

A Riorges.
Le 22 juillet 2024
Signature 

Annexe 3 : Arrêté inter-préfectoral page 1/9



Arrêté inter préfectoral n° 2024-206 PAT

Portant ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement comportant une déclaration loi sur l'eau, pour la mise en œuvre des plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents

A la demande du Syndicat Mixte du Sornin et de ses affluents (SYMISOA)

Le préfet de la Loire

Le préfet de Saône-et-Loire

La préfète de la Région
Auvergne-Rhône-Alpes

Chevalier de la Légion
d'Honneur

Préfète du Rhône,

Chevalier de l'Ordre National
du Mérite

Préfète de la Zone de
défense et de sécurité
sud-est,

Officier de la Légion d'honneur,

Commandeur de l'ordre national du
Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment l'article L. 211-7 ;

VU le Code forestier notamment les articles L311-1 et 312-1 ;

VU la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 22 février 2022 nommant Monsieur Dominique SCHUFFENECKER, secrétaire général de la préfecture de la Loire, sous-préfet de Saint-Étienne ;

VU le décret en conseil des ministres du 30 mars 2022 portant nomination de Madame Vanina NICOLI, préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;

VU le décret du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Yves SEGUY, préfet de Saône-et-Loire ;

VU le décret en conseil des ministres du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Auvergne-Rhône- Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône (hors classe) ;

VU le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2023-08-21-00003 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Madame Vanina NICOLI, préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2024-07-25-00004 du 25 juillet 2024 portant délégation de signature à Monsieur Xavier CEREZA directeur départemental des territoires du Rhône ;

VU l'arrêté n° 2024-209 du 1^{er} octobre 2024, portant délégation permanente de signature à Monsieur Dominique SCHUFFENECKER, secrétaire général de la préfecture de la Loire, sous-préfet de Saint-Étienne ;

VU la décision du 30 novembre 2023 établissant la liste annuelle des commissaires enquêteurs pour le département de la Loire ;

VU la décision N° E24000073/ 69 du 12 juillet 2024 par laquelle le tribunal administratif de Lyon a désigné Monsieur Alain BURONFOSSE, en qualité de commissaire enquêteur et Madame Cécile DEUX, en qualité de commissaire enquêtrice suppléante ;

VU le contrat territorial du 11 mai 2017 entre SYMISOA, Charlieu-Belmont-Communauté, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, les autres maîtres d'ouvrages et autres partenaires financiers ;

VU le courrier de SYMISOA du 16 février 2024 relatif à une demande de DIG lui permettant d'exécuter le plan de gestion du contrat de rivière 2024-2029 ;

VU la demande enregistrée le 6 mai 2024 au guichet unique de la police de l'eau sous le n° 24-055 par le SYMISOA en vue d'être autorisée à procéder aux travaux visés en objet ;

VU les pièces transmises à soumettre à l'enquête publique ;

Considérant que le projet porte sur le territoire des départements de la Loire, de la Saône-et-Loire et du Rhône, et principalement celui de la Loire, et conformément aux dispositions de l'article R.214-91 du Code de l'environnement, le préfet de la Loire est chargé de coordonner l'organisation de l'enquête publique, en lien avec le commissaire enquêteur, avec l'appui de la préfète du Rhône et du préfet de Saône-et-Loire ;

Considérant le principe d'une mise en place de démarches de gestion globale des cours d'eau ;

Considérant qu'une partie du programme du projet susvisé est soumise à autorisation ou déclaration au titre de l'article L214-3 du Code de l'environnement et que les dossiers loi sur l'eau correspondants seront déposés au fur et à mesure de l'exécution du programme ;

Considérant que l'opération projetée n'est soumise ni à évaluation environnementale systématique ni à examen au cas par cas par l'autorité environnementale ;

Considérant que la réalisation des travaux ne fera l'objet d'aucune demande de participation financière des riverains ;

Considérant que les conditions d'ouverture et de déroulement de l'enquête publique ont été arrêtées après consultation du commissaire enquêteur ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Loire, de la Saône-et-Loire et du Rhône ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} – Objet de l'enquête publique

L'enquête publique porte sur la demande de déclaration d'intérêt général, au titre de la loi sur l'eau, relative au programme d'entretien, de travaux et de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents ;

Le projet est porté par le SYMISOA, représenté par son président, Monsieur Michel LAMARQUE. Toute information relative à l'opération peut être obtenue auprès de Madame Cécile DECHAVANNE, à l'adresse suivante : c.dechavanne@symisoa.fr (tel : 04 77 60 97 91)

Article 2 : durée de l'enquête et périmètre

La demande de déclaration d'intérêt général fera l'objet d'une enquête publique d'une durée de 17 jours, du jeudi 14 novembre 2024 à 8h45 au samedi 30 novembre 2024 à 11h45.

Le siège de l'enquête publique est situé en mairie de Charlieu, 12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu.

Cette enquête concerne 60 communes ci-après réparties :

BASSIN VERSANT DU SORNIN (50 communes) :

- Communauté de communes Brionnais Sud Bourgogne (23 communes concernées) :

ANGLURE-SOUS-DUN	SAINT-IGNY-DE-ROCHE
BAUDEMONT	SAINT-EDMOND
CHASSIGNY-SOUS-DUN	SAINT-LAURENT-EN-BRIONNAIS
CHATEAUNEUF	SAINT-MARTIN-DE-LIXY
CHATENAY	SAINT-MAURICE-LES-CHATEAUNEUF
CHAUFFAILLES	SAINT-RACHO
COUBLANC	SAINT-SYMPHORIEN-DES-BOIS
CURBIGNY	TANCON
GIBLES	VAREILLES
LA CHAPELLE-SOUS-DUN	VARENNES-SOUS-DUN
LA CLAYETTE	VAUBAN
MUSSY-SOUS-DUN	

- Charlieu Belmont Communauté (16 communes concernées) :

- au SYMISOA, siège de l'enquête (321, rue de Marcigny, 42720 Pouilly-sous-Charlieu), ouvert les lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8h à 12h et de 13h30 à 17h, le mercredi, de 8h à 12h.
- en mairie de Charlieu (Loire), siège de l'enquête, ouverte les lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 8h45 à 11h45 et de 13h30 à 17h00, le mercredi, de 8h45 à 11h45, pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 2 du présent arrêté.
- en mairie de Villers (Loire), ouverte le lundi, de 10h30 à 12h et de 13h30 à 18h, le mardi, de 10h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, le mercredi, de 10h30 à 12h, le jeudi, de 8h30 à 12h, le vendredi, de 10h30 à 12h, pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 2 du présent arrêté.
- en mairie de Chauffailles (Saône-et-Loire), ouverte le lundi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, les mardi et jeudi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, les mercredi et vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 2 du présent arrêté.
- en mairie de La Clayette (Saône-et-Loire), ouverte les lundi, mercredi et jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, le mardi, de 8h30 à 12h, le vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 2 du présent arrêté.
- en mairie de Saint-Igny-de-Vers (Rhône), ouverte les lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h, le mercredi, de 9h à 12h, pendant toute la durée de l'enquête publique définie à l'article 2 du présent arrêté.

Pour la version papier toutes les pièces du dossier seront visées par le commissaire enquêteur à l'ouverture de l'enquête. Il cotera et paraphera également les registres d'enquête à feuillets non mobiles.

Article 5 – Recueil des observations du public

Le public pourra formuler ses observations selon les possibilités suivantes :

- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante :
<https://www.registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu> ;
- par courrier électronique, à l'adresse suivante :
dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr ;
- dans les registres version papier ouverts au SYMISOA, et en mairies de Charlieu (siège de l'enquête), Villers, Chauffailles, La Clayette et Saint-Igny-de-Vers aux jours et horaires d'ouverture au public ;
- par courrier simple adressé à la mairie de Charlieu (siège de l'enquête), 12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu, avec la mention "à l'attention du commissaire enquêteur" et la précision de l'objet de l'enquête ;
- lors des permanences tenues par le commissaire enquêteur définies à l'article 6.

Un accès internet gratuit est garanti par la mise à disposition d'un poste informatique sur rendez-vous au 04 77 48 48 36 ou 04 77 48 48 59, à la préfecture de la Loire.

Pour être recevables, les observations doivent être exprimées avant la clôture de l'enquête publique, soit **avant le 30 novembre 2024 à 11h45**.

Les observations du public sont consultables pendant toute la durée de l'enquête sur les registres papier ou numérique.

Toutes les contributions reçues, quelle que soit leur forme, pourront être mises en ligne sur le site du registre numérique, et pourront être résumées ultérieurement dans le rapport d'enquête ou ses annexes mises en ligne après l'enquête avec mention du nom du

5/9

ARCINGES	MAIZILLY
BELLEROCHÉ	MARS
BELLEMONT-DE-LA-LOIRE	POUILLY-SOUS-CHARLIEU
CHANDON	SAINT-DENIS-DE-CABANNE
CHARLIEU	SAINT-GERMAIN-LA-MONTAGNE
CUINZIER	SAINT-HILAIRE-SOUS-CHARLIEU
ECOCHÉ	SAINT-NIZIER-SOUS-CHARLIEU
LE CERGNE	VILLERS

- Communauté de communes Saône Beaujolais (6 communes concernées) :

AIGUEPERSE	SAINT-BONNET-DES-BRUYERES
AZOLETTE	SAINT-CLEMENT-DE-VERS
PROPIERES	SAINT-IGNY-DE-VERS

- Communauté de communes de Semur-en-Brionnais (5 communes concernées) :

FLEURY-LA-MONTAGNE	SAINT-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS
LIGNY-EN-BRIONNAIS	SAINT-JULIEN-DE-JONZY
SAINT-BONNET-DE-CRAY	

BASSIN VERSANT DU JARNOSSIN (10 communes) :

- Charlieu Belmont Communauté occupe la majeure partie du territoire, avec 9 communes concernées :

BOYER	SAINT-HILAIRE-SOUS-CHARLIEU
CUINZIER	SEVELINGES
JARNOSSE	VILLERS
NANDAX	VOUGY
POUILLY-SOUS-CHARLIEU	

- Roannais Agglomération est concernée à la marge, sur la commune de COUTOUVRE.

Article 3 – Commissaire enquêteur

Monsieur Alain BURONFOSSE, directeur commercial retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du tribunal administratif de Lyon.

Madame Cécile DEUX, ingénieur divisionnaire des TPE retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice suppléante.

L'ensemble des pièces du dossier sera visé par le commissaire enquêteur avant l'ouverture de l'enquête.

Article 4 – Consultation du dossier d'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête publique toute personne intéressée pourra consulter le dossier d'enquête :

- 1) en version numérique sur le registre dédié à l'enquête :
<https://www.registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu> ;
- 2) en version papier, aux jours et horaires d'accueil du public en vigueur à la date de l'enquête :

contributeur et de sa commune de résidence. Si le contributeur demande l'anonymat, seule sa contribution sera publiée.

Article 6 - Permanences du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur reçoit les observations et propositions du public au cours des permanences suivantes :

- mairie de Charlieu (Loire) :
 - vendredi 15 novembre de 14h à 17h
 - samedi 30 novembre de 8h45 à 11h45
- mairie de Villers (Loire) :
 - jeudi 21 novembre de 10h30 à 12h
- mairie de Chauffailles (Saône-et-Loire) :
 - mardi 19 novembre de 9h à 12h
- mairie de La Clayette (Saône-et-Loire) :
 - jeudi 28 novembre de 14h à 17h
- mairie de Saint-Igny-de-Vers (Rhône) :
 - lundi 25 novembre de 14h à 17h

Article 7 – Publicité de l'enquête

Un avis d'enquête publique sera affiché à la porte principale du SYMISOA et des mairies de Arcinges, Belleroche, Maizilly, Mars, Bellemont-de-la-Loire, Chandon, Charlieu, Cuinzier, Ecoche, Le Cergne, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Germain-la-Montagne, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Villers, Boyer, Jarnosse, Nandax, Sévelinges, Vougy, Coutouvre, Anglure-sous-Dun, Baudemont, Chassigny-sous-Dun, Chateauneuf, Chatenay, Chauffailles, Coublanc, Curbigny, Gibles, La Chapelle-sous-Dun, La Clayette, Mussy-sous-Dun, Saint-Igny-de-Roché, Saint-Edmond, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Maurice-les-Chateauneuf, Saint-Racho, Saint-Symphorien-des-Bois, Tancon, Vareilles, Varennes-sous-Dun, Vauban, Fleury-la-Montagne, Ligny-en-Brionnais, Saint-Bonnet-de-Cray, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Jonzy, Aigueperse, Azolette, Propières, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clément-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers, au moins 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Il pourra aussi être publié par tout autre procédé en usage dans les communes concernées.

L'accomplissement de cette formalité devra être justifié par un certificat d'affichage du président du SYMISOA et de chacun des maires des communes susvisées, établi à la clôture de l'enquête.

Un avis au public, portant les indications essentielles de l'arrêté, sera publié par la préfecture de la Loire, à la charge du demandeur, en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans les départements de la Loire, de la Saône-et-Loire et du Rhône. Les journaux témoins de ces insertions seront joints au dossier dans leur intégralité.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la voie publique, et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

L'avis d'ouverture d'enquête sera également publié sur les sites internet des services de l'État de la Loire, de la Saône-et-Loire et du Rhône, 15 jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée :

www.loire.gouv.fr
www.rhone.gouv.fr
www.saone-et-loire.gouv.fr

Le présent arrêté et l'avis d'enquête seront également publiés sur le site du registre numérique : <https://www.registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu>.

Article 8 – Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 2, le SYMISOA et les maires de Charlieu, de Villers, de La Clayette, de Chauffailles et de Saint-Igny-de-Vers transmettront sans délai au commissaire enquêteur le dossier et le registre assorti, le cas échéant, des documents annexés par le public.

Les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontre dans la huitaine le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête et de la remise des registres pour transmettre le dossier d'enquête à la préfecture, avec son rapport et ses conclusions motivées, selon les dispositions des articles R.123-19 du Code de l'Environnement.

Une copie du rapport, conclusions et avis du commissaire enquêteur est envoyée par ses soins au tribunal administratif. La préfecture sera chargée d'adresser ces éléments au responsable du projet et à l'ensemble des mairies concernées, pour y être sans délai tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions ces documents seront accessibles sur les sites internet de la préfecture de la Loire, de la Saône-et-Loire et du Rhône aux adresses indiquées ci-dessus.

Article 9 – Droit de pêche

Le droit de pêche des propriétaires riverains des cours d'eau est exercé gratuitement par une association de pêche et de protection du milieu aquatique pour une durée de 5 ans en application des dispositions des articles L.435-5 et R.435-34 à R.435-38 du Code de l'environnement.

Article 10 – Décision prise au terme de l'enquête

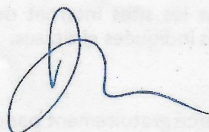
L'autorité compétente pour prendre la décision concernant la demande de Déclaration d'Intérêt Général est la préfète du Rhône, le préfet de la Loire et le préfet de la Saône-et-Loire. Les autorisations sollicitées pourront être accordées ou refusées à l'issue de l'enquête publique.

Article 11 - Exécution


La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le préfet de la Loire, le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le préfet de Saône-et-Loire, les maires de : Arcinges, Belleroche, Maizilly, Mars, Bellemont-de-la-Loire, Chandon, Charlieu, Cuinzier, Ecoche, Le Cergne, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Germain-la-Montagne, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Villers, Boyer, Jarnosse, Nandax, Sévelinges, Vougy, Coutouvre, Anglure-sous-Dun, Baudemont, Chassigny-sous-Dun, Chateauneuf, Chatenay, Chauffailles, Coublanc, Curbigny, Gibles, La Chapelle-sous-Dun, La Clayette, Mussy-sous-Dun, Saint-Igny-de-Roche, Saint-Edmond, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Maurice-les-Chateauneuf, Saint-Racho, Saint-Symphorien-des-Bois, Tancon, Vareilles, Varennes-sous-Dun, Vauban, Fleury-la-Montagne, Ligny-en-Brionnais, Saint-Bonnet-de-Cray, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Jonzy, Aigueperse, Azolette, Propières, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clément-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers, le directeur départemental des Territoires du Rhône, le directeur départemental des Territoires de la Loire, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 28 OCT. 2024 Mâcon, le 28 OCT. 2024 Lyon, le 28 OCT. 2024

Le Préfet de la Loire

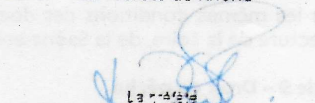


Le Préfet de la Saône-et-Loire



Yves SÉGUY

La Préfète du Rhône



La préfète
Secrétaire générale
Préfète déléguée pour l'égalité des chances
Vanina NICOLI

Copie adressée à :

- Madame la préfète du Rhône
 - Monsieur le préfet de Saône-et-Loire
 - la Communauté de Communes Brionnais-Sud-Bourgogne
 - Charlieu-Belmont Communauté
 - la Communauté de Communes Saône-Beaujolais
 - la Communauté de Communes Semur-en-Brionnais
 - Roannais Agglomération
 - Mesdames et Messieurs les maires de : Anglure-sous-Dun, Baudemont, Chassigny-sous-Dun, Chateauneuf, Chatenay, Chauffailles, Coublanc, Curbigny, Gibles, La Chapelle-sous-Dun, La Clayette, Mussy-sous-Dun, Saint-Igny-de-Roche, Saint-Edmond, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Maurice-les-Chateauneuf, Saint-Racho, Saint-Symphorien-des-bois, Tancon, Vareilles, Varennes-sous-Dun, Vauban, Arcinges, Belleruche, Belmont-de-la-Loire, Chandon, Charlieu, Cuinzier, Ecoche, Le Cergne, Maizilly, Mars, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Germain-la-Montagne, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Villers, Aigueperse, Azolette, Propières, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clément-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers, Fleury-la-montagne, Ligny-en-Brionnais, Saint-Bonnet-de-Cray, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Jonzy, Boyer, Jarnosse, Nandax, Sevelinges, Vougy, Coutouvre.
 - Monsieur le directeur départemental des Territoires du Rhône
 - Monsieur le directeur départemental des Territoires de la Loire
 - Monsieur le directeur départemental des Territoires de la Saône-et-Loire
 - Monsieur le commissaire enquêteur
 - Madame la présidente du TA de Lyon service COMMUNICATION – DÉCISION
- DÉSIGNATION - Désignation des commissaires enquêteurs – dossier N°E24000073/ 69 du 12/07/2024

Préfecture de la Loire
Service de l'Action Territoriale

**PREMIER AVIS D'ENQUÊTE
PUBLIQUE**

ENQUÊTE PUBLIQUE INTER-PROFESSORALE PRÉALABLE À UNE
DECLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL, AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU,
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE GESTION DU DOMAINE
D'AMONTION ET DE LÉGENS AFFILIÉS À LA DEMANDE DU PRÉSIDENT
DU DOMAINE ET DE SES AFFILIÉS (SYNDICAT)

Communes concernées dans le département de la Loire :

Aiguères, Anizay, Bédarrats, Bessy, Bourneil de la Loire, Pouilly-sur-Chenais,
Chénais, Saint-Denis-de-Cabannes, Chénais, Saint-Sébastien de Mont
Loup, Coudray, Saint-Hilaire-sur-Chenais, Luchat, Saint-Hilaire-sur-
Chenais, La Chapelle, Vieux, Bessy, Senecey, Senecey, Senecey, Senecey,
Coudray

Communes concernées dans le département de Saône-et-Loire :

Aiguères, Anizay, Bédarrats, Bessy, Bourneil de la Loire, Pouilly-sur-Chenais,
Chénais, Saint-Denis-de-Cabannes, Chénais, Saint-Sébastien de Mont
Loup, Coudray, Saint-Hilaire-sur-Chenais, Luchat, Saint-Hilaire-sur-
Chenais, La Chapelle, Vieux, Bessy, Senecey, Senecey, Senecey, Senecey,
Coudray

Communes concernées dans le département de Rhône :

Aiguères, Anizay, Bédarrats, Bessy, Bourneil de la Loire, Pouilly-sur-Chenais,
Chénais, Saint-Denis-de-Cabannes, Chénais, Saint-Sébastien de Mont
Loup, Coudray, Saint-Hilaire-sur-Chenais, Luchat, Saint-Hilaire-sur-
Chenais, La Chapelle, Vieux, Bessy, Senecey, Senecey, Senecey, Senecey,
Coudray

Communes concernées dans le département de Loire :

Aiguères, Anizay, Bédarrats, Bessy, Bourneil de la Loire, Pouilly-sur-Chenais,
Chénais, Saint-Denis-de-Cabannes, Chénais, Saint-Sébastien de Mont
Loup, Coudray, Saint-Hilaire-sur-Chenais, Luchat, Saint-Hilaire-sur-
Chenais, La Chapelle, Vieux, Bessy, Senecey, Senecey, Senecey, Senecey,
Coudray

[illegible][illegible]

Département	Titres	Date de parution	
		1 ^{er} avis	2 ^{ème} avis
LOIRE	Le Pays Roannais	31/10/2024	18/11/2024
	Le Paysan de La Loire	1/11/2024	15/11/2024

E24000073/69

Enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général au titre de l'article L.211-7 du Code de l'environnement comportant une déclaration loi sur l'eau, pour la mise en œuvre des plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents.

Annexe 4 : parutions annonces légales RHÔNE



Pie arrêté préfectoral du 9 octobre 2024, une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) pour la période 2025-2034 au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, est organisée du 18 novembre 2024 à 10h au 3 décembre 2024 à 10h, sur la demande présentée par le SYMCOA pour la mise en œuvre de son programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable :

- sur support papier en mairie de Belleville-en-Beaujolais, siège de l'enquête, Le Perrier, et Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ;
- sur la plateforme électronique dédiée en place pour l'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Un accès gratuit au dossier est disponible sur un poste informatique en mairie de La Havre.

Des informations peuvent être demandées au SYMCOA, auprès de M. Lucien ALBERT, responsable urbanisme, à l'adresse suivante : Lucien.Albert@symcoa.fr, ou par téléphone au 04 77 99 00 24, ou à l'adresse postale du SYMCOA - 116 rue Grégoire HUGO LAFITE, M. Hervé FICQET, retraité-directeur d'organismes professionnels agricoles, chargé de mission technique, se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions. Adresse et coordonnées au 116 rue Grégoire HUGO LAFITE.

Le PERROCH le mardi 18 novembre 2024 de 14h à 17h à la PORTE DES PIERRES DORÉES (PÉRIEUX) le jeudi 28 novembre 2024 de 14h à 17h à la BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS le mardi 3 décembre 2024 de 14h à 17h

M. Orlin GÉNAVE, commissaire-enquêteur suppléant, sera présent à l'ouverture de l'enquête, en cas d'empêchement.

Pendant la durée de l'enquête, des observations peuvent être introduites sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie de Belleville-en-Beaujolais, Le Perrier, et en mairie de Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ; ou sur la plateforme électronique dédiée : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>, ou sur un registre électronique accessible sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Les observations et propositions reçues par écrit ou adressées par voie postale au commissaire-enquêteur pendant la durée de l'enquête sont adressées au registre d'enquête ouvert à la mairie du siège.

Copies qui sont transmises par voie électronique sont consultables sur le registre électronique.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions relatives au programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme, sont adressés au préfet de la Loire et au préfet de la Rhodanie, à la Direction départementale des territoires, services aux citoyens et risques, ainsi que sur le site internet des collectivités de l'état de la Rhodanie : www.rhone.gouv.fr

Au terme de la procédure, le préfet de la Rhodanie est l'autorité compétente pour statuer sur la déclaration d'intérêt général de l'opération.

Document



Pie arrêté préfectoral du 9 octobre 2024, une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) pour la période 2025-2034 au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, est organisée du 18 novembre 2024 à 10h au 3 décembre 2024 à 10h, sur la demande présentée par le SYMCOA pour la mise en œuvre de son programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable :

- sur support papier en mairie de Belleville-en-Beaujolais, siège de l'enquête, Le Perrier, et Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ;
- sur la plateforme électronique dédiée en place pour l'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Un accès gratuit au dossier est disponible sur un poste informatique en mairie de La Havre.

Des informations peuvent être demandées au SYMCOA, auprès de M. Lucien ALBERT, responsable urbanisme, à l'adresse suivante : Lucien.Albert@symcoa.fr, ou par téléphone au 04 77 99 00 24, ou à l'adresse postale du SYMCOA - 116 rue Grégoire HUGO LAFITE, M. Hervé FICQET, retraité-directeur d'organismes professionnels agricoles, chargé de mission technique, se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions. Adresse et coordonnées au 116 rue Grégoire HUGO LAFITE.

Le PERROCH le mardi 18 novembre 2024 de 14h à 17h à la PORTE DES PIERRES DORÉES (PÉRIEUX) le jeudi 28 novembre 2024 de 14h à 17h à la BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS le mardi 3 décembre 2024 de 14h à 17h

M. Orlin GÉNAVE, commissaire-enquêteur suppléant, sera présent à l'ouverture de l'enquête, en cas d'empêchement.

Pendant la durée de l'enquête, des observations peuvent être introduites sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie de Belleville-en-Beaujolais, Le Perrier, et en mairie de Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ; ou sur la plateforme électronique dédiée : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>, ou sur un registre électronique accessible sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Les observations et propositions reçues par écrit ou adressées par voie postale au commissaire-enquêteur pendant la durée de l'enquête sont adressées au registre d'enquête ouvert à la mairie du siège.

Copies qui sont transmises par voie électronique sont consultables sur le registre électronique.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions relatives au programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme, sont adressés au préfet de la Loire et au préfet de la Rhodanie, à la Direction départementale des territoires, services aux citoyens et risques, ainsi que sur le site internet des collectivités de l'état de la Rhodanie : www.rhone.gouv.fr

Au terme de la procédure, le préfet de la Rhodanie est l'autorité compétente pour statuer sur la déclaration d'intérêt général de l'opération.

Document



Pie arrêté préfectoral du 9 octobre 2024, une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) pour la période 2025-2034 au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, est organisée du 18 novembre 2024 à 10h au 3 décembre 2024 à 10h, sur la demande présentée par le SYMCOA pour la mise en œuvre de son programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable :

- sur support papier en mairie de Belleville-en-Beaujolais, siège de l'enquête, Le Perrier, et Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ;
- sur la plateforme électronique dédiée en place pour l'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Un accès gratuit au dossier est disponible sur un poste informatique en mairie de La Havre.

Des informations peuvent être demandées au SYMCOA, auprès de M. Lucien ALBERT, responsable urbanisme, à l'adresse suivante : Lucien.Albert@symcoa.fr, ou par téléphone au 04 77 99 00 24, ou à l'adresse postale du SYMCOA - 116 rue Grégoire HUGO LAFITE, M. Hervé FICQET, retraité-directeur d'organismes professionnels agricoles, chargé de mission technique, se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions. Adresse et coordonnées au 116 rue Grégoire HUGO LAFITE.

Le PERROCH le mardi 18 novembre 2024 de 14h à 17h à la PORTE DES PIERRES DORÉES (PÉRIEUX) le jeudi 28 novembre 2024 de 14h à 17h à la BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS le mardi 3 décembre 2024 de 14h à 17h

M. Orlin GÉNAVE, commissaire-enquêteur suppléant, sera présent à l'ouverture de l'enquête, en cas d'empêchement.

Pendant la durée de l'enquête, des observations peuvent être introduites sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie de Belleville-en-Beaujolais, Le Perrier, et en mairie de Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ; ou sur la plateforme électronique dédiée : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>, ou sur un registre électronique accessible sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Les observations et propositions reçues par écrit ou adressées par voie postale au commissaire-enquêteur pendant la durée de l'enquête sont adressées au registre d'enquête ouvert à la mairie du siège.

Copies qui sont transmises par voie électronique sont consultables sur le registre électronique.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions relatives au programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme, sont adressés au préfet de la Loire et au préfet de la Rhodanie, à la Direction départementale des territoires, services aux citoyens et risques, ainsi que sur le site internet des collectivités de l'état de la Rhodanie : www.rhone.gouv.fr

Au terme de la procédure, le préfet de la Rhodanie est l'autorité compétente pour statuer sur la déclaration d'intérêt général de l'opération.

Document



Pie arrêté préfectoral du 9 octobre 2024, une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG) pour la période 2025-2034 au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, est organisée du 18 novembre 2024 à 10h au 3 décembre 2024 à 10h, sur la demande présentée par le SYMCOA pour la mise en œuvre de son programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable :

- sur support papier en mairie de Belleville-en-Beaujolais, siège de l'enquête, Le Perrier, et Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ;
- sur la plateforme électronique dédiée en place pour l'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Un accès gratuit au dossier est disponible sur un poste informatique en mairie de La Havre.

Des informations peuvent être demandées au SYMCOA, auprès de M. Lucien ALBERT, responsable urbanisme, à l'adresse suivante : Lucien.Albert@symcoa.fr, ou par téléphone au 04 77 99 00 24, ou à l'adresse postale du SYMCOA - 116 rue Grégoire HUGO LAFITE, M. Hervé FICQET, retraité-directeur d'organismes professionnels agricoles, chargé de mission technique, se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions. Adresse et coordonnées au 116 rue Grégoire HUGO LAFITE.

Le PERROCH le mardi 18 novembre 2024 de 14h à 17h à la PORTE DES PIERRES DORÉES (PÉRIEUX) le jeudi 28 novembre 2024 de 14h à 17h à la BELLEVILLE-EN-BEAUJOLAIS le mardi 3 décembre 2024 de 14h à 17h

M. Orlin GÉNAVE, commissaire-enquêteur suppléant, sera présent à l'ouverture de l'enquête, en cas d'empêchement.

Pendant la durée de l'enquête, des observations peuvent être introduites sur le registre d'enquête ouvert à cet effet en mairie de Belleville-en-Beaujolais, Le Perrier, et en mairie de Porte des Pierres Dorées (accès aux jours et heures d'ouverture au public) ; ou sur la plateforme électronique dédiée : <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>, ou sur un registre électronique accessible sur le site internet <https://www.registre-numerique.fr/avis-d-enquete-publique>

Les observations et propositions reçues par écrit ou adressées par voie postale au commissaire-enquêteur pendant la durée de l'enquête sont adressées au registre d'enquête ouvert à la mairie du siège.

Copies qui sont transmises par voie électronique sont consultables sur le registre électronique.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions relatives au programme pluriannuel de gestion des bords de l'eau et des berges des rivières du Beaujolais, ainsi que les actions liées à la mise en œuvre de ce programme, sont adressés au préfet de la Loire et au préfet de la Rhodanie, à la Direction départementale des territoires, services aux citoyens et risques, ainsi que sur le site internet des collectivités de l'état de la Rhodanie : www.rhone.gouv.fr

Au terme de la procédure, le préfet de la Rhodanie est l'autorité compétente pour statuer sur la déclaration d'intérêt général de l'opération.

Document

Département	Titres	Date de parution	
		1 ^{er} avis	2 ^{ème} avis
RHÔNE	Le Progrès	31/10/2024	18/11/2024
	Le Patriote Beaujolais	31/10/2024	14/11/2024

Enquête publique préalable à la Déclaration d'Intérêt Général au titre de l'article L.211-7 du Code de l'environnement comportant une déclaration loi sur l'eau, pour la mise en œuvre des plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents.

E24000073/69



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Michel LAMARQUE, président du SYMISOA, certifie par la présente avoir affiché aux lieux indiqués ci-dessous, du 31 octobre au 30 novembre 2024 inclus, l’avis d’enquête publique préalable à la déclaration d’intérêt général, au titre de la loi sur l’eau, pour la mise en œuvre des plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents.

Lieux d’affichage :

- Pont sur le Sornin, rue du pont de Pierre (42190 CHARLIEU)
- Le long du Botoiret, avenue du Château (71170 CHAUFFAILLES)
- Pont sur le Sornin aux Moquets (71800 LA CHAPELLE/DUN)
- Passerelle sur le Jarnossin, Bas de Rajasse (42720 POUILLY/CHARLIEU)
- Pont sur le Jarnossin, la rivière (42720 NANDAX)
- Siège du SYMISOA (42720 POUILLY/CHARLIEU)

Certificat établi et délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Pouilly/Charlieu, le 06/12/2024

Le Président,



Syndicat **M**ixte des rivières du **S**ornin et de ses **A**ffluents
321 rue de Mardigny – 42720 POUILLY / CHARLIEU
Tél. : 04.77.60.97.91 – www.symisoa.fr

ENQUÊTE PUBLIQUE INTER-PRÉFECTORALE PRÉALABLE À UNE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE GESTION DU SORNIN, DU JARNOSSIN ET DE LEURS AFFLUENTS

RECAPITULATIF DES MESURES D'AFFICHAGE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Commune	Département	Affichage jaune	Affichage arrêté
ARCINGES	42		OUI
BELLEROCHÉ	42		OUI
BELMONT-DE-LA-LOIRE	42		OUI
BOYER	42		OUI
CHANDON	42		OUI
CHARLIEU	42	OUI	OUI
COUTOUVRE	42		OUI
CUINZIER	42		OUI
ECOCHÉ	42		OUI
JARNOSSE	42		OUI
LE CERGNE	42		OUI
MAIZILLY	42		OUI
MARS	42		OUI
NANDAX	42		OUI
POUILLY-SOUS-CHARLIEU	42		OUI
SEVELINGES	42		OUI
ST-DENIS-DE-CABANNE	42		OUI
ST-GERMAIN-LA-MONTAGNE	42		OUI
ST-HILAIRE-SOUS-CHARLIEU	42		OUI
ST-NIZIER-SOUS-CHARLIEU	42		OUI
VILLERS	42	OUI	OUI
VOUGY	42		OUI
AIGUEPERSE	69		OUI
AZOLETTE	69		OUI
PROPIERES	69		OUI
ST-BONNET-DES-BRUYERES	69		OUI
ST-CLEMENT-DE-VERS	69		OUI
ST-IGNY-DE-VERS	69	OUI	OUI
ANGLURE-SOUS-DUN	71		OUI
BAUDEMONT	71		OUI
CHASSIGNY-SOUS-DUN	71		OUI
CHATEAUNEUF	71		OUI
CHATENAY	71		OUI
CHAUFFAILLES	71	OUI	OUI
COUBLANC	71		OUI
CURBIGNY	71		OUI
FLEURY-LA-MONTAGNE	71		OUI
GIBLES	71		OUI
LA CHAPELLE-SOUS-DUN	71		OUI
LA CLAYETTE	71	OUI	OUI
LIGNY-EN-BRIONNAIS	71		OUI

Annexe 4 : Certificat d'affichage page 3/3

MUSSY-SOUS-DUN	71		OUI
ST-BONNET-DE-CRAY	71		OUI
ST-CHRISTOPHE-EN-BRIONNAIS	71		OUI
ST-EDMOND	71		OUI
ST-IGNY-DE-ROCHE	71		OUI
ST-JULIEN-DE-JONZY	71		OUI
ST-LAURENT-EN-BRIONNAIS	71		OUI
ST-MARTIN-DE-LIXY	71		OUI
ST-MAURICE-LES-CHATEAUNEUF	71		OUI
ST-RACHO	71		OUI
ST-SYMPHORIEN-DES-BOIS	71		OUI
TANCON	71		OUI
VAREILLES	71		OUI
VARENNES-SOUS-DUN	71		OUI
VAUBAN	71		OUI

A Pouilly/Charlieu, le 10/12/2024
Michel LAMARQUE, président :



Annexe 5 : calendrier prévisionnel et estimation financière des travaux par année, par cours d'eau et par commune, page 1/6

DIG Sornin Jarnossin 2024-2029

ANNEXE 4

Fiche action	Nom de la fiche action	Masse d'eau	Cours d'eau	Département	Commune	Linéaire concerné (ml de cours d'eau)	Nb concerné	Maître d'ouvrage	Année de réalisation	Montant prévisionnel total HT
ENTRETIEN DES COURS D'EAU										
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier	876		SYMISOA	2024	1 079
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu	1121		SYMISOA	2024	1 381
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	392		SYMISOA	2024	483
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1059		SYMISOA	2024	1 305
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de Cabanne	676		SYMISOA	2024	833
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Pontbrenon	42	Ecoche	67		SYMISOA	2024	83
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Aaron	42	Belmont	364		SYMISOA	2024	449
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	2240		SYMISOA	2024	2 760
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Edmont, St Martin, Ch	1241		SYMISOA	2024	1 529
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	Chassigny, Mussy	141		SYMISOA	2024	174
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR2262	Genette	71	La Clayette, Baudemont	3195		SYMISOA	2024	3 937
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier, Charlieu	3167		SYMISOA	2024	3 902
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Martin, St Edmond	2491		SYMISOA	2024	3 069
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Maurice, Chateaufort	2761		SYMISOA	2024	3 402
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	Chassigny, la Chapelle	3449		SYMISOA	2024	4 250
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1735	Chandonnet	42	Pouilly, Mars, Chandon	6350		SYMISOA	2024	7 825
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1735	Bézo	71	St Bonnet de Cray, Ligny	7286		SYMISOA	2024	8 978
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Aaron, pontbrenon	71	Coubanc, Tancon	1612		SYMISOA	2024	1 986
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu, Chandon	420		SYMISOA	2024	518
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1740	Equetteries	42	Charlieu	850		SYMISOA	2024	1 047
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1735	Planchettes	42	Charlieu	510		SYMISOA	2024	628
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Pouilly	1660		charlieu belm	2024	8 674
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Vougy, Nandax	1737		charlieu belm	2024	9 076
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier	876		SYMISOA	2025	1 233
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu	1121		SYMISOA	2025	1 578
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	392		SYMISOA	2025	552
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1059		SYMISOA	2025	1 490
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de Cabanne	676		SYMISOA	2025	951
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Pontbrenon	42	Ecoche	67		SYMISOA	2025	94
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Aaron	42	Belmont	364		SYMISOA	2025	512
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	2240		SYMISOA	2025	3 153
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Edmont, St Martin, Ch	1241		SYMISOA	2025	1 747
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	Chassigny, Mussy	141		SYMISOA	2025	198
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR2262	Genette	71	La Clayette, Baudemont	3195		SYMISOA	2025	4 497
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	1047		SYMISOA	2025	1 474
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR1777	Bézo	71	St Bonnet de C	1389		SYMISOA	2025	1 955
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	Varenes, St Racho	439		SYMISOA	2025	618
B1.1.1	Entretien les cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	69	St Clement de Vers, St lg	371		SYMISOA	2025	522

Page 1 de 6

Annexe 5 : calendrier prévisionnel et estimation financière des travaux par année, par cours d'eau et par commune, page 2/6

DIG Sornin Jarnossin 2024-2029

ANNEXE 4

N° Fiche action	Nom de la fiche action	Masse d'eau	Cours d'eau	Département	Commune	Linéaire concerné (ml de cours d'eau)	Nb concerné	Maître d'ouvrage	Année de réalisation	Montant prévisionnel total HT
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	St Maurice	139		SYMISOA	2025	196
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	1582		SYMISOA	2025	2 227
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de C., Maizilly	2218		SYMISOA	2025	3 122
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	71	Stigny de Roche	410		SYMISOA	2025	577
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	La Chapelle/Dun	2995		SYMISOA	2025	4 215
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42-71	Maizilly, Tancon	733		SYMISOA	2025	1 032
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Chandonnet	42	Arcinges, Cuinzier, Mars	3800		SYMISOA	2025	5 348
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1457		SYMISOA	2025	2 051
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1740	Equetteries	42-71	St Denis de Cabanne, St	1850		SYMISOA	2025	2 604
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Magourcines	71	St Bonnet de Cray	916		SYMISOA	2025	1 289
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	1600		SYMISOA	2025	2 252
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	69	Aigueperse, St Clément	3586		SYMISOA	2025	5 047
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Pouilly	1660		SYMISOA	2025	8 208
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Nandax	1930		SYMISOA	2025	9 542
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier	876		SYMISOA	2026	1 120
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu	1121		SYMISOA	2026	1 433
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	392		SYMISOA	2026	501
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1059		SYMISOA	2026	1 354
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de Cabanne	676		SYMISOA	2026	864
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Pontbrenon	42	Ecoche	67		SYMISOA	2026	86
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	42	Belmont	364		SYMISOA	2026	465
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	2240		SYMISOA	2026	2 863
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Edmont, St Martin, Ch	1241		SYMISOA	2026	1 586
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	Chassigny, Mussy	141		SYMISOA	2026	180
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR2262	Genette	71	La Clayette, Baudemont	3195		SYMISOA	2026	4 084
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier, Charlie	3167		SYMISOA	2026	4 048
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Martin, St Edmond	2491		SYMISOA	2026	3 184
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Maurice, Chateaneu	2761		SYMISOA	2026	3 529
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	Chassigny, la Chapelle	3449		SYMISOA	2026	4 409
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Chandonnet	42	Pouilly, Mars, Chandon	6350		SYMISOA	2026	8 117
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Bézo	71	St Bonnet de Cray, Ligny	7286		SYMISOA	2026	9 314
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron, pontbrenon	71	Coublanc, Tancon	1612		SYMISOA	2026	2 061
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu, Chandon	420		SYMISOA	2026	537
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1740	Equetteries	42	Charlieu	850		SYMISOA	2026	1 087
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Planchettes	42	Charlieu	510		SYMISOA	2026	652
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Pouilly	1660		SYMISOA	2026	7 342
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin de sévelinges	42	Nandax, Jarnosse	2353		SYMISOA	2026	10 408
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier	876		SYMISOA	2027	970

Page 2 de 6

Annexe 5 : calendrier prévisionnel et estimation financière des travaux par année, par cours d'eau et par commune, page 3/6

DIG Sornin Jarnossin 2024-2029										
ANNEXE 4										
N° Fiche action	Nom de la fiche action	Masse d'eau	Cours d'eau	Département	Commune	Linéaire concerné (ml de cours d'eau)	Nb concerné	Maître d'ouvrage	Année de réalisation	Montant prévisionnel total HT
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu	1121		SYMISOA	2027	1 241
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	392		SYMISOA	2027	434
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1059		SYMISOA	2027	1 172
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de Cabanne	676		SYMISOA	2027	748
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Pontbrenon	42	Ecoche	67		SYMISOA	2027	74
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	42	Belmont	364		SYMISOA	2027	403
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	2240		SYMISOA	2027	2 480
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Edmont, St Martin, Ch	1241		SYMISOA	2027	1 374
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	Chassigny, Mussy	141		SYMISOA	2027	156
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR2262	Genette	71	La Clayette, Baudemont	3195		SYMISOA	2027	3 537
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	1047		SYMISOA	2027	1 159
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	71	St Bonnet de C	1389		SYMISOA	2027	1 538
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	Varennes, St Racho	439		SYMISOA	2027	486
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	69	St Clement de Vers, St Ig	371		SYMISOA	2027	411
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	St Maurice	139		SYMISOA	2027	154
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	1582		SYMISOA	2027	1 752
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de C., Maizilly	2218		SYMISOA	2027	2 456
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	71	Stigny de Roche	410		SYMISOA	2027	454
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	La Chapelle/Dun	2995		SYMISOA	2027	3 316
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42-71	Maizilly, Tancon	733		SYMISOA	2027	812
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Chandonnet	42	Arcinges, Cuinzier, Mars	3800		SYMISOA	2027	4 207
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1457		SYMISOA	2027	1 613
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1740	Equetteries	42-71	St Denis de Cabanne, St	1850		SYMISOA	2027	2 048
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Magourcines	71	St Bonnet de Cray	916		SYMISOA	2027	1 014
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	1600		SYMISOA	2027	1 771
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	69	Aigueperse, St Clément	3586		SYMISOA	2027	3 970
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	pouilly	1660		SYMISOA	2027	7 252
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Jarnosse, Sevelinges	2403		SYMISOA	2027	10 498
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier	876		SYMISOA	2028	880
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu	1121		SYMISOA	2028	1 126
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	392		SYMISOA	2028	394
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1059		SYMISOA	2028	1 063
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de Cabanne	676		SYMISOA	2028	679
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Pontbrenon	42	Ecoche	67		SYMISOA	2028	67
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	42	Belmont	364		SYMISOA	2028	366
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chauffailles	2240		SYMISOA	2028	2 250
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Edmont, St Martin, Ch	1241		SYMISOA	2028	1 246
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	Chassigny, Mussy	141		SYMISOA	2028	142
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR2262	Genette	71	La Clayette, Baudemont	3195		SYMISOA	2028	3 209

Annexe 5 : calendrier prévisionnel et estimation financière des travaux par année, par cours d'eau et par commune, page 4/6

DIG Sornin Jarnossin 2024-2029

ANNEXE 4

N° Fiche action	Nom de la fiche action	Masses d'eau	Cours d'eau	Département	Commune	Linéaire concerné (ml de cours d'eau)	Nb concerné	Maître d'ouvrage	Année de réalisation	Montant prévisionnel total HT
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier, Charlieu	3167		SYMISOA	2028	3 180
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Martin, St Edmond	2491		SYMISOA	2028	2 502
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Maurice, Chateaufort	2761		SYMISOA	2028	2 773
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	Chassigny, la Chapelle	3449		SYMISOA	2028	3 464
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Chandonnet	42	Pouilly, Mars, Chandon	6350		SYMISOA	2028	6 377
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Bézo	71	St Bonnet de Cray, Ligny	7286		SYMISOA	2028	7 317
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron, pontbrenon	71	Coublanc, Tancon	1612		SYMISOA	2028	1 619
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu, Chandon	420		SYMISOA	2028	422
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1740	Equetteries	42	Charlieu	850		SYMISOA	2028	854
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Planchettes	42	Charlieu	510		SYMISOA	2028	512
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	pouilly	1660		SYMISOA	2028	7 146
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Nandax	2463		SYMISOA	2028	10 604
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Pouilly, St Nizier	876		SYMISOA	2029	1 004
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu	1121		SYMISOA	2029	1 285
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	392		SYMISOA	2029	449
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1059		SYMISOA	2029	1 214
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de Cabanne	676		SYMISOA	2029	775
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Pontbrenon	42	Ecoche	67		SYMISOA	2029	77
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	42	Belmont	364		SYMISOA	2029	417
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chaufailles	2240		SYMISOA	2029	2 567
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	St Edmond, St Martin, Ch	1241		SYMISOA	2029	1 422
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	Chassigny, Mussy	141		SYMISOA	2029	162
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR2262	Genette	71	La Clayette, Baudemont	3195		SYMISOA	2029	3 662
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	1047		SYMISOA	2029	1 200
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	71	St Bonnet de C	1389		SYMISOA	2029	1 592
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	Varennes, St Racho	439		SYMISOA	2029	503
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	69	St Clement de Vers, St Ig	371		SYMISOA	2029	425
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Mussy	71	St Maurice	139		SYMISOA	2029	159
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	71	Chaufailles	1582		SYMISOA	2029	1 813
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42	St Denis de C., Maizilly	2218		SYMISOA	2029	2 542
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Aaron	71	St Igny de Roche	410		SYMISOA	2029	470
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	71	La Chapelle/Dun	2995		SYMISOA	2029	3 432
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0187	Botoret	42-71	Maizilly, Tancon	733		SYMISOA	2029	840
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1735	Chandonnet	42	Arcinges, Cuzinier, Mars	3800		SYMISOA	2029	4 355
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0186	Sornin aval	42	St Denis de Cabanne	1457		SYMISOA	2029	1 670
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1740	Equetteries	42-71	St Denis de Cabanne, St	1850		SYMISOA	2029	2 120
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Magourcines	71	St Bonnet de Cray	916		SYMISOA	2029	1 050
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1777	Bézo	42	Charlieu	1600		SYMISOA	2029	1 834
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR0185	Sornin amont	69	Aigueperse, St Clément	3586		SYMISOA	2029	4 110

Page 4 de 6

Annexe 5 : calendrier prévisionnel et estimation financière des travaux par année, par cours d'eau et par commune, page 4/6

DIG Sornin Jarnossin 2024-2029

ANNEXE 4


N° Fiche action	Nom de la fiche action	Masse d'eau	Cours d'eau	Département	Commune	Linéaire concerné (ml de cours d'eau)	Nb concerné	Maître d'ouvrage	Année de réalisation	Montant prévisionnel total HT
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	pouilly	1660		SYMISOA	2029	6 293
B1.1.1	Entretien des cours d'eau	FRGR1722	Jarnossin	42	Boyer, Jarnosse	3022		SYMISOA	2029	11 457
MISE EN DEFENS ET PLANTATIONS POUR RECONSTITUER LA RIPISYLVE										
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1740	Equetteries	71	St Bonnet de Cray, St Ed	1500		SYMISOA	2024	175 947
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1722	Font Bonnet	42	Nandax, St Hilaire	1850		charlieu beln	2024	67166
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR0186	Sornin aval	42	Charlieu, Chandon	1500		SYMISOA	2025	178 186
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1722	Tesche	42	Coutouvre, Boyer	1645		SYMISOA	2025	82333
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1740	Equetteries	71	St Edmond, Ligny en Bric	1500		SYMISOA	2026	180 492
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1722	Jarnossin de Cuinzier	42	Cuinzier, Villers, Jarnoss	1370		SYMISOA	2026	40683
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1740	Equetteries	71	St Edmond, Ligny en Bric	1500		SYMISOA	2027	151 786
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1722	Jarnossin de Cuinzier	42	Cuinzier, Villers, Jarnoss	1370		SYMISOA	2027	40683
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR0185	Mussy	42	St Germain la Montagne	1500		SYMISOA	2028	153 468
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR1722	Jarnossin confluence Fond Bonnet	42	Nandax, Pouilly, Vougy	1474		SYMISOA	2028	60066
B1.1.2	Mettre en défens les berges et reconstituer la ripisylve	FRGR0185	Mussy	71	Anglure, Mussy/Dun, Ch	1500		SYMISOA	2029	155200
REMARQUE : les linéaires et montants indiqués ci-dessus pour la mise en défens correspondent aux linéaires prioritaires de négociation des travaux, étant entendu que la mise en œuvre effective est conditionnée à l'accord préalable des propriétaires et des exploitants										
PRESERVATION DES ZONES HUMIDES										
B1.2.2	Réaliser une animation foncière pour préserver les zones humides		Bassin versant Sornin Jarnossin	42, 71 et	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2027	Enveloppe travaux définie à mi-parcours
B1.2.2	Réaliser une animation foncière pour préserver les zones humides		Bassin versant Sornin Jarnossin	42, 71 et	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2028	
B1.2.2	Réaliser une animation foncière pour préserver les zones humides		Bassin versant Sornin Jarnossin	42, 71 et	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2029	

Annexe 5 : calendrier prévisionnel et estimation financière des travaux par année, par cours d'eau et par commune, page 6/6

DIG Sornin Jarnossin 2024-2029

ANNEXE 4

N° Fiche action	Nom de la fiche action	Masses d'eau	Cours d'eau	Département	Commune	Linéaire concerné (ml de cours d'eau)	Nb concerné	Maître d'ouvrage	Année de réalisation	Montant prévisionnel total HT
RESTAURATION DES MARES										
B3.2.1	Restaurer les mares		Bassin versant Sornin	71	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2025	30 000
B3.2.1	Restaurer les mares		Bassin versant Sornin Jarnossin	42	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2025	30 000
B3.2.1	Restaurer les mares		Bassin versant Sornin	71	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2027	30 000
B3.2.1	Restaurer les mares		Bassin versant Sornin Jarnossin	42	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2027	36 000
B3.2.1	Restaurer les mares		Bassin versant Sornin	69	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2027	24 000
B3.2.1	Restaurer les mares		Bassin versant Sornin	71	Selon résultat des négociations avec les propriétaires et les exploitants			SYMISOA	2029	30 000



**PLAN DE GESTION DU SORNIN, DU JARNOSSIN
ET DE LEURS AFFLUENTS**

Inscrit au contrat de rivière Sornin Jarnossin 2024-2029

Demande de déclaration d'intérêt général


ENQUETE PUBLIQUE

**MEMOIRE EN REPONSE AUX OBSERVATIONS ET
REMARQUES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

(Procès verbal de synthèse DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
REMIS LE 05/12/2024)

Pétitionnaire :

SYMISCA (Syndicat mixte des rivières du Sornin et de ses affluents)
321 rue de Marcigny
42720 POUILLY/CHARLIEU
T : 04.77.60.97.91 - c.dechavanne@symisca.fr



LA PRESENTE NOTE REpond AUX OBSERVATIONS ET REMARQUES FORMULEES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR A L'ISSUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE QUI S'EST TENUE DU 14/11/2024 AU 30/11/2024, CONCERNANT LA DECLARATION D'INTERET GENERAL POUR PROCEDER A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DU SORNIN, DU JARNOSSIN ET DE LEURS AFFLUENTS.

1. Observation déposée sur le registre dématérialisé

« Une importante et pertinente réflexion se pose sur le devenir de l'étang de Cadolon. Cet ouvrage créé à l'époque pour la force motrice de l'usine de tissage en aval est situé sur deux communes : Ecoche (département Loire) et St Igny de Roche (département Saône et Loire) alimenté par la rivière l'Aron. Cette importante réflexion doit associer le propriétaire, le SYMISDA, les communes précitées ci-dessus, la commune de Belmont de la Loire (3 km en amont), le SDIS de Saône et Loire (pompiers de Chauffailles) et le SDIS de la Loire (pompiers de Belmont) afin que cette retenue d'eau en bordure de la RD4 soit dédiée à une réserve en cas d'incendie et également zone de puisage pour l'abreuvement du bétail en période d'étiage et de sécheresse. Sur ces trois communes limitrophes se situent de très grandes superficies boisées en résineux avec des habitations parfois en bordure. Cette retenue d'eau serait indispensable pour la défense incendie en période de sécheresse car le réseau d'adduction eau potable n'est pas en capacité de répondre à une utilisation sévère pour combattre ces sinistres ».

REPONSE :

Aucune action concernant le devenir de l'étang de Cadolon n'est inscrite dans la DGS.

Cependant, le contrat de rivière 2024-2029 comporte dans le volet dédié à la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, une fiche action intitulée « étudier la faisabilité de l'effacement de l'étang de Cadolon ». Il s'agira de mener une étude de faisabilité intégrant l'ensemble des enjeux du site : sécurité des populations en lien avec l'état de la digue, continuité écologique, enjeux de biodiversité et usages existants (principalement abreuvement du bétail et sécurité incendie). Un comité de pilotage sera mis en place associant largement l'ensemble des acteurs concernés, notamment ceux listés dans la remarque ci-dessus, dans l'objectif de prendre une décision collective partagée sur l'avenir de cet étang.

2. Observation de Mme DE JOINVILLE, déposée sur le registre de Chauffailles

« Nettoyage de la ripisylve au bord du Sornin. Conséquences : énormes feux de bois mouillés et vert avec volute de fumée sur l'école maternelle de La Chapelle. Restauration de la ripisylve : élimination des végétaux pour replantations ? ».

REPONSE :

Suite à un épisode de tornade survenu en juillet 2024, des centaines d'arbres ont été mis en chablis dans le secteur de La Chapelle/Dun et La Clayette, bloquant des voies de circulation et obstruant les rivières sur de nombreux sites. A ce titre et afin de permettre un retour à la

normal le plus rapidement possible, les riverains et le syndicat de rivière ont été autorisés à brûler les résanents (branchages) après évacuation et tronçonnage des arbres.

En situation normale, le SYMISQA valorise les branchages par broyage. Le broyat est mis à disposition des exploitants ou des propriétaires riverains.

Concernant la restauration de la ripisylve par pose de clôtures et plantations, il est parfois nécessaire de supprimer quelques arbres morts ou dépérissants avant de réaliser les aménagements afin d'éviter qu'ils ne s'écraient sur les clôtures, les abreuvoirs ou les passerelles. Cependant, un maximum de végétation en place est conservé. Par ailleurs, le simple fait de protéger les berges du piétinement par une clôture permet à de nombreux végétaux présents avant plantations (souches broutées, graines présentes dans le sol) de se développer spontanément.

3. Observation de M. PICCINI, déposée sur le registre de Chauffailles

« Je souhaite que soit intégrée la zone humide située en amont de la voie communale vers le pont entre le lieu-dit la Mornière et le bois du Fond Dolent (commune de Nauban) comme indiqué sur la carte ci-dessus ».

REPONSE :

Les zones humides listées et cartographiées dans le dossier de DIG correspondent aux zones repérées comme celles présentant des enjeux forts lors de l'inventaire réalisé de 2014 à 2017. Elles nous permettent de cibler les secteurs sur lesquels axer les efforts de sensibilisation, et à termes de négociation foncière pour la mise en place de convention d'usage, d'ORE (Obligations Réelles Environnementales) voir d'acquisition afin de réaliser des travaux de restauration. Si les discussions concernant cette zone humide en particulier permettent d'envisager concrètement des interventions, l'analyse plus fine du site et des environs immédiats sera réalisée, notamment la pertinence d'intervenir également sur la zone située en amont de la voie communale.

4. Observation de M. LOMBARD, déposée sur le registre de Villers

« Pour réguler les étiages importants, crée une réserve pour de l'irrigation en été, qui permettrait de réalimenter le ruisseau par son excédent ». Remarque du commissaire enquêteur : « cette réserve serait à réaliser en tête de bassin versant ».

REPONSE :

La question de la création de retenues pour l'irrigation ou le soutien des débits d'étiage n'est pas inscrite dans la DIG.

Le SYMISQA porte actuellement une démarche (Eau/Défi) visant à définir collectivement une stratégie locale d'adaptation de la gestion de l'eau face aux changements climatiques. Cette démarche a pour objectifs de trouver un nouvel équilibre entre la ressource en eau qui se raréfie et devient plus aléatoire, d'adapter les usages et de renforcer la capacité des milieux naturels à réguler le cycle local de l'eau qui devient plus capricieux. Le sujet de la gestion de

la ressource pour l'irrigation – qui est marginale pour l'instant sur le territoire – et du soutien des débits d'étiage est de fait totalement intégrée à ces réflexions.

Observations du commissaire enquêteur :

5. A propos des démarches administratives envers les agriculteurs et/ou les propriétaires

« Le Code rural et de la pêche maritime prévoit dans ce cas d'intervention l'agrément du propriétaire et de l'exploitant.

Qu'en est-il :

- Dans le cas où le propriétaire exploitant refuse le passage sur sa parcelle pour une intervention sur la berge ou le Xi ruisseau limitrophe de ladite parcelle, par les agents ou leurs ayants-droits (entreprises extérieures) du SYMISQA ?
- Dans le cas où l'exploitant n'est pas propriétaire et que l'un ou l'autre refuse d'adhérer à la convention ? »

REPONSE :

Le syndicat n'intervient qu'avec l'accord du propriétaire ET de l'exploitant. Si l'un ou l'autre refuse les travaux qui sont proposés (entretien ou restauration de la ripisylve), l'intervention n'a pas lieu.

La seule exception concerne les interventions d'urgence traitant de questions de sécurité publique, à savoir la gestion d'embâcles pouvant mettre en péril directement un ouvrage de type pont ou tout autre infrastructure publique ou bâtiment. Dans ce cas, l'intervention est imposée au propriétaire et à son exploitant en associant le maire de la commune, au titre de son pouvoir de police générale visant notamment à assurer la sécurité de ses administrés.

6. Concernant les plantes envahissantes

« La prolifération de ces plantes et en particulier la renouée du japon semble être un véritable fléau environnemental. D'un petit foyer, souvent installé sur les ripisylves, elles présentent la particularité d'envahir toute une zone en étouffant la flore existante de proximité.

- N'y a-t-il pas d'autres solutions et en particulier pour les petits foyers naissants que le fauchage, quand on sait que le moindre morceau peut, dans un milieu favorable comme les ripisylves, devenir un foyer vite incontrôlable dans ses dimensions ?

Concernant les actions contre les espèces exotiques envahissantes, des mesures complémentaires pourraient être prises pour éviter toute dissémination sur des sites vierges.

- Est-ce qu'une formation continue « spécifique » est dispensée auprès de vos agents et techniciens exécutant les nettoyages des bords de rivière (environnement favorable au développement de cette plante) ?
- Peut-il être envisagé une sensibilisation auprès des agriculteurs, pêcheurs, usagers des bords d'eau face à ce fléau ? »



REPONSE :

Les agents du syndicat sont tous formés à la reconnaissance de cette plante et aux bonnes pratiques à tenir pour la contrôler ou la supprimer quand cela est possible. Les très petits foyers de renouée qui sont rencontrés par nos agents lors de leurs travaux sur berges sont supprimés par arrachage des plants avec leurs racines.

Une sensibilisation des principaux acteurs du bassin versant est réalisée par différents moyens : réunions de sensibilisation des agents communaux et des élus, diffusion d'une plaquette et d'informations spécifiques sur le site web du syndicat, interventions auprès d'entreprises de terrassement locales et lors des assemblées générales d'associations locales de pêche, sensibilisation des enfants lors des animations 'rivière' dans les écoles.

7. Concernant les maladies parasites des arbres (chalarose du frêne, ...)

« Ces maladies dégénératrices de certaines variétés d'arbres vont inévitablement, en cas de chute, former dans les ruisseaux des embâcles importants défavorables à la faune aquatique et au transport sédimentaire.

- Avez-vous prévu une mesure préventive pour ces arbres avant leur chute ?
- Font-ils partie des travaux à réaliser dans le cadre de la DIG ?
- Qui évalue les arbres isolés ou non atteints de maladie irréversible ? est-ce que cette évaluation est réalisée en partenariat avec l'exploitant riverain ?
- Est-il envisagé d'abattre certains arbres prématurément, potentiellement malade ou en devenir, en évitant les périodes de reproduction aquatique et de nidification de la faune ?
- Avez-vous prévu d'intervenir – pour les arbres isolés qui devront être abattus – à la marge » et feront-ils l'objet d'une vérification par un écologue ou par une association dédiée au préalable ? »

REPONSE :

Il n'existe pas de mesure préventive pour protéger les frênes de la chalarose. Certains sujets parviennent à se rétablir après l'infection. La diversification des espèces (éviter les boisements monospécifiques de frênes) est un bon moyen de maintenir un état sanitaire satisfaisant.

Les arbres dépérissants sont abattus préventivement dans les secteurs à enjeu hydraulique fort (traversées urbaines) afin d'éviter la formation d'embâcles. En dehors de ces zones, les arbres morts ou dépérissants ne sont pas systématiquement supprimés car ils représentent un intérêt écologique pour de nombreuses espèces, que ce soit les arbres morts sur pieds (chauve-souris, oiseaux, insectes...) ou ceux tombés dans la rivière (zone de cache), s'ils n'obstruent pas complètement les écoulements.

Le marquage des arbres à abattre est systématiquement réalisé en présence du riverain afin de valider son accord préalable.

Dans les secteurs urbains, le syndicat travaille en collaboration avec les services 'espaces verts' des communes qui peuvent faire appel à des experts pour diagnostiquer l'état sanitaire du patrimoine arboré de la commune. Dans ce cadre, le syndicat peut être amené à réaliser des abattages préventifs sur des sujets particulièrement à risque.

8. Concernant la faune aquatique

« En cas de présence d'espèces protégées et recensées localement (loutre, castor...), quelles mesures seront prises pendant les périodes d'intervention et les incidences de mise en défense ? En est-il de même particulièrement pour les écrevisses à pattes blanches – existantes très localement – ainsi que la truite sauvage ? »

REPONSE :

Les chantiers peuvent déranger momentanément les espèces présentes par les engins, le bruit et les vibrations générées, mais ce dérangement est de courte durée. La protection de ces espèces nécessite la préservation de leur habitat, qui est par ailleurs protégé du fait de leur statut. En cas d'intervention sur un tronçon présentant une hutte ou un barrage à castor, ces éléments sont identifiés et préservés.

Les rares secteurs présentant des populations d'écrevisses à pattes blanches sont connus grâce aux inventaires des Fédérations de Pêche et de la Société d'Histoire Naturelle d'Autun, partenaires du syndicat. Les facteurs limitants identifiés pour cette espèce dans les secteurs où elle encore présente sont le piétinement du bétail dans le lit et le passage d'engins forestiers dans les cours d'eau. Ainsi, les travaux de mise en défense répondent pleinement à la préservation de cette espèce. Sur ces tronçons, les aménagements sont réalisés en prêtant une attention particulière à tenir les engins le plus possible à l'écart du lit.

Concernant la truite sauvage et les espèces piscicoles en général, les enlèvements d'embâcles ou l'abattage d'arbres penchés peuvent avoir une incidence temporaire sur le milieu aquatique : perte provisoire d'habitat, colmatage partiel éventuel de frayère et dérangement de la faune piscicole. Les modalités de mise en œuvre permettent de réduire ces effets à leur minimum : Travail des engins depuis la berge, circulation des engins dans le cours d'eau interdite, traversée de cours d'eau réduite au maximum. Les aménagements occasionnels de passages à gué peuvent localement avoir une incidence sur le cours d'eau en artificialisant par empiérement un très faible linéaire de cours d'eau, et perturber temporairement la faune piscicole. Il est cependant à noter que les gués aménagés sont la plupart du temps initialement déjà utilisés à même le lit, et que l'état initial du milieu est donc très dégradé par le passage répété des engins. Ces aménagements ont donc une incidence positive en permettant d'améliorer la situation : la stabilisation et l'empierrement du passage limitent les départs récurrents de sédiments et donc le colmatage du lit à proximité. Enfin, l'adaptation de la période d'intervention aux cycles biologiques réduit également fortement le risque d'impacts sur les populations piscicoles (travaux réalisés entre mai et septembre, et en période d'étiage).

9. Concernant la rupture piscicole et la continuité écologique

« Vous prévoyez dans la DIG des travaux légers avec l'usage d'engins de puissance limitée. Pour éviter cette rupture piscicole ou rétablir la continuité écologique, l'emploi d'engins plus lourds, d'évidence en dehors des gabarits prévus dans la DIG, peuvent être déployés. Quelle convention est alors mise en place ? »

REPONSE :

Les travaux de restauration de la continuité écologiques ne sont pas inclus dans la DIG.

Ils font l'objet d'une procédure spécifique à chaque ouvrage, en termes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et de conventionnement avec les riverains concernés.

10. Concernant l'entretien de bandes de terrain entre la clôture posée dans le cadre de la DIG pour une mise en défens par exemple et la berge.

« Il est prévu dans le cadre de la DIG l'entretien de cette bande de terrain et les clôtures de mise en défens par les agents du SYMISOA pendant une période n'excédant pas la durée de la DIG. Qu'en sera-t-il à la suite, si d'aventure le propriétaire et/ou l'exploitant de cette bande s'abstenait de l'entretenir (fauchage, évacuation des plantes envahissantes, et surtout entretien des clôtures – fils et piquets). A qui en revient la charge : le propriétaire et/ou l'exploitant ou au SYMISOA ? »

REPONSE :

Réglementairement, une DIG a une durée de vie limitée (dans le cas présent, elle correspond à la durée de mise en œuvre du plan de gestion 2024-2029), et le SYMISOA s'engage donc à mettre en œuvre ses interventions sur cette durée. Il ne nous est pas possible de certifier aujourd'hui que les modalités de gestion et notamment d'entretien seront reconduites à l'identique par la suite. Dans l'absolu, la charge de l'entretien de la rivière et de ses abords reste en 1^{er} lieu au propriétaire riverain et à son exploitant le cas échéant, qui sont tenus par la loi sur l'eau de le réaliser conformément à l'article 215-14 du code de l'environnement qui stipule que « l'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives ». Dans ce cadre, les riverains ont vocation à maintenir les aménagements réalisés dans le temps pour contribuer au bon état écologique du cours d'eau.

11. Concernant les périodes de sécheresse

« Pendant les périodes de sécheresse importantes, il peut être interdit d'abreuver le bétail directement au cours d'eau en dehors des zones aménagées.

- Qu'en est-il pour les agriculteurs ayant refusé la convention pour effectuer ces travaux d'accès du bétail au cours d'eau ?
- Qu'en est-il pour les agriculteurs ayant acceptés la convention dont les travaux prévus sont en cours ou non réalisés avant cette période (principalement l'installation des abreuvoirs déportés ou les accès stabilisés à la rivière ? »

REPONSE :

Les exploitants peuvent être soumis à des contrôles de la police de l'eau dans les périodes de restrictions imposées par les arrêtés préfectoraux de limitation des usages de l'eau en situation de sécheresse. Ces contrôles consistent dans la majeure partie des cas en un rappel

T

des obligations auprès de l'exploitant, qui peut à ce moment là justifier de travaux à venir convenus avec le syndicat, avec la convention de travaux signée à l'appui. Dans le cas où l'exploitant n'aurait pas accepté les aménagements proposés, il peut proposer la mise en conformité de ses pratiques et reste libre d'effectuer les travaux par lui-même.

12. Concernant la bonne exécution des travaux

« A la suite d'intervention par les équipes du SYMISOA ou par les entreprises extérieures, pendant combien de temps sont-ils responsables de la bonne exécution des travaux ? Est-ce que le propriétaire assiste à la réception des travaux ? Est-ce que le propriétaire prend le relais à la fin de la DIG ou à l'issue des travaux ? »

REPONSE :

Pour rappel, dans le cadre de la DIG, il ne s'agit que de travaux d'entretien des berges, de mise en défens (c'est-à-dire pose de clôtures, aménagement de passerelles et d'abreuvoirs, plantations) ou de restauration de marais (curage, mise en défens, installation d'un système d'abreuvement le cas échéant). Il n'y a pas de réception systématique des travaux après ce type de travaux, sachant que le SYMISOA s'engage sur un résultat (fonctionnalité des abreuvoirs et passerelles), et assure une réparation ou une adaptation des aménagements si nécessaire pendant toute la durée de la DIG. Pour la période post DIG, se référer à la réponse 10.

13. Concernant l'effacement ou la restauration des plans d'eau et des zones humides

« Un plan d'eau est toujours alimenté par une source, une dérivation de ruisseau, un ruissellement. Après l'effacement d'un plan d'eau ou d'une zone humide, des désordres peuvent intervenir au-delà de la zone concernée.

- Dans quel périmètre (larg) de ces plans d'eau et/ou zones humides prévoyez-vous l'étude d'impact (faune et flore) et quelles mesures de compensation envisagez-vous ?
- Qu'en est-il pour l'effacement d'une zone humide ou d'un plan d'eau dans une propriété privée, quelle convention est mise en œuvre dans ce cas ? »

REPONSE :

Ce type de travaux : effacement de plan d'eau ou de zone humide, n'est pas prévu dans la DIG. Par ailleurs, « l'effacement » de zones humides est contraire aux objectifs poursuivis dans le cadre du plan de gestion des milieux aquatiques, qui vise leur bon état, et donc notamment la préservation des zones humides.

14. Concernant les prélèvements des eaux alimentant les plans d'eau

« Avez-vous un débit réservé et dans quelles conditions sont-ils mis en œuvre, sachant que ces plans d'eau ont souvent des missions complémentaires – prélèvement d'eau pour le bétail, l'irrigation, pêche tampon en cas de forts étiages. Quelle convention sera mise en place ? »

8

REPONSE :

La DIG ne prévoit pas d'intervention sur les plans d'eau, qui sont très majoritairement des propriétés privées, dont les propriétaires sont tenus à titre individuel de respecter la réglementation en vigueur.

15. Concernant le droit de pêche

« Le propriétaire de la parcelle limitrophe au cours d'eau est de facto propriétaire de la berge mais également de la moitié de la largeur du lit du cours d'eau. Une servitude dit « droit de passage du pêcheur » existe le long du cours d'eau. Le droit de pêche revient naturellement aux propriétaires. Toutefois, tous propriétaires ou ses ayants-droits (locataire) est tenu de participer à l'entretien du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques.

- Qu'en est-il dans le cas où ces ayants-droits refusent la convention de la DIG ? Ces dispositions sont-elles valables pendant le temps d'application de la DIG ou simplement pendant la durée des travaux sur l'endroit ?
- Qu'en est-il pour l'association de pêche exerçant son droit de pêche sur des berges en pointillées (accords alternés avec désaccords) dans le cadre de la DIG, sachant qu'il existe un droit de passage du pêcheur le long du cours d'eau. Avez-vous des conventions particulières avec les associations de pêche communales, départementales ou régionales ? »

REPONSE :

En cas de DIG, lorsque l'entretien d'un cours d'eau non domanial est financé majoritairement par des fonds publics, le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé, hors les cours attenantes aux habitations et les jardins, gratuitement, pour une durée de cinq ans, par l'association de pêche et de protection du milieu aquatique agréée pour cette section de cours d'eau ou, à défaut, par la fédération départementale ou interdépartementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, conformément à l'article L435-5 du Code de l'Environnement.

Toutefois, le propriétaire peut réaliser par lui-même les travaux prévus dans la DIG ou rembourser la part de subvention correspondant aux travaux exécutés sur son fonds. Dans ce cas, les dispositions de l'article L435-5 ne lui sont pas applicables (Article L435-5 du code de l'environnement).

Le droit de pêche du propriétaire riverain est exercé gratuitement pour une durée de cinq ans par l'association ou la fédération, à partir de la date prévue pour l'achèvement des opérations d'entretien. Toutefois, lorsque ces opérations ont un caractère pluriannuel ou qu'elles doivent être échelonnées, cette date est celle prévue pour l'achèvement selon le cas de la première phase ou de la phase principale.

C'est le Préfet qui demande à l'APPMA concernée par le cours d'eau si elle souhaite bénéficier du droit de pêche sur les sections entretenues. Si l'APPMA ne souhaite pas exercer le droit de pêche, le Préfet signale à la Fédération de Pêche que ce droit lui revient pour 5 ans. Un arrêté préfectoral identifie les sections de cours d'eau et communes concernées ainsi que les bénéficiaires du droit de pêche.



Le SYMISQA n'a pas de convention particulière avec les AAPPMA ou les FDPMA. Un partenariat existe de longue date avec les FDPMA, pour suivre l'état des cours d'eau et assurer la cohérence des interventions avec les objectifs de préservation de la faune piscicole.

A Pouilly/Charlieu, le 09/12/2024

Michel LAMARQUE, Président du SYMISQA



TABLE DES MATIÈRES

GÉNÉRALITÉ	1-3
PRÉSENTATION DU TERRITOIRE	4-10
SYNTHÈSE DES PROBLÉMATIQUES	10-13
ÉTAT ÉCOLOGIQUES DES COURS D'EAU ET ALTÉRATIONS MORPHOLOGIQUES	14-21
DESCRIPTIONS DES OPÉRATIONS INSCRITES A LA DIG	22-29
DEMANDE DE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	30-32
INCIDENCES DES TRAVAUX ET MESURES DE RÉDUCTION	33-40
DÉCLARATION D'INTERVENTION EN RIVIÈRE AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	42 - 46
CADRE JURIDIQUE DE LA D.I.G.	47 - 50
ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	51 -58
ANALYSE DES OBSERVATIONS	59 - 68
ANNEXES	
	ARRÊTÉ TRIBUNAL ADMINISTRATIF 70-71
	ARRÊTE INTER PR2FECTORAL 72-80
	ANNONCES LÉGALES LOIRE 81
	ANNONCES LÉGALES SAÔNE ET LOIRE 82
	ANNONCES LÉGALES RHÔNE 83
	CERTIFICAT D'AFFICHAGE 84- 86
	CALENDRIER PRÉVISIONNEL EST ESTIMATION FINANCIÈRE DES TRAVAUX 87-92
	MÉMOIRE EN RÉPONSE 93 - 102

Document établi sur 103 pages.

Fait à Riorges le 15 décembre 2024
Alain BURONFOSSE
Commissaire-enquêteur

